



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 18 MAI 2021
GEMEENTERAAD VAN 18 MEI 2021

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Séverine De Laveleye, <i>Présidente/Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Fatima Abbach, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Stéphane Roberti, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ;
Verontschuldigd	Alexander Billiet, <i>Conseille(è)r(e) communal(e) /Gemeenteraadslid</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

La séance se tient via Teams
De zitting vindt plaats via Teams.

Madame Van den Bosch est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal. Mevrouw Van den Bosch wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

Intervention de Mr Cédric Pierre De Permentier.

Ce 29 avril, c'est avec une immense tristesse que de nombreux Forestois ont appris le décès de Madame Monique Langbord, ancienne échevine de l'Etat civil et de la Population. Monique Langbord était une citoyenne engagée : engagée pour sa famille, pour la commune de Forest qu'elle aimait tant, ainsi que pour sa communauté. C'était une personne remarquable, attachante et respectée pour son engagement authentique pour la communauté. Monique était également une mère de famille aimante, passionnée par ses petits-enfants qui étaient sa plus grande fierté. Femme de culture et artiste, elle a transmis sa passion à ses enfants et petits-enfants. Il est impossible de comprendre l'engagement de Monique sans évoquer son enfance et sa jeunesse, marquées par la barbarie nazie et l'antisémitisme. Enfant, elle a vu ses parents déportés suite à une dénonciation. Monique a été enfermée à Malines comme des milliers de juifs attendant impuissants d'être déportés à Auschwitz. Grâce au courage de sa mère, elle a pu échapper à ce camp de transit. Enfant cachée,

elle a été marquée par la douleur vive de la résistance et la Shoah. Ses malheurs ont forgé le caractère de Monique. Elle disposait des plus belles qualités : l'humanité, l'empathie et le respect mutuel, le tout assorti d'un grand sens de l'humour et de la dérision. Mes collègues libéraux se souviendront de ses éclats de rire contagieux lors des bons moments passés ensemble. Ses nombreuses qualités, Monique les a mises au service de notre communauté. Conseillère au sein de l'action sociale depuis 1990, elle devint conseillère communale depuis 1998 jusqu'en 2018. Elle avait alors fait le choix de soutenir notre liste et d'apporter son aide à la jeune génération. En près de 30 ans d'engagement politique, Monique a marqué de nombreuses générations de Forestois et brillé par son sens de l'écoute et sa disponibilité. En 1999, elle devient échevine de l'Etat civil et de la Population, le point d'orgue d'un engagement au service des autres. Très appréciée des travailleurs communaux, des membres du collège, des conseillers communaux, elle a mis tout son cœur et son talent dans ses missions, en particulier pour la célébration des mariages qui faisait son plus grand bonheur. D'aucun se souviendront aussi du courage avec lequel elle luttait contre les mariages arrangés et les mariages gris. Elle faisait là aussi preuve d'une grande humanité pour les victimes. Parmi ses grandes réalisations, nous retiendrons d'elle la création de parcelles juives et musulmanes au sein du cimetière communal. Elle croyait fermement au vivre ensemble et au dialogue, au fait de tisser des passerelles entre les communautés dans un respect mutuel, que d'autres n'ont cessé de mettre à mal et de remettre en cause. Fidèle à son vécu et à ses valeurs, elle refusait l'intolérance et l'exclusion. Aujourd'hui, Monique Langbord n'est plus mais son vécu, sa force de caractère, et la richesse de son engagement constitueront une source d'inspiration politique pour les futures générations afin de perpétuer le devoir de mémoire et le respect d'autrui. Je vous remercie.

Intervention de Madame Plovie.

Pour le groupe Ecolo/Groen, je voudrais présenter toutes nos condoléances autant à sa famille qu'à sa 2e famille, son groupe politique du MR. C'est vrai que moi personnellement je ne connaissais pas toute l'histoire. C'est très émouvant ce que Cédric vient d'expliquer à l'égard de cette ancienne échevine.

Intervention de Monsieur Loewenstein.

Merci Cédric pour cet hommage rendu à Monique. Au nom du groupe Défi je me rallie totalement à ce que tu as dit et réitère mes sincères condoléances à toute sa famille et à ses proches.

Intervention de Madame El Yousfi.

Je me rallie aux conseillers pour présenter toutes mes condoléances au nom du groupe PS.

Intervention de Madame Koplowicz.

Je rejoins tous les autres groupes politiques pour présenter mes plus sincères condoléances

Intervention de Monsieur Hacken.

Je voudrais aussi saluer Madame Langbord et toute sa famille ainsi que l'intervention du groupe MR. C'était une femme de conviction qui n'hésitait pas à dire ce qu'elle pensait et elle nous manquera.

Point d'introduction sur la situation COVID à Forest, présenté par Mme la Bourgmestre.

A Forest, la vaccination avance tant dans les chiffres que dans son organisation. Pour les plus de 18 ans, le taux de vaccination atteint 36,6 %, pour 35,5 en région de Bruxelles-capitale. Les plus de 65 ans sont vaccinés pour 75,3% d'entre eux, soit un bond de 10 % en un mois. La convention avec la

COCOM qui vous sera proposée permettra d'obtenir les données des personnes qui ont été invitées à la vaccination mais qui n'ont pas pu y donner suite. Nous nous sommes permis de vous la soumettre dès réception pour rendre possible un contact positif visant à damer le chemin entre le souhait de la protection qu'apporte le vaccin à sa réalisation, en rendant accessible aussi les informations sur le service de la navette et la possibilité de se faire vacciner à domicile. Le centre Albert continuera à proposer des tests et l'accès à la vaccination mais sera réaménagé dès la semaine prochaine pour scinder les flux des usagers. Les plans vont être validés conjointement par la COCOM et la Croix-Rouge et leur mise en place imposera une journée de fermeture le dimanche 23 mai. La filière de testing attend un flux important en vue des départs à l'étranger. La filière de vaccination a déjà injecté 28248 doses, première et 2e dose confondues, et améliore encore son accueil grâce à la prise de température systématique et à la disposition de gel hydroalcoolique.

Intervention de Monsieur Hacken.

Je me réjouis qu'il y ait eu des améliorations au niveau de l'aménagement pour bien séparer les flux. Par contre j'entends qu'il existe encore des débrouilles de fin de soirée pour avoir des doses restantes. J'aimerais bien qu'on utilise les listes d'attente établies sur base de critères objectifs et pas ceux qui font la file ou ceux qui appellent tous leurs amis.

Réponse de Madame la Bourgmestre.

Suite à un bug informatique, les inscriptions au centre n'ont pas été possibles pendant un long week-end. Ceci a engendré un déficit d'inscription alors que des doses de vaccin arrivaient à prescription. Les gestionnaires du centre ont respecté au maximum les priorités fixées par la stratégie vaccinale mais l'information a circulé et des personnes se sont présentées sans rendez-vous. De nouvelles procédures ont été mises en place afin d'éviter au maximum ce genre de situation : recours à la waiting list BruVax par le call center régional. Notre objectif reste la couverture vaccinale la plus à même de nous protéger collectivement contre cette maladie.

Intervention de Mr Loewenstein.

Il me revient que la prise de température au niveau du centre n'est pas toujours systématique et il me revient également que l'autorité de tutelle, la COCOM, avait écrit au centre de vaccination à plusieurs reprises en ce qui concerne cette problématique.

Madame El Hamidine remercie pour les remarques de tout le monde.

Tussenkomst van de dhr Cédric Pierre-De Permentier

Op 29 april vernamen veel Vorstenaren het overlijden van mevrouw Monique Langbord, voormalig schepen van Burgerlijke Stand en Bevolking. Monique Langbord was een geëngageerd burger: geëngageerd voor haar familie, voor de gemeente Vorst waar ze zo van hield, en voor haar gemeenschap. Zij was een opmerkelijk persoon, innemend en gerespecteerd om haar oprechte inzet voor de gemeenschap. Monique was ook een liefhebbende moeder, bijzonder gehecht aan haar kleinkinderen op wie ze zeer trots was. Als cultuurminnaar en kunstenaar heeft zij haar passie doorgegeven aan haar kinderen en kleinkinderen. Het is onmogelijk het engagement van Monique te begrijpen zonder haar kindertijd en jeugd te vermelden, die gekenmerkt werden door naziwandaden en antisemitisme. Als kind zag ze haar ouders gedeporteerd worden na verraad. Monique werd opgesloten in Mechelen, zoals duizenden joden machteloos wachtend op de deportatie naar Auschwitz. Dankzij de moed van haar moeder kon ze ontsnappen uit het transitkamp. Als

verborgen kind werd zij getekend door de levende pijn van het verzet en de Shoah. Haar tegenslagen hebben Moniques karakter gevormd. Zij had prachtige kwaliteiten: menselijkheid, empathie en wederzijds respect, gecombineerd met een groot gevoel voor humor en spot. Mijn liberale collega's zullen zich haar aanstekelijke lach herinneren tijdens de goede momenten die we samen doorbrachten. Monique heeft haar vele kwaliteiten ten dienste gesteld van onze gemeenschap. Zij was OCMW-raadslid sinds 1990 en werd in 1998 gemeenteraadslid tot 2018. Zij koos ervoor om onze lijst te steunen en de jongere generatie te helpen. In bijna 30 jaar politiek engagement heeft Monique vele generaties Vorstenaren gemarkeerd en zij blonk uit in luisterbereidheid en beschikbaarheid. In 1999 werd ze schepen van Burgerlijke Stand en Bevolking, het hoogtepunt van een engagement ten dienste van anderen. Zij werd zeer gewaardeerd door het gemeentepersoneel, het schepencollege en de gemeenteraadsleden, en zette zich met hart en ziel in voor haar taken, in het bijzonder voor de viering van huwelijken, wat haar grootste vreugde was. Sommigen zullen zich ook de moed herinneren waarmee zij streed tegen gearrangeerde en grijze huwelijken. Ook daar toonde ze grote menselijkheid voor de slachtoffers. Een van haar grote verwezenlijkingen is de aanleg van joodse en islamitische percelen op de gemeentelijke begraafplaats. Zij geloofde sterk in samenleven en in dialoog, in het bouwen van bruggen tussen gemeenschappen in wederzijds respect, wat anderen vaak op de helling zetten en ter discussie stellen. Trouw aan haar ervaringen en waarden, weigerde zij onverdraagzaamheid en uitsluiting. Vandaag is Monique Langbord er niet meer, maar haar ervaring, haar karaktersterkte en de rijkdom van haar inzet zullen voor de komende generaties een bron van inspiratie zijn, om de gedenkplicht en het respect voor anderen te bestendigen. Ik dank u.

Tussenkoms t van mevrouw Plovie

Namens de Ecolo/Groen-fractie wil ik onze deelneming betuigen aan haar familie en aan haar tweede familie, de MR-fractie. Persoonlijk kende ik het hele verhaal niet. Het is erg ontroerend wat Cedric net zei over deze oud-schepen.

Tussenkoms t van de heer Loewenstein

Dank je, Cédric, voor dit eerbeto on aan Monique. Namens de Défi-groep sluit ik mij volledig aan bij jouw woorden en betuig ik mijn oprechte deelneming aan haar familie en verwanten.

Tussenkoms t van mevrouw El Yousfi

Ik sluit me aan bij de raadsleden en condoleer hen namens de PS-fractie.

Tussenkoms t van mevrouw Kopl owicz

Ik sluit me aan bij alle andere fracties en betuig mijn oprechte deelneming.

Tussenkoms t van de heer Hacken

Dank en respect aan mevrouw Langbord en haar familie en de tussenkoms t van de MR-fractie. Zij was een vrouw met overtuiging die niet aarzelde te zeggen wat zij dacht, en wij zullen haar missen.

Inleiding over de COVID-situatie in Vorst, gepresenteerd door de burgemeester

In Vorst vordert de vaccinatie zowel op het vlak van de cijfers als de organisatie. Voor de 18-plussers bedraagt de vaccinatiegraad 36,6%, tegenover 35,5% in het Brussels Gewest. Van de 65-plussers is 75,3% gevaccineerd: een vooruitgang met 10% in één maand. De overeenkomst met de GGC die u zal worden voorgesteld, maakt het mogelijk de gegevens te verkrijgen van personen die zijn uitgenodigd voor de vaccinatie, maar er niet zijn op ingegaan. Wij zijn zo vrij geweest u dit

document onmiddellijk na ontvangst toe te zenden om een positief contact mogelijk te maken, teneinde de kloof te overbruggen tussen het verlangen naar de door het vaccin geboden bescherming en de uitvoering ervan, door ook informatie toegankelijk te maken over de pendeldienst en de mogelijkheid om thuis gevaccineerd te worden. Centrum Albert zal tests en toegang tot vaccinatie blijven aanbieden, maar wordt vanaf volgende week heringericht om de mensenstromen te splitsen. De plannen zullen gezamenlijk worden gevalideerd door de GGC en het Rode Kruis, en voor de uitvoering ervan zal zondag 23 mei een sluitingsdag zijn. De testing verwacht een toevloed van mensen met het oog op vertrek naar het buitenland. De vaccinatie heeft reeds 28.248 dosissen ingespoten (1e en 2e dosis) en blijft het onthaal verbeteren dankzij de systematische temperatuurmeting en de terbeschikkingstelling van hydroalcoholische gel.

Tussenkoms van de heer Hacken

Ik ben blij dat er verbeteringen zijn aangebracht om de stromen goed te scheiden. Anderzijds hoor ik dat er nog steeds laat op de avond ‘jacht’ wordt gemaakt op resterende vaccins. Ik zou graag zien dat de wachtlijsten worden gebruikt die werden opgesteld op basis van objectieve criteria en niet degenen die in de rij staan of al hun vrienden bellen.

Antwoord van mevrouw de burgemeester

Door een computerfout was inschrijving in het centrum een heel weekend onmogelijk. Dat resulteerde in een tekort aan inschrijvingen terwijl de vaccins gebruikt moesten worden. De beheerders van het centrum deden hun uiterste best om de prioriteiten van de vaccinatiestrategie te respecteren, maar de informatie geraakte verspreid en sommigen kwamen zonder afspraak opdagen. Er zijn nieuwe procedures ingevoerd om dit soort situaties zoveel mogelijk te voorkomen: gebruik van de BruVax-wachtlijst door het gewestelijk callcenter. Ons doel blijft een zo hoog mogelijke vaccinatiegraad om ons collectief tegen deze ziekte te beschermen.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Ik heb gehoord dat de temperatuur in het centrum niet altijd stelselmatig wordt gemeten en ook dat de toezichthoudende overheid, de GGC, het vaccinatiecentrum herhaaldelijk over dit probleem heeft aangeschreven.

Mevrouw El Hamidine dankt iedereen voor de opmerkingen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

- 1 Interpellation du public: Multiplication des actes d'incivilité et d'effraction dans "le bas" de l'avenue Van Volxem; malpropreté généralisée de l'espace public

Interpellatie van het publiek : Toenemend aantal gevallen van overlast en inbraken in het “lage gedeelte” van de Van Volxemplaand; algemene vervuiling van de openbare ruimte

Je vous remercie de me laisser présenter cette interpellation citoyenne que je fais au nom des habitants de l'immeuble Bata, situé au 302-304 de l'avenue Van Volxem. Cette interpellation est également soutenue par les commerçants qui se trouvent au carrefour de l'avenue de la 2e Armée britannique et du boulevard Van Haelen. Je voudrais marquer mon étonnement d'apprendre si tardivement que le point a été mis à l'ordre du jour. Car j'avais compris que selon le règlement communal, j'aurais dû être avertie 4 jours avant l'inscription à l'ordre du jour. Dans ces conditions, j'avais planifié de mieux documenter mon interpellation par le témoignage des commerçants. Depuis 3 ans, on constate une augmentation du nombre d'incivilités qui se multiplient dans ce quartier. Il y a une augmentation notoire depuis le couvre-feu. Concernant l'immeuble Bata qui abrite une soixantaine de ménages, nous avons à déplorer plusieurs tentatives de vol dans les appartements, 3 vols de vélo conséquents car tous les vélos ont été emportés. En avril 2021, il y a eu une nouvelle tentative d'effraction avec une fracture de la porte d'entrée. Tous ces actes de vandalisme ont été rapportés à la police. La police s'est déplacée et a pris nos dépositions mais force est de constater qu'il y a peu de suivi de ces dépositions, ce qui fait dire aux habitants qu'on est peu pris en considération et que la police ne fait pas son travail. En ce qui concerne les commerçants (Rockets café, Le Plat pays, le marchand Buba), ils ont été à plusieurs reprises victimes de vols avec effractions. Le marchand Buba a été vandalisé 2 fois pendant le couvre-feu. Dans la nuit du 12 avril, j'ai entendu une femme qui appelait à l'aide. Il y avait visiblement un problème de maltraitance. Je suis rentré chez moi et j'ai appelé la police et j'ai continué à suivre les cris par la fenêtre. La police m'a dit qu'ils allaient intervenir. J'ai continué à entendre ces cris déchirants pendant une dizaine de minutes puis ils se sont arrêtés. Après 20 minutes, la police m'a appelée pour me demander si j'entendais encore des cris. J'ai répondu que non et les choses se sont arrêtées là. J'en ai conclu que la police n'était pas intervenue. Le lendemain, un policier m'a contactée afin de compléter ma déposition et, à ma grande surprise, il s'est livré à moi en me disant : « Madame nous savons qu'il y a des problèmes dans ce quartier mais vous devez savoir que nous sommes sous-équipés au niveau humain et matériel et que donc ce n'est pas possible de répondre à tous les appels. Je retiens un certain désespoir dans le discours de ce policier. C'est cet élément qui m'a poussé à faire cette interpellation citoyenne.

Je voudrais également parler du décor du quartier qui est de plus en plus malpropre : dépôts clandestins, bouteilles et canettes vides abandonnés sur les trottoirs, poubelles publiques renversées... Tout cela crée un sentiment général d'abandon et de mauvaise gestion. Je trouve que l'appellation « le bas de Forest » est assez dénigrante et c'est cela que nous ressentons. Le but de mon interpellation est d'attirer votre attention sur ce quartier. Nous avons fait le choix d'acheter dans ce quartier, nous aimons sa mixité, nous aimons Forest mais nous aimerions bénéficier d'un peu plus d'attention.

Intervention de Madame Koplowicz.

Il y a plusieurs éléments dans ce que vous avez dit ce soir. Il est clair que tout le monde veut vivre dans un environnement qui soit propre, sécurisé et convivial. Après la question qui se pose c'est comment on va y arriver? Concernant la propreté, je pense que nous avons des travailleurs qui font du bon boulot parce que je les vois souvent en tournée avec leur petite camionnette dans mon quartier qui est tout près du vôtre. Par contre, il est vrai que les dépôts clandestins sont partout dans la commune. La question est de savoir si l'on va mettre des caméras partout ou est-ce que l'on va investir encore plus dans les services publics, notamment par des déchetteries mobiles, en informant

mieux les gens sur les services offerts par Bruxelles propreté. Il y a certes l'aspect de l'éducation mais aussi selon sa mobilité, la taille de son appartement. Qu'allons-nous mettre en place pour que tout le monde puisse se débarrasser de ses déchets en investissant à fond dans une politique publique. Comment est-ce qu'on règle collectivement ces problèmes de propreté qui sont très problématiques? Sur le plan de la sécurité, la pharmacie Wielemans a aussi été attaquée récemment et il est évident que les habitants comme les commerçants ont le droit de vivre en paix. La question est comment on réinvestit dans une politique de prévention, dans une police de quartier, dans des services de proximité encore plus nombreux et plus présents afin d'éviter qu'on en arrive là, car lorsque l'on appelle la police il est trop tard. D'autant que la police manque de moyens et qu'elle ne se déplace pas. Il y a aussi la question de la place de la femme dans l'espace public. Nous insistons sur la prévention qui doit se faire dans tous les quartiers aussi bien dans le haut que le milieu que le bas. Le problème des vélos pose aussi question. J'encourage la commune à investir plus dans les box vélo et ceci aussi afin de favoriser la mobilité douce. Il y a plein de choix politiques à faire afin d'améliorer cette sécurité et cette convivialité de notre belle commune.

Intervention Monsieur Cédric Pierre De Permentier.

Merci Madame Bacquelaïne et aux commerçants pour leurs témoignages, bien que je regrette les circonstances dans lesquelles vous avez dû mener cette interpellation. Pour le MR, il est important d'entendre ce témoignage et ce que vous décrivez est tout à fait inacceptable. Ce sentiment d'abandon est injustifiable. Le MR insiste pour que la Bourgmestre plaide auprès de la zone de police une augmentation des moyens humains affectés à Forest. Votre témoignage n'est pas individuel. Il est partagé dans plusieurs quartiers. Il est important et urgent de remédier à ces problèmes d'insécurité. Une attention toute particulière doit aussi être accordée à l'amélioration des conditions de vie, de propreté et de sécurité dans votre quartier. Votre témoignage sur cette femme qui a été agressée est tout à fait choquant. Il est également révoltant que certains jeunes profitent du fait qu'une femme soit seule en rue, que notre police soit occupée avec le couvre-feu, pour commettre des larcins. J'espère qu'au niveau de la zone de police nous pourrions mener des actions de terrain et être plus proche des préoccupations des Forestois. Il faut qu'on s'inspire des initiatives qui se déroulent dans d'autres communes pour arrêter le harcèlement de rue. Ce sont vraiment des choses pour lesquelles la Bourgmestre doit plaider au niveau du collège de police. Soyez assurée que le MR sera très attentif au suivi de la situation et à la lutte contre la sécurité dans votre quartier.

Intervention de Monsieur Loewenstein.

J'interviendrai brièvement au nom de mon groupe DÉFI pour dire qu'il est bien évident qu'il ne peut y avoir de citoyens de seconde zone à Forest, comme ailleurs d'ailleurs. Et si vos voisins et commerçants des alentours ont cette impression, elle doit être très vite gommée par des actions concrètes.

Dans un Etat de droit, l'autorité publique doit veiller à la sécurité de ses citoyens.

Et si ce rôle revient à la police, il revient au Bourgmestre qui est responsable pour la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique sur son territoire de faire le nécessaire et veiller à ce qu'il y ait du personnel en suffisance pour répondre aux phénomènes et nuisances dénoncés ici par les riverains. Ça se discute certes au niveau de la zone de police mais, s'il y a des besoins spécifiques, l'impulsion doit venir de la commune concernée.

Par ailleurs, il serait intéressant d'entendre le Collège sur les actions menées par son service de prévention, même s'il dispose aussi de moyens limités, pour répondre à la problématique soulevée. Quoi qu'il en soit, au-delà des déclarations de bonnes intentions, de l'attention que l'on peut porter à votre interpellation, je pense que vous attendez surtout des actions concrètes donc je serai attentif

à la réponse et à la réaction du Collège face aux problèmes dénoncés tant en termes de sécurité, de prévention que de propreté.

Intervention de Monsieur Hacken.

Bravo d'avoir fait la démarche de venir jusqu'ici au Conseil. Tous ces problèmes d'incivilité, de sécurité... atteignent notre qualité de vie. Dans tous les quartiers de Forest, ce sont des enjeux qui sont compliqués et pour lesquels il n'y a pas une réponse facile. Ce sont des enjeux qui sont importants et qui touchent toute la commune. Comme vous le dites on a le sentiment qu'il y a une passivité ou une tolérance beaucoup trop large vis-à-vis de certains faits, parfois il est vrai par manque de personnel. Ce n'est pas pour autant que cette question de manque de personnel est une réponse satisfaisante. J'espère que le Collège apportera des résultats concrets et que vous continuerez à nous rapporter tout cela. Ça ne peut pas être une habitude ces dépôts clandestins, le mobilier urbain vandalisé ou des problèmes de violence dans les rues. Ce n'est pas acceptable. Il faut que tous les moyens disponibles soient utilisés pour vivre mieux dans notre commune.

Intervention de Madame El Hamidine.

En effet, tant les faits décrits que ressentis doivent continuer à guider nos choix en matière de sécurité et de lutte contre les nuisances. Le sentiment de sécurité fait indéniablement partie du bien être que l'on souhaite à tous les Forestois et Forestoises et pour lesquels nous travaillons au quotidien avec les services communaux et les services de police. Les chiffres de la criminalité en baisse globale dans notre zone de police midi ne reflètent que partiellement la situation. Ils doivent être complétés par des enquêtes de victimation et par le ressenti tel que vous nous le livrez ce soir. Concrètement vous relatez une agression et une alerte au service de police qui n'a pas été suivie d'une intervention. Ce sont bien les services de police de la zone midi qui ont à charge de répondre aux urgences. Ils sont parfois confrontés à devoir prioriser les interventions. Une patrouille doit toujours donner suite aux alertes d'une agression de personne. Je n'ai pas encore reçu de réponse de la zone midi au sujet de cet appel mais nous ferons la lumière sur ce qui s'est passé ce soir-là. Un projet ambitieux pour améliorer et professionnaliser l'accueil de garde est aussi sur les rails. Le sentiment d'impuissance que vous décrivez est effectivement éprouvé par les services de police qui, depuis plus d'un an, sont chargés de faire respecter les mesures covid, non sans difficulté. Avec les commissaires en charge de la division territoriale de Forest, nous avons à cœur de permettre aux équipes de faire un travail de proximité qui donne du sens aussi aux équipes. Je vous propose de rencontrer l'inspecteur de votre quartier dans les prochains jours. Je prendrai contact avec lui. Je suis convaincu que créer du lien entre les habitants et les inspecteurs de quartier peut contribuer au sentiment de sécurité. Malheureusement la pandémie n'a pas rendu possible la systématisation des rencontres. Je le regrette. Au sujet de la propreté, je vais passer la parole à mon collègue monsieur Tahri qui vous expliquera tout ce qui est mis en œuvre à Forest.

Intervention de Monsieur Tahri.

L'avenue Van Volxem est une voirie régionale, donc c'est Bruxelles propreté qui est en charge de sa gestion pour sa propreté dans son ensemble. Ils ont développé l'application « Fix my Street » afin que chacun puisse signaler un dépôt ou tout autre problème en voirie. Nous encodons aussi ces problèmes en voirie régionale, donc n'hésitez pas à nous contacter pour signaler tout problème au numéro gratuit de la commune 0 800 95 333. Si vous ne désirez pas passer par l'application de la Région, les équipes opérationnelles communales n'interviennent normalement pas sur ces voiries mais il nous arrive ponctuellement d'intervenir sur une voirie régionale pour y enlever l'un ou l'autre dépôt. Nous avons lancé par contre notre opération caméra fixe pour prendre en flagrant

délictueux certains inciviques déposant des dépôts clandestins. Nous les plaçons aux points noirs de la commune et là notre action porte sur toute voirie. Nous n'avons pas encore un retour de ce dispositif car il est tout récent. Nous espérons que cela permettra de dresser plus de procès-verbaux et de permettre à tous de retrouver un cadre de vie plus agréable. Je peux vous fournir les chiffres globaux pour les voiries communales et exprimés en tonnes pour l'année 2020. Pour les déversages sauvages, nous avons récolté 900 tonnes de déchets l'année précédente. Pour les déchets de balayage et de vidange des corbeilles, nous avons récolté plus de 470 tonnes de déchets. Nous menons aussi des actions comme par exemple cette semaine les parcs à conteneurs mobiles. Nous venons dans les quartiers pour récolter les encombrants. Hier nous étions avenue du Globe. Aujourd'hui, nous étions rue de Belgrade. Demain ce sera place Saint Denis, jeudi rue Cervantes... Je suis conscient que cela ne suffit pas et nous continuerons les efforts. Je compte également relayer vos constats à la Région pour suite et réponse que je vous ferai parvenir dès réception. Je vous remercie encore une fois pour votre interpellation, je sais qu'il y a des gens comme vous qui aiment que Forest soit propre. Malheureusement je pense qu'il y a une minorité qui a un manque d'éducation. Je reste bien sûr disponible et vous remercie.

Intervention de Monsieur Spapens.

Je connais très bien le quartier car nous sommes voisins, j'habite avenue Van Volxem. Il y a énormément de gens du Collège et du Conseil qui habitent avenue Van Volxem. Donc, pour la petite anecdote, c'est une avenue que nous connaissons très bien. Par rapport aux commerces que vous citez il y a en effet eu une vague de cambriolages. Avec Madame l'Echevine de la Prévention, nous nous sommes rendus dans les commerces. Madame la Bourgmestre et les services de police se sont également rendus dans les commerces. Au niveau de la prévention, nous nous sommes rendus avec notre technicien vol, notamment dans toutes les pharmacies pour voir avec elles quel dispositif pourrait être amélioré. Il est sûr qu'on a vécu une période particulière dans ce quartier. Il y a un courrier qui va être envoyé aux commerçants pour leur expliquer comment, avec des petites choses, améliorer la sécurité de leur commerce.

Réplique de Madame Bacquelaine.

Merci à tous pour vos réponses qui va dans le sens que j'ai dit. Personne n'a démenti ce que j'ai déposé. Je constate un consensus de votre part. J'apprends que cette partie de l'avenue Van Volxem n'est pas le seul quartier dans lequel il y a des problèmes. En tant que citoyenne, il ne m'appartient pas de vous faire des propositions, des suggestions, en termes de gestion communale et publique. Je pense qu'il faut réfléchir très sérieusement à ce problème surtout s'il touche l'ensemble de la commune et pas seulement le bas de Forest. Compte tenu de vos réactions, il doit faire partie de vos préoccupations. Au niveau de la propreté, j'entends bien que l'avenue Van Volxem est une voirie régionale. Je vois en effet Bruxelles propreté passer avec cette petite voiturette avec les brosses qui nettoient l'asphalte. Mais je ne vois rien concernant par exemple le nettoyage des accotements. Ce sont les riverains qui s'en occupent. Pour terminer, j'ai été très heureuse de pouvoir mener cette interpellation citoyenne. Je considère que cela fait partie de la vie démocratique qui malheureusement est mise à mal par certains aspects. Le mécanisme de l'interpellation citoyenne est quelque chose qui n'est pas connu. Il y a aussi un effort à faire au niveau de l'information des citoyens. Je vous souhaite une bonne soirée et une bonne continuation du Conseil.

Ik dank u dat u mij deze interpellatie namens de bewoners van het Bata-gebouw, gelegen aan de Van Volxelaan 302-304, laat doen. Deze oproep wordt ook gesteund door de handelaars op het

kruispunt van de Brits Tweedelegerlaan en de Van Haelenlaan. Ik ben verbaasd dat dit punt zo laat op de agenda is gezet. Ik had begrepen dat ik volgens het gemeentereglement 4 dagen voordat het punt op de agenda werd geplaatst, op de hoogte had moeten worden gebracht. Ik was van plan om mijn interpellatie beter te documenteren met getuigenissen van handelaars.

De laatste 3 jaar is het aantal gevallen van overlast in deze buurt toegenomen. Er is een opmerkelijke toename sinds de avondklok. In het Bata-gebouw, waar ongeveer 60 gezinnen wonen, zijn er verschillende pogingen tot diefstal geweest in de flats, waaronder drie aanzienlijke fietsdiefstallen, waarbij alle fietsen werden meegenomen. In april 2021 was er weer een poging tot inbraak waarbij de voordeur werd opengebroken. Al deze daden van vandalisme werden bij de politie aangegeven. De politie kwam en nam onze verklaringen op, maar wij stellen vast dat er weinig gevolg aan werd gegeven, wat de inwoners doet concluderen dat er geen rekening met ons wordt gehouden en dat de politie haar werk niet doet. De handelaars (café Rockets, Le Plat Pays, winkel Buba) zijn herhaaldelijk het slachtoffer geworden van inbraken. De winkel Buba werd twee keer het slachtoffer van vandalisme tijdens de avondklok. In de nacht van 12 april hoorde ik een vrouw om hulp roepen. Er was duidelijk een probleem van mishandeling. Ik ging naar huis, belde de politie en bleef het geschreeuw door het raam volgen. De politie zei me dat ze zouden ingrijpen. Ik bleef het hartverscheurende geschreeuw ongeveer 10 minuten horen en toen stopte het. Na 20 minuten belde de politie me en vroeg me of ik nog steeds geschreeuw hoorde. Ik zei nee en dat was het einde van het verhaal. Ik concludeerde dat de politie niet had ingegrepen. De volgende dag nam een politieagent contact met mij op om mijn verklaring af te ronden en tot mijn verbazing zei hij: "Mevrouw, wij weten dat er problemen zijn in de wijk, maar u moet weten dat wij te weinig personeel en materiaal hebben en het dus niet mogelijk is op alle oproepen te reageren. In de woorden van de politieman klonk een zekere wanhoop. Het is dit element dat mij ertoe heeft aangezet deze burgerinterpellatie te doen.

Ik zou het ook willen hebben over het decor van de wijk, die steeds vuiler wordt: sluikestorten, lege flessen en blikjes die op de trottoirs worden achtergelaten, omgegooid openbare vuilnisbakken ... Dit alles creëert een algemeen gevoel van nonchalance en slecht beheer. Ik vind de naam Laag-Vorst nogal denigrerend en dit is wat wij voelen. Het doel van mijn ondervraging is uw aandacht te vestigen op deze buurt. Wij kozen ervoor om in deze wijk te kopen, we houden van de mix, we houden van Vorst, maar we zouden graag een beetje meer aandacht willen.

Tussenkoms van mevrouw Koplowicz

Er zijn verschillende elementen in wat u hebt gezegd. Het is duidelijk dat iedereen in een nette, veilige en aangename omgeving wil wonen. De vraag is hoe we dat kunnen bereiken. Wat de netheid betreft, denk ik dat onze arbeiders hun werk goed doen, want ik zie ze vaak met hun bestelwagens rondrijden in mijn wijk, die heel dicht bij de uwe ligt. Anderzijds wordt er overal in de gemeente aan sluikestorten gedaan. De vraag is of we overal camera's gaan plaatsen of dat we nog meer gaan investeren in openbare diensten, met name met mobiele afvalophalingsdiensten, door de mensen beter te informeren over de diensten die Net Brussel aanbiedt. Er is zeker het aspect van sensibilisering, maar ook de mobiliteit en de grootte van de woningen. Wat gaan we doen om ervoor te zorgen dat iedereen van zijn afval af kan komen, door te investeren in overheidsbeleid? Hoe lossen we deze netheidsproblemen op? Wat de veiligheid betreft, werd ook apotheek Wielemans onlangs overvallen en het is duidelijk dat zowel de bewoners als de winkeliers het recht hebben om in vrede te leven. De vraag is hoe we kunnen investeren in preventie, wijkpolitie, nog meer lokale diensten en een grotere aanwezigheid om dit te voorkomen, want als je de politie belt, is het te laat. Vooral omdat de politie te weinig middelen heeft en zich niet verplaatst. Voorts is er de kwestie van de plaats van de vrouw in de openbare ruimte. Wij dringen aan op preventie, in alle wijken, zowel in hoog-, laag- als

midden-Vorst. Het probleem van de fietsen roept ook vragen op. Ik moedig de gemeente aan meer te investeren in fietsboxen, ook om zachte mobiliteit te stimuleren. Er moeten veel politieke keuzes worden gemaakt om de veiligheid en de gezelligheid van onze mooie stad te verbeteren.

Tussenkost van de heer Cédric Pierre-De Permentier

Ik dank mevrouw Bacquelaïne en de handelaars voor hun getuigenissen, hoewel ik de omstandigheden betreur waaronder u deze interpellatie hebt moeten doen. Voor de MR is het belangrijk om deze getuigenis te horen en wat u beschrijft is volstrekt onaanvaardbaar. Dit gevoel van hulpeloosheid is onaanvaardbaar. De MR dringt erop aan dat de burgemeester bij de politiezone pleit voor meer personeel voor Vorst. Uw getuigenis staat niet alleen. Het wordt gedeeld over verschillende wijken. Het is belangrijk en dringend dat deze problemen van onveiligheid worden verholpen. Bijzondere aandacht moet ook gaan naar de verbetering van de levensomstandigheden, de netheid en de veiligheid in uw buurt. Uw getuigenis over de vrouw die werd aangevallen, is schokkend. Het is ook weerzinwekkend dat sommige jongeren misbruik maken van het feit dat een vrouw alleen op straat is of dat onze politie bezig is met de avondklok, om kruimeldiefstallen te plegen. Ik hoop dat wij op het niveau van de politiezone acties op het terrein zullen kunnen uitvoeren en de bekommernissen van de Vorstenaars te behartigen. Wij moeten ons laten inspireren door initiatieven in andere gemeenten om komaf te maken met intimidatie op straat. Dat zijn echt dingen waarvoor de burgemeester moet pleiten op het niveau van het politiecollege. De MR zal de situatie en de strijd tegen de onveiligheid in de wijken nauwlettend in de gaten houden.

Tussenkost van de heer Loewenstein

Ik neem kort het woord namens mijn fractie, DÉFI, om te zeggen dat het duidelijk is dat er in Vorst geen tweederangsburgers mogen zijn; nergens trouwens. En als uw burens en de handelaars in de buurt die indruk hebben, moet die snel worden weggenomen door concrete acties.

In een rechtsstaat moet de overheid de veiligheid van de burgers waarborgen.

En als die taak aan de politie toekomt, is het aan de burgemeester, die verantwoordelijk is voor de veiligheid, de rust en de volksgezondheid op zijn grondgebied, om het nodige te doen en ervoor te zorgen dat er voldoende personeel is om de overlast aan te pakken die hier door de omwonenden aan de kaak worden gesteld.

Dat wordt zeker besproken in de politiezone, maar als er specifieke behoeften zijn, moet de impuls van de betrokken gemeente komen.

Voorts zou het interessant zijn van het College te vernemen welke acties de preventiedienst opzet, om het aangekaarte probleem aan te pakken, ook al beschikt die ook over beperkte middelen.

In ieder geval denk ik dat u, afgezien van de intentieverklaringen en de aandacht die aan uw interpellatie wordt besteed, concrete daden verwacht, zodat ik aandachtig zal toezien op het antwoord en de reactie van het College op de aan de kaak gestelde problemen op het vlak van veiligheid, preventie en netheid.

Tussenkost van de heer Hacken

Goed dat u naar de Raad bent gekomen. Al deze problemen van overlast, veiligheid ... raken aan de kwaliteit van ons leven. In alle wijken van Vorst gaat het om complexe problemen waarvoor geen gemakkelijk antwoord bestaat. Het zijn belangrijke uitdagingen die de hele stad aangaan. Zoals u zegt, hebben wij het gevoel dat er passiviteit heerst of te veel tolerantie tegenover bepaalde feiten en soms is er een gebrek aan personeel. Dat betekent niet dat het gebrek aan personeel een afdoend antwoord is. Ik hoop dat het College concrete resultaten zal boeken en dat u ons van dit alles op de

hoogte blijft houden. Sluikstorten mag geen gewoonte worden, evenmin als vernield straatmeubilair of geweld op straat. Dat is onaanvaardbaar. Alle beschikbare middelen moeten worden aangewend om aangenamer te leven in onze stad.

Tussenkost van mevrouw El Hamidine

Zowel de beschreven feiten als de gevoelens moeten de leidraad blijven voor onze keuzes inzake veiligheid en de strijd tegen overlast. Het veiligheidsgevoel maakt absoluut deel uit van het welzijn dat wij alle Vorstenaren toewensen en waarvoor wij dagelijks samenwerken met de gemeentediensten en de politie. De criminaliteitscijfers, die in het algemeen in onze politiezone Zuid zijn gedaald, geven de situatie slechts gedeeltelijk weer. Ze moeten worden aangevuld met slachtofferenquêtes en met het aanvoelen zoals u dat daarnet beschreef. Concreet wijst u op een aanranding en een contactname met de politie die niet werd gevolgd door een interventie. De politie van zone Zuid moet reageren op noodsituaties. Soms worden zij geconfronteerd met de noodzaak om prioriteiten te stellen voor interventies. Een patrouille moet altijd reageren als er een aanranding wordt gemeld. Ik heb nog geen antwoord gekregen van zone Zuid over deze oproep, maar we zullen opheldering verschaffen over wat er die avond is gebeurd. Er staat ook een ambitieus project op stapel om de wachtdienst te verbeteren en te professionaliseren. Het gevoel van machteloosheid dat u beschrijft, wordt inderdaad ervaren door de politiediensten die sinds meer dan een jaar - niet zonder moeilijkheden - belast zijn met de handhaving van de coronamaatregelen. Met de commissarissen die bevoegd zijn voor de divisie Vorst, willen wij de teams de mogelijkheid bieden om dicht bij de mensen te werken, wat ook zin geeft aan de teams. Ik stel u een ontmoeting voor de komende dagen met de inspecteur van uw wijk. Ik zal contact met hem opnemen. Ik ben ervan overtuigd dat het creëren van een band tussen de bewoners en de wijkinspecteurs het veiligheidsgevoel kan versterken. Helaas heeft de pandemie het niet mogelijk gemaakt systematisch samen te komen. Dat betreurt ik. Wat de nethed betreft, geef ik het woord aan mijn collega, de heer Tahri, die zal uitleggen wat er in Vorst wordt gedaan.

Tussenkost van de heer Tahri

De Van Volxelaan is een gewestweg en dus is Net Brussel verantwoordelijk voor de algemene nethed ervan. Zij hebben de app "Fix my Street" ontwikkeld, zodat iedereen een sluikstort of een ander probleem op de weg kan melden. Wij registreren ook de problemen op gewestwegen, dus aarzel niet om contact met ons op te nemen om problemen te melden, via het gratis tel. 0 800 95 333. Als u geen gebruik wenst te maken van de gewestelijke app: de gemeentelijke operationele teams interveniëren normaal gezien niet op deze wegen, maar wij interveniëren wel af en toe op een gewestweg om afval te verwijderen. Anderzijds zijn wij begonnen met onze vaste camera-operatie om sluikstorters op heterdaad te betrappen. Wij plaatsen ze op de zwarte punten van de gemeente en daar heeft onze actie betrekking op alle wegen. We hebben nog geen evaluatie van deze maatregel, omdat het zeer recent is. Wij hopen dat dit ertoe zal leiden dat er meer pv's worden uitgeschreven en dat iedereen kan genieten van een aangenamer levenskader. Ik kan u de cijfers bezorgen voor de gemeentewegen, uitgedrukt in ton, voor het jaar 2020. Wat het sluikstorten betreft, hebben wij vorig jaar 900 ton afval opgehaald. Voor het vegen en het ledigen van vuilnisbakken hebben we meer dan 470 ton afval ingezameld. We voeren ook acties, zoals de mobiele containerparken deze week. We komen naar de wijken om grofvuil op te halen. Gisteren was de Globelaan aan de beurt. Vandaag de Belgradostraat. Morgen het Sint-Denijsplein, donderdag de Cervantesstraat ... Ik ben mij ervan bewust dat dit niet voldoende is en we zullen onze inspanningen voortzetten. Ik ben ook van plan uw opmerkingen door te geven aan het Gewest voor follow-up en antwoord, dat ik u zal toesturen zodra ik het ontvang. Ik dank u nogmaals voor uw interpellatie. Ik

weet dat er mensen zijn zoals u die graag een net Vorst hebben. Helaas denk ik dat er een minderheid is met een gebrek aan burgerzin. Ik blijf beschikbaar en dank u.

Tussenkomst van de heer Spapens

Ik ken de wijk heel goed omdat we burens zijn: ik woon in de Van Volxemlaan. Veel mensen van het College en de Raad wonen op Van Volxemlaan. Het is dus een gekende straat. In de handelszaken die u noemt, is er inderdaad een golf van inbraken geweest. Samen met de schepen van Preventie hebben wij de getroffen zaken een bezoek gebracht. Ook de burgemeester en de politie hebben dat gedaan. Wat de preventie betreft, zijn wij met onze diefstaltechnicus naar alle apotheken gegaan om samen met hen te bekijken welke maatregelen kunnen worden verbeterd. De wijk heeft duidelijk een bijzondere periode doorgemaakt. De handelaars zullen een brief ontvangen om hen uit te leggen hoe zij met kleine ingrepen de veiligheid van hun zaak kunnen verbeteren.

Repliek van mevrouw Bacqueline

Ik dank u allen voor uw antwoorden, die in de lijn liggen van wat ik zei. Niemand heeft wat ik heb gezegd tegengesproken. Ik zie een consensus van uwentwege. Ik heb begrepen dat dit deel van de Van Volxemlaan niet de enige buurt is met problemen. Als burger is het niet aan mij om voorstellen of suggesties te doen op het vlak van gemeentelijk en openbaar bestuur. Ik vind dat we ernstig over dit probleem moeten nadenken, vooral als het de hele gemeente betreft en niet alleen laag-Vorst. Gezien uw reacties moet het een van uw zorgen zijn. Wat de netheid betreft, begrijp ik dat de Van Volxemlaan een gewestweg is. Ik zie Net Brussel inderdaad langsrijden met het wagentje met borstels die het asfalt schoonmaken. Maar ik zie geen schoonmaken van de berm, bijvoorbeeld. Dat is aan de omwonenden. Tot slot was ik erg blij dat ik deze burgerinterpellatie mocht houden. Ik ben van mening dat dit deel uitmaakt van het democratische leven, dat helaas door bepaalde aspecten op de helling wordt gezet. Het mechanisme van de burgerinterpellatie is niet zo gekend. Er moet ook een inspanning worden geleverd op het vlak van de informatie aan de burgers. Ik wens u een fijne avond en een goede voortzetting van de Raad.

4 annexes / 4 bijlagen

2 Affaires générales - Mandats (Foyer du Sud) - Remplacement.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120 §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 56 du Code Bruxellois du Logement ;

Vu les statuts du Foyer du Sud, notamment l'article 27 ;

Considérant que M. Gaëtan VANDEPLAS a démissionné de son mandat d'administrateur avec voix consultative au sein du Conseil d'administration du Foyer du Sud ;

Considérant que les membres du Conseil d'administration sont nommés et révoqués par l'Assemblée générale ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de proposer deux candidats administrateurs avec voix consultative à l'Assemblée générale du Foyer du Sud ;

DECIDE,

De prendre acte de la démission de M. Gaëtan VANDEPLAS de son mandat d'administrateur avec voix consultative au sein du Conseil d'administration du Foyer du Sud ;

De désigner, sur proposition des groupes de l'opposition, en qualité de candidats administrateurs avec voix consultative du Foyer du Sud :

- M. Franz ANDRE, domicilié avenue des Sept Bonniers, 105/2 à 1190 Forest ;
- M. Yves ROLAND, domicilié rue Henri Maubel 35 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Zuiderhaard) - Vervanging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 56 van de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op de statuten van de Zuiderhaard, inzonderheid artikel 27;

Overwegende dat de heer Gaëtan VANDEPLAS ontslag nam uit zijn mandaat als bestuurder met raadgevende stem binnen de raad van bestuur van de Zuiderhaard;

Overwegende dat de leden van de raad van bestuur benoemd en ontslagen worden door de algemene vergadering;

Overwegende dat het aan de gemeenteraad is om twee kandidaat-bestuurders met raadgevende stem in de algemene vergadering van de Zuiderhaard voor te dragen;

BESLIST:

Akte te nemen van het ontslag van de heer Gaëtan VANDEPLAS uit zijn mandaat als bestuurder met raadgevende stem binnen de raad van bestuur van de Zuiderhaard;

Op voorstel van de fracties van de oppositie, aan te stellen in de hoedanigheid van kandidaat-bestuurders met raadgevende stem van de Zuiderhaard:

- de heer Franz ANDRE, gedomicilieerd Zevenbunderslaan 105/2 te 1190 Vorst ;
- de heer Yves ROLAND, gedomicilieerd Henri Maubelstraat 35 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Monsieur Loewenstein.

Notre administrateur DÉFI qui a une voix consultative au sein du Foyer du Sud a démissionné pour des raisons professionnelles. La présente délibération propose 2 candidats administrateurs et c'est l'assemblée générale du Foyer du Sud qui choisira parmi ces 2 candidats Donc, ce n'est pas un nouveau poste qui est ouvert mais c'est juste un remplacement en interne.

Tussenkomst van de heer Loewenstein

Onze DÉFI-bestuurder, die een raadgevende stem heeft in de Zuiderhaard, heeft om beroepsredenen ontslag genomen. De huidige beraadslaging stelt 2 kandidaat-bestuurders voor en het is de algemene vergadering van de Zuiderhaard die tussen deze 2 kandidaten zal kiezen. Het gaat dus niet om een nieuwe post die openstaat, maar gewoon een interne vervanging.

3 Affaires générales - Mandats (Vivaqua) - Désignation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu sa décision du 26 février 2019 désignant M. Denis STOKKINK en qualité de délégué à l'AG de Vivaqua et en qualité de candidat administrateur de Vivaqua et M. Alain MUGABO en qualité de second délégué à l'AG de Vivaqua ;

Vu sa décision du 23 juin 2020 approuvant les nouveaux statuts de Vivaqua ;

Vu l'article 21, 2° des nouveaux statuts de Vivaqua, qui dispose que "*Chaque commune actionnaire est représentée à l'Assemblée générale à raison de 2 délégué(e)s par commune de moins de septante mille habitants [...] Les délégué(e)s des communes actionnaires à l'assemblée générale sont désigné(e)s par le conseil communal de chaque commune parmi les conseiller(e)s, le(la) bourgmestre et les échevin(e)s de la commune*" ;

Vu l'article 28 des nouveaux statuts de Vivaqua, qui prévoit que "*La Société est administrée par un conseil d'administration de vingt-neuf membres choisis parmi les conseiller(e)s, les bourgmestres et les échevin(e)s des communes actionnaires, à l'exclusion des délégué(e)s des communes actionnaires à l'assemblée générale.*" ;

Considérant que M. Denis STOKKINK ne peut continuer à représenter la commune en qualité de délégué à l'AG de Vivaqua tout en poursuivant son mandat d'administrateur de Vivaqua ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de désigner un de ses membres en tant que délégué à l'AG de Vivaqua en remplacement de M. Denis STOKKINK, qui conserverait son poste d'administrateur, ce avant la prochaine AG de Vivaqua prévue fin juin 2021 ;

DECIDE,

De désigner Madame Françoise PERE, membre du Conseil communal, domicilié Avenue Jupiter, 67/3 à 1190 Forest, en qualité de délégué à l'AG de Vivaqua, ce en remplacement de M. Denis STOKKINK.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Vivaqua) - Aanstelling.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op zijn beslissing van 26 februari 2019 waarin dhr. Denis STOKKINK werd aangesteld in de hoedanigheid van afgevaardigde bij de AV van Vivaqua en in de hoedanigheid van kandidaat-bestuurder van Vivaqua en dhr. Alain MUGABO werd aangesteld in de hoedanigheid van tweede afgevaardigde bij de AV van Vivaqua;

Gelet op zijn beslissing van 23 juni 2020 waarin de nieuwe statuten van Vivaqua werden goedgekeurd;

Gelet op artikel 21, 2° van de nieuwe statuten van Vivaqua, dat bepaalt dat *"Elke gemeente-aandeelhouder met minder dan zeventigduizend inwoners wordt vertegenwoordigd door twee (2) afgevaardigden in de Algemene Vergadering [...] De afgevaardigden van de gemeenten-aandeelhouders in de Algemene Vergadering worden door de gemeenteraad van elke gemeente gekozen uit de gemeenteraadsleden, de burgemeester en de schepenen van de gemeente"*;

Gelet op artikel 28 van de nieuwe statuten van Vivaqua, dat voorziet dat *"De vennootschap wordt bestuurd door een Raad van Bestuur van negenentwintig leden die uit de gemeenteraadsleden, de burgemeesters en de schepenen van de gemeenten-aandeelhouders worden gekozen, met uitzondering van de afgevaardigden van de gemeenten-aandeelhouders in de Algemene Vergadering."*;

Overwegend dat dhr. Denis STOKKINK de gemeente niet kan blijven vertegenwoordigen als afgevaardigde voor de AV van Vivaqua terwijl hij zijn mandaat als bestuurder van Vivaqua voortzet;

Overwegend dat het aan de Gemeenteraad is om een van zijn leden aan te wijzen als afgevaardigde voor de AV van Vivaqua ter vervanging van dhr. Denis STOKKINK, die zijn functie als bestuurder zal behouden, vóór de volgende AV van Vivaqua die zal plaatsvinden eind juni 2021;

BESLIST

Mevrouw Françoise PERE, gedomicilieerd Jupiterlaan, 67/3 te 1190 Vorst, aan te stellen in de hoedanigheid van afgevaardigde bij de AV van Vivaqua, ter vervanging van dhr. Denis STOKKINK.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

4 **Revitalisation des quartiers – CENTR’AL – Contrat de concession de services de gestion et d’exploitation de l’espace HORECA au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL sis Avenue Besme 129 - 131 – Approbation de l’avenant 1 au contrat de concession.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 15 septembre 2020 (#007/15.09.2020/A/0010#) d’approuver le Contrat de concession de services de gestion et d’exploitation de l’espace HORECA du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL, conclu avec COMERE SPRL, à partir du 26 octobre 2020 et pour une durée de 6 années [...]
;

Considérant que ledit contrat de concession de services a été signé entre les parties en date du 13 octobre 2020 ;

Considérant que par demande du 04 mars 2021, le concessionnaire a sollicité une modification des lieux concédés, à savoir l’aménagement d’un nouveau comptoir plus ergonomique, solide et durable qui répond par ailleurs à toutes les exigences AFSCA et qu’il accepte que ce nouveau comptoir devienne la propriété de la Commune de Forest au terme du contrat de concession de services ;

Considérant que par demande du 1^{er} avril 2021, le concessionnaire a sollicité une modification de la durée du contrat, à savoir une prolongation d’une durée correspondant à la période de fermeture des établissements HORECA imposée dans le cadre des mesures visant à limiter la propagation du virus Covid-19 ;

Considérant qu’il y a lieu d’établir les termes de ces modifications par rapport au contrat initial ;

Vu le projet d’avenant joint en annexe ;

DECIDE:

D’approuver les termes de l’avenant 1, joint au dossier, au contrat de concession de services de gestion et d’exploitation de l’espace HORECA au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL sis Avenue Besme 129 - 131 à Forest qui autorise

- le placement, aux frais du concessionnaire, d’un nouveau comptoir plus ergonomique, solide et durable et répondant aux normes AFSCA qui deviendra la propriété de la Commune de Forest au terme du contrat de concession de services ;
- une prolongation du contrat de concession d’une durée de 6 mois supplémentaires correspondant à la période de fermeture imposée aux établissements HORECA pour raisons sanitaires ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer l’avenant 1 au contrat de concession de services de gestion et d’exploitation de l’espace HORECA au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de wijken – CENTR’AL – Concessieovereenkomst voor diensten van beheer en uitbating van de horecaruimte van het sport- en cultuurcomplex CENTR’AL gelegen Besmelaan 129

- 131 – Goedkeuring van aanhangsel 1 bij de concessieovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 15 september 2020 (#007/15.09.2020/A/0010#) om goedkeuring te verlenen aan de concessieovereenkomst voor diensten van beheer en uitbating van de horecaruimte van het sport- en cultuurcomplex CENTR'AL, gesloten met COMERE SPRL, vanaf 26 oktober 2020 en voor een duur van 6 jaar [...];

Overwegende dat deze concessieovereenkomst voor diensten ondertekend werd tussen de partijen op 13 oktober 2020;

Overwegende dat de concessiehouder bij verzoek van 4 maart 2021 heeft verzocht om een wijziging van de in concessie gegeven ruimten, te weten de plaatsing van een nieuwe ergonomischere, stevigere en duurzamere toog die bovendien aan alle FAVV-normen voldoet en dat hij aanvaardt dat deze nieuwe toog eigendom wordt van de gemeente Vorst na afloop van de concessieovereenkomst voor diensten;

Overwegende dat de concessiehouder bij verzoek van 1 april 2021 heeft verzocht om een wijziging van de duur van de overeenkomst, te weten een verlenging met een duur die overeenkomt met de sluitingsperiode van de horecazaken opgelegd in het kader van de maatregelen om de verspreiding van COVID-19 te beperken;

Overwegende dat de voorwaarden van deze wijzigingen ten aanzien van de initiële overeenkomst moeten worden vastgesteld;

Gelet op het bijgevoegde ontwerp van aanhangsel;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de voorwaarden van aanhangsel 1, als bijlage bij het dossier gevoegd, bij de concessieovereenkomst voor diensten van beheer en uitbating van de horecaruimte van het sport- en cultuurcomplex CENTR'AL gelegen Besmelaan 129 - 131 te Vorst, dat het volgende toelaat:

- de plaatsing, op kosten van de concessiehouder, van een nieuwe ergonomischere, stevigere en duurzamere toog die voldoet aan de FAVV-normen en eigendom wordt van de gemeente Vorst na afloop van de concessieovereenkomst voor diensten;
- een verlenging van de concessieovereenkomst met een duur van 6 bijkomende maanden die overeenkomt met de sluitingsperiode opgelegd aan de horecazaken vanwege gezondheidsredenen;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om aanhangsel 1 bij de concessieovereenkomst voor diensten van beheer en uitbating van de horecaruimte van het sport- en cultuurcomplex CENTR'AL te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

5 **Revitalisation des quartiers – ABY & Contrat de Quartier Durable Abbaye – Opération 3.5 « Pôle Culturel ABY » – Acquisition pour cause d'utilité publique d'un bien sis chaussée de Bruxelles 18-20 – Modalités de libération des lieux et de résiliation des baux commerciaux en vigueur dans l'immeuble – Adaptation de la convention Soleil d'Orient.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine de la région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable du 24 novembre 2016 ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Considérant l'opération 3.5 « Pôle culturel ABY » dudit programme modifié portant sur la reconversion complète du site de l'Abbaye de Forest en un « pôle culturel » ;

Considérant que l'immeuble sis à Forest, Chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2ème Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares a été définitivement acquis par la Commune en date du 16 décembre 2020 en vue d'être démoli et d'y reconstruire une nouvelle bibliothèque communale dans le cadre du projet ABY;

Considérant que, dans le cadre de l'acquisition concernée et de la libération des lieux dans des délais compatibles avec les échéances du projet ABY, la rupture anticipée de baux commerciaux a été négociée avec les locataires en contrepartie d'indemnités de départ fixées dans une convention ;

Vu la décision du Conseil Communal du 20 octobre 2020 :

- *D'approuver le modèle de convention définissant les modalités de libération des lieux et de résiliation des baux commerciaux en vigueur dans l'immeuble sis chaussée de Bruxelles 18-20 ;*
- *De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire Communale, de négocier et de signer avec chaque locataire commercial de l'immeuble, une convention de résiliation du bail et de libération des lieux, rédigée sur base du modèle ci-annexé et prévoyant, le cas échéant, l'octroi d'indemnités de départ ;*
- *De limiter strictement le montant total des indemnités de départs accordées aux occupants de l'immeuble y développant une activité commerciale au montant des crédits disponibles inscrits à cet effet à l'article 9307/512-55/84 « Dédommagement extraordinaire aux entreprises » du budget extraordinaire 2020 ;*

Considérant la convention établie sur ces bases et signée en date du 30 novembre 2020 par la société SOLEIL D'ORIENT sprl prévoyant la résiliation du bail du 29.12.2015 et la libération des lieux au 30

avril 2022;

Considérant l'article III.1 de la convention par lequel le locataire s'engage à continuer à payer les loyers jusqu'à la date du 30 avril 2022 et l'article III.2 par lequel la Commune s'engage à rétrocéder les loyers perçus dans les 30 jours de la remise des clés ;

Considérant la demande formulée en date du 12 février 2021 par la société Soleil d'Orient de pouvoir, en raison de la crise sanitaire et en dérogation des articles III.1 et III.2 de ladite convention, bénéficiaire d'une exemption de paiement du loyer jusqu'à la libération des lieux fixée au 30 avril 2022 au plus tard, loyers qui ne devraient en conséquence plus être rétrocédés par la Commune dans les 30 jours de la remise des clés ;

DECIDE :

D'accepter la demande d'exemption de paiement du loyer formulée par la société SOLEIL D'ORIENT en date du 12 février 2021 pour la période couvrant juin 2021 à décembre 2021, et par conséquent de ne pas rétrocéder ces loyers ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire Communale, d'informer SOLEIL D'ORIENT par courrier recommandé de la présente décision ;

De faire authentifier devant le juge de paix la convention et la présente décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – ABY & Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 3.5 'Culturele Pool ABY' – Aankoop ten algemene nutte van een goed gelegen Brusselsesteenweg 18-20 – Modaliteiten van de vrijmaking van de ruimten en van de ontbinding van de handelshuurovereenkomsten geldend in het gebouw – Aanpassing van de overeenkomst Soleil d'Orient.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de duurzame wijkcontracten van 24 november 2016;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Overwegende operatie 3.5 'Culturele pool ABY' van genoemd gewijzigd programma betreffende de volledige reconversie van de site van de Abdij van Vorst tot 'culturele pool';

Overwegende dat het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, ingeschreven onder Vorst, 2de afdeling, sectie C, nr. 55 W, voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare, op 16 december 2020 definitief

door de gemeente werd verworven, met het oog op afbraak en bouw van een nieuwe gemeentelijke bibliotheek in het kader van het project ABY;

Overwegende dat, in het kader van de betrokken aankoop en de vrijmaking van de ruimten binnen de termijnen die overeenkomen met de deadlines van het project ABY, de voortijdige verbreking van handelshuurovereenkomsten werd overeengekomen met de huurders in ruil voor vertrekvergoedingen vastgelegd in een overeenkomst;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 oktober 2020:

- *De modelovereenkomst goed te keuren waarin de modaliteiten worden gedefinieerd van de vrijmaking van de ruimten en van de ontbinding van de handelshuurovereenkomsten geldend in het gebouw gelegen Brusselsesteenweg 18-20;*
- *Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, om met elke handelshuurder van het gebouw een overeenkomst voor de ontbinding van de huurovereenkomst en de vrijmaking van de ruimten te onderhandelen en te ondertekenen, opgesteld op basis van het bijgevoegde model en waarin desgevallend de toekenning van vertrekvergoedingen wordt voorzien;*
- *Het totaalbedrag van de vertrekvergoedingen, toegekend aan de bewoners van het gebouw die er een handelsactiviteit ontwikkelen, strikt te beperken tot het bedrag van de beschikbare kredieten ingeschreven op artikel 9307/512-55/84 “Buitengewone schadeloosstellingen aan ondernemingen” van de buitengewone begroting 2020;*

Overwegende de overeenkomst die op deze basis is opgesteld en op 30 november 2020 door SOLEIL D'ORIENT bvba is ondertekend en die voorziet in de ontbinding van de huurovereenkomst van 29.12.2015 en de vrijmaking van de ruimten op 30 april 2022;

Overwegende artikel III.1 van de overeenkomst, waarin de huurder zich ertoe verbindt de huur tot 30 april 2022 te blijven betalen, en artikel III.2, waarin de gemeente zich ertoe verbindt de ontvangen huur binnen 30 dagen na de overhandiging van de sleutels terug te betalen;

Overwegende het verzoek van 12 februari 2021 van SOLEIL D'ORIENT om, wegens de gezondheidscrisis en in afwijking van de artikelen III.1 en III.2 van voornoemde overeenkomst, vrijstelling te krijgen van de betaling van huur tot de vrijmaking van de ruimten die uiterlijk op 30 april 2022 is gepland, huur die bijgevolg niet meer door de gemeente zou moeten worden terugbetaald binnen 30 dagen na de overhandiging van de sleutels;

BESLIST:

In te stemmen met het verzoek om vrijstelling van betaling van huur door SOLEIL D'ORIENT van 12 februari 2021, voor de periode van juni 2021 tot december 2021, en bijgevolg deze huur niet terug te betalen;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om SOLEIL D'ORIENT per aangetekende zending op de hoogte te brengen van deze beslissing;

De overeenkomst en deze beslissing voor de vrederechter te laten authenticeren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

6 Revitalisation des quartiers – Politique de la Ville – Programmation 2021-2026 - Opération 2.1 « Activation des équipements de quartier via les opérateurs locaux » - Convention de subventionnement avec les asbl partenaires.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017;

Vu la décision du collège du 26 novembre 2020 :

D'approuver le projet de programme de la Politique de la Ville par le développement des quartier (2021-2025) comprenant un diagnostic, les conclusions de ce diagnostic, les fiches projets et les tableaux de synthèse budgétaire, joint au dossier ;

D'introduire ledit projet de programme auprès de la Région Bruxelles-Capitale pour le 15 décembre 2020 au plus tard ;

D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa prochaine séance.

Vu l'arrêté de subside du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 25 février 2021 octroyant 2.447.179,84 € pour la mise en œuvre du programme pluriannuel « Politique de la Ville 2021-2025 » ;

Considérant la mise en œuvre de l'opération « 2.1 - Activation des équipements de quartier via les opérateurs locaux »;

Considérant que cette opération prévoit le subventionnement d'asbl partenaires;

Considérant que ces asbl sont Entraide et Culture asbl, Maison de Quartier Saint-Antoine asbl et Forest Quartier asbl ;

Considérant qu'il convient d'adopter une convention pour les termes et le mode de subventionnement de ces asbl ;

Considérant les conventions ci-jointes rédigées par le coordinateur du projet « 2.1 - Activation des équipements de quartier via les opérateurs locaux » en collaboration avec le service de la Revitalisation Urbaine, les asbl partenaires et l'administration régionale ;

Considérant que les crédits nécessaires au subventionnement des asbl partenaires ont été inscrits à l'article 93012/332-02/95 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2021 lors de la Modification budgétaire n°1 approuvée par le conseil communal le 20/04/2021 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital

inscrit à l'article des recettes 93012/994-01/95 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » ;

DECIDE :

(sous réserve d'approbation de la modification budgétaire proposée par la tutelle régionale)

D'approuver les conventions de subventionnement ci-jointes;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer lesdites Conventions ;

D'inscrire les subventionnements respectifs des trois asbl pour le projet « 2.1 - Activation des équipements de quartier via les opérateurs locaux » à l'article 93012/332-02/95 « Subsidies aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2021 ;

De financer la dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, inscrit à l'article des recettes 93012/994-01/95 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Stadsbeleid – Programma 2021-2026 - Operatie 2.1 "Activering van de wijkuitrustingen via de lokale operatoren" - Subsidiëringsovereenkomst met de partner-vzw's.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017;

Gelet op de beslissing van het College van 26 november 2020:

Om het programmaontwerp van het Stadsbeleid door de ontwikkeling van de wijken (2021-2025) goed te keuren, dat een diagnose, de conclusies van deze diagnose, de projectfiches en de samenvattende begrotingstabellen, bij het dossier gevoegd, bevat;

Dit programmaontwerp ten laatste op 15 december 2020 in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting.

Gelet op het subsidiëringsbesluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 25 februari 2021 tot toekenning van 2.447.179,84 € voor de uitvoering van het meerjarenprogramma "Stadsbeleid 2021-2025";

Overwegende de uitvoering van operatie "2.1 - Activering van de wijkuitrustingen via de lokale operatoren";

Overwegende dat deze operatie voorziet in de subsidiëring van partner-vzw's;

Overwegende dat het gaat om de vzw's Entraide&Culture, Buurthuis Sint-Antonius en Forest Quartier Santé;

Overwegende dat het aangewezen is een overeenkomst aan te nemen voor de subsidiëeringsvoorwaarden en -wijze van deze vzw's;

Overwegende de hierbij gevoegde overeenkomsten opgesteld door de coördinator van het project "2.1 Activering van de wijkuitrustingen via de lokale operatoren" in samenwerking met de Dienst Stedelijke Herwaardering, de partner-vzw's en het gewestelijke bestuur;

Overwegende dat de voor de subsidiëring van de partner-vzw's vereiste kredieten ingeschreven werden op artikel 93012/332-02/95 "Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen" van de gewone dienst van de begroting 2021 bij de begrotingswijziging nr. 1 goedgekeurd door de gemeenteraad op 20/04/2021;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 93012/994-01/95 "Overboekingen op het gewone reservefonds";

BESLIST:

(onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging voorgesteld door de gewestelijke toezichthoudende overheid)

De hierbij gevoegde subsidiëeringsovereenkomsten goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomsten te ondertekenen;

De respectieve subsidiëringen van de drie vzw's voor het project "2.1 - Activering van de wijkuitrustingen via de lokale operatoren" in te schrijven op artikel 93012/332-02/95 "Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen" van de gewone dienst van de begroting 2021;

De uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 93012/994-01/95 "Overboekingen op het gewone reservefonds".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

7 **Revitalisation des quartiers – Politique de la Ville 2017-2020 – Maillage récréatif - Réaménagement ludique des espaces rue de Padoue et place Urban - Approbation des conditions et du mode de passation - 2021-T-PDV01.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06 juillet 2017 octroyant un subside de 1.487.812,28 € pour la mise en œuvre du programme pluriannuel 2017-2020 « Politique de la Ville par le développement des quartiers » ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 et 236 relatifs aux compétences du conseil et du collège communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le projet 1.3 du programme Politique de la Ville – 2017-2020 – Création d'un Maillage récréatif qui prévoit l'installation de modules de jeux et d'aménagements renforçant la ludicité dans l'espace public ;

Considérant le cahier des charges N° 2021-T-PDV01 relatif au marché "Réaménagement ludique des espaces rue de Padoue et place Orban" établi par le Service Revitalisation des quartiers ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 172.634,92 hors TVA ou € 208.888,25 - 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le montant nécessaire à la réalisation des travaux est inscrit à l'article "9309/721-60/89" « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2021 ;

Considérant que la dépense sera financée à hauteur de 100%, par un subside régional - Politique de la ville, inscrit à l'article des recettes 9309/995-52/89 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

DECIDE:

D'approuver le cahier des charges N° 2021-T-PDV01 ;

D'approuver le montant estimé du marché "Réaménagement ludique des espaces rue de Padoue et place Orban", établis par la Cellule Revitalisation de Quartier-Politique de la ville. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 172.634,92 hors TVA ou € 208.888,25, 21% TVA comprise;

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;

D'inscrire la dépense à l'article "9309/721-60/89" « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2021;

De financer la dépense à hauteur de 100%, par le subside régional de la Politique de la Ville – Programmation 2017-2020 – Axe 2 – Opération 1.3. Maillage récréatif, inscrit à l'article des recettes 9309/995-52/89 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires »;

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national via e-procurement;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Stadsbeleid 2017-2020 – Recreatienetwerk – Ludieke herinrichting van de ruimten Paduastraat en Orbanplein – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en de gunningswijze – 2021-T-PDV01.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 betreffende het stadsbeleid houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06 juli 2017 tot toekenning van een subsidie van € 1.487.812,28 voor de uitvoering van het meerjarenprogramma 2017-2020 “Stadsbeleid via de ontwikkeling van de wijken”;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en het gemeentecollege;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende het project 1.3 van het programma Stadsbeleid – 2017-2020 – Vorming van een recreatienetwerk dat voorziet in de plaatsing van spelmodules en inrichtingen die de speelsheid in de openbare ruimte versterken;

Overwegende het bestek nr. 2021-T-PDV01 betreffende de opdracht “Ludieke herinrichting van de

ruimten Paduastraat en Orbanplein” opgesteld door de Dienst Heropleving van de wijken;

Overwegende dat de raming van deze opdracht € 172.634,92 excl. btw of € 208.888,25, incl. 21% btw, bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het bedrag dat nodig is voor de uitvoering van de werken, ingeschreven is op artikel “9309/721-60/89” “Aanleg van gronden in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat de uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door een gewestelijke subsidie - Stadsbeleid - ingeschreven op artikel van ontvangsten 9309/995-52/89 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds”;

BESLIST:

Het bestek nr. 2021-T-PDV01 goed te keuren;

Het geraamde bedrag van de opdracht “Ludieke herinrichting van de ruimten Paduastraat en Orbanplein”, opgesteld door de Dienst Heropleving van de wijken-Stadsbeleid, goed te keuren. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 172.634,92 excl. btw of € 208.888,25, 21% btw inbegrepen;

De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

De uitgave in te schrijven op artikel “9309/721-60/89” “Aanleg van gronden in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

De uitgave voor 100% te financieren door de gewestelijke subsidie van het Stadsbeleid – Programma 2017-2020 – Pijler 2 – Operatie 1.3. Recreatienetwerk, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9309/995-52/89 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds”;

De opdrachtaankondiging in te vullen en te versturen op nationaal niveau via e-procurement;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

14 annexes / 14 bijlagen

VIE URBAINE - STADSLEVEN

Evènements, festivités - Evenementen, feestelijkheden

8 **Événements - Réalisation d'une fresque artistique murale en hommage au travail du personnel des crèches pendant la crise sanitaire - Convention pour l'utilisation d'un mur pignon de la maison sise avenue Dumonceau, 109 à 1190 Forest - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 17 décembre 2020 approuvant le financement d'une fresque artistique murale de l'artiste forestois Samuel Idmtal agissant pour le compte de l'asbl Les Pousseurs, avenue Huart Hamoir 83 à 1030 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 7.100,00 € non assujettis à la TVA, inscrit à l'article 7622/123-16/52 « Frais de réception et de représentation » du service ordinaire du budget 2020 du Service de la Culture Néerlandophone (Bon de Commande n°1693 du 23/12/2020) ;

Considérant que le visuel de la fresque a pour objectif de rendre hommage à toutes les puéricultrices qui, depuis le 13 mars 2020, ont permis à bon nombre de parents de continuer à travailler malgré la crise sanitaire et de les remercier pour leur travail essentiel au bon fonctionnement de notre société et à l'épanouissement des plus petits ;

Considérant que le mur pignon sélectionné donne sur le jardin de la crèche Le Bercail Forestois et qu'un travail participatif sera entrepris par l'artiste avec le personnel de la crèche et les riverains des alentours ;

Considérant que le mur pignon situé avenue Dumonceau 109 à 1190 Forest relève de la propriété de Monsieur Bruno Mendiaux, domicilié rue des Aduatiques, 52 à 1040 Etterbeek, et qu'il y a dès lors lieu d'établir une convention entre la commune d'une part et le propriétaire d'autre part ;

Considérant la convention rédigée par la cellule Événements ;

Considérant que les termes et dispositions de cette convention ont été convenus avec le service des Propriétés communales et le Département des Travaux ;

DECIDE :

(sous réserve de l'obtention du permis d'urbanisme régional - demande en cours de traitement)

D'approuver la convention (en annexe) entre la commune d'une part et le propriétaire d'autre part pour l'utilisation d'un mur pignon de la maison sise avenue Dumonceau, 109 à 1190 Forest en vue de la réalisation d'une fresque artistique murale en hommage au travail du personnel des crèches pendant la crise sanitaire ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ladite convention avec le propriétaire du mur pignon visé.

Le point est reporté.

35 votants : 35 votes positifs.

Evenementen - Realisatie van een artistiek muurfresco als eerbetoon aan het werk van het personeel van de kinderdagverblijven tijdens de coronacrisis - Overeenkomst voor het gebruik van een zijgevel van de woning gelegen Dumonceaulaan 109 te 1190 Vorst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 17 december 2020 tot goedkeuring van de financiering van een artistiek muurfresco van de Vorstse kunstenaar Samuel Idmtal, handelend voor rekening van de vzw Les Pousseurs, Huart Hamoiriaan 83 te 1030 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 7.100,00 €, niet onderworpen aan de btw, ingeschreven op artikel 7622/123-16/52, "Receptie- en representatiekosten", van de gewone dienst van de begroting 2020 van de Dienst Nederlandstalige Cultuur (Bestelbon nr. 1693 van 23/12/2020);

Overwegende dat de visual van het fresco als doel heeft een eerbetoon te brengen aan alle kinderverzorgsters dankzij wie heel wat ouders sinds 13 maart 2020 ondanks de coronacrisis konden doorwerken, en hen te bedanken voor hun essentiële werk voor de goede werking van onze samenleving en de ontwikkeling van de allerkleinsten;

Overwegende dat de geselecteerde zijgevel uitsteekt op de tuin van het kinderdagverblijf Le Bercaill Forestois en dat de kunstenaar samen met het personeel van het kinderdagverblijf en de buurtbewoners een participatief werk zal uitvoeren;

Overwegende dat de zijgevel gelegen Dumonceaulaan 109 te 1190 Vorst eigendom is van de heer Bruno Mendiaux, gedomicilieerd Aduatukersstraat 52 te 1040 Etterbeek, en dat er bijgevolg een overeenkomst moet worden opgesteld tussen de gemeente enerzijds en de eigenaar anderzijds;

Overwegende de overeenkomst die door de cel Evenementen is opgesteld;

Overwegende dat de voorwaarden en bepalingen van deze overeenkomst werden overeengekomen met de Dienst Gemeentelijke Eigendommen en het Departement Werken;

BESLUIT :

(onder voorbehoud van het verkrijgen van de gewestelijke stedenbouwkundige vergunning - aanvraag in behandeling)

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst (als bijlage) tussen de gemeente enerzijds en de eigenaar anderzijds voor het gebruik van een zijgevel van de woning gelegen Dumonceaulaan 109 te 1190 Vorst, met het oog op de realisatie van een artistiek muurfresco als eerbetoon aan het werk van het personeel van de kinderdagverblijven tijdens de coronacrisis;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voornoemde overeenkomst met de eigenaar van de betrokken zijgevel te ondertekenen.

Het punt wordt verdaagd.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

9 **Informatique - Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires. »

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents" ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2021 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service INFORMATIQUE 139/742-53/15

80	HP-Elitebook 600 G8	63.600,00 €
100	Sac transport HP Pelude Backpack 15,6	1.092,00 €
50	HP USB Business Slim CCID	1.584,00 €
105	Hp Elitedisplay E243 G4 FHD Monitor Docking	30.493,05 €
TOTAL		96.769,05 €
TOTAL +TVA		117.090,56 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2021, soit 370.000,00 € ;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme ECONOCOM;

D'inscrire la dépense de 117.090,56 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2021 pour acquisition de matériel au CIRB ;

De financer les dépenses à l'article 139/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Informatica - Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijk informaticapark.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst met nr. CM1008 tussen het Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

"Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan."

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2021;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijk informaticapark;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt geraamd wordt:

Voor de dienst INFORMATICA 139/742-53/15

80	HP-Elitebook 600 G8	63.600,00 €
100	Transporttas HP Prelude backpack 15.6	1.092,00 €
105	HP Elitedisplay E243 G4 FHD docking monitor	30.493,05 €
50	HP USB Business Slim CCID	1.584,00 €
TOTAAL		96.769,05 €
TOTAAL + BTW		117.090,56 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2021, namelijk 370.000,00 €;

BESLIST,

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma ECONOCOM;

De uitgave van 117.090,56 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgaven op artikel 139/742-53/15 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

10 Finances - Redevances pour services administratifs - Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance pour services administratifs, voté par le conseil communal le 20 octobre 2015;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que le tarif des renseignements urbanistique a été fixé par l'article 275 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter le règlement en ce sens ;

Considérant que le forfait de recherche d'archives urbanistiques et environnementale ainsi que la copie papier des documents n'a pas été modifié depuis plus de 10 ans ;

Considérant que le nombre de demande de copie numérique des archives de l'urbanisme et de l'environnement croît d'année en année ; Que la pandémie Covid 19 a accru encore cette demande ;

Considérant que le système d'envoi de copie de plan d'archives urbanistiques et environnementales par voie électronique permet un gain de temps important et permet la numérisation des archives ;

Vu le tableau comparatif des tarifs par Commune ; Que les tarifs pratiqués sont très variables ;

Considérant que toutes les Communes ne proposent pas encore l'envoi digital des documents.

DECIDE :

de modifier comme suit le règlement redevance relatif aux services administratifs:

Article 1

Il est établi à **partir du 1^{er} juin 2021** une redevance pour les services administratifs rendus par la commune. Sont visées la recherche, la confection et la délivrance de documents ou de renseignements administratifs et les services rendus par la commune.

Article 2

La redevance est due par la personne qui demande le document, le renseignement ou le service.

Article 3

La redevance est fixée comme suit :

- a) Recherche d'adresse – registres à partir de 1981 (par personne) : 15,00 €
 - b) Recherche d'adresse – registres de 1961 à 1981 (par personne) : 15,00 €
 - c) Recherche d'adresse – registre avant 1961 (par personne) : 15,00 €
 - d) - Délivrance de renseignements urbanistiques en application de l'article 275 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire pour :
 - e) Certification conforme de copies de documents. La certification conforme sera gratuite pour les dossiers sociaux (mutuelles, allocations diverses, chômage, bourse d'étude et pension) ainsi que pour les demandes d'emploi : 5,00 €
 - f) Recherches généalogiques, à l'heure : 50,00 €
 - g) Délivrance de renseignements urbanistiques en application de l'article 275 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire :
- Les communes sont tenues de délivrer dans les trente jours aux personnes qui le demandent y compris les personnes de droit public visées à l'article 123/2, § 1er, 1°, les renseignements urbanistiques sur les dispositions réglementaires, régionales ou communales, qui s'appliquent à un bien. Les renseignements urbanistiques sont délivrés moyennant une redevance unique fixée à 80 euros, qui peut être doublée pour les demandes de délivrance urgente dans les 5 jours ouvrables.*
- Le montant de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du royaume. L'adaptation est réalisée en multipliant le montant dû par un coefficient obtenu en divisant l'indice des prix à la consommation de janvier de l'année où le montant est dû par l'indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année qui précède cette année où le montant est dû. Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 10 cents.*
- h) Forfait pour la recherche du/des dossier(s) relatif(s) à un bien 15,00 €/adresse
 - i) Délivrance de copies *papier* de documents, règlements ou extraits des plans visés par la *législation en matière d'urbanisme et d'environnement* :

Document administratif

- permis et certificats d'urbanisme, permis de lotir, permis et de certificats d'environnement : 5,00 €
- Format A4 : 1,00 € /pièce

Document graphique

- Format A3 : 3,00 € /pièce
- Format A2 : 10,00 € /pièce
- Format supérieur à A2 : 15,00 € /pièce

Il ne sera fourni qu'un exemplaire par document copié.

j) *Délivrance de **copies numérique** de documents, règlements ou extraits des plans visés par la législation en matière d'urbanisme et d'environnement :*

- document administratif 2 €/document
- document graphique 2 €/pièce

Toutefois, conformément à l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la communication des informations et documents en matière de planification et d'urbanisme du 3 juillet 1992, l'envoi de copie numérique des documents suivant est délivré sur demande, à titre gratuit dans les 8 jours de la demande :

- le formulaire introduit à l'appui de la demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme;
- le certificat ou le permis délivré ainsi que les avis administratifs requis;
- le plan d'implantation, les élévations des façades et les coupes, dressés au format DIN A3, lorsqu'ils sont exigés à l'appui de la demande ;

Les documents suivants dès qu'en vertu de l'ordonnance ils ont été rendus publics :

- le projet de plan ou le plan régional de développement;
- le projet de plan ou le plan régional d'affectation du sol;
- les dossiers de base d'un plan communal de développement ou d'un plan particulier d'affectation du sol;
- les projets de plan communal de développement ou de plan particulier d'affectation du sol;
- le plan communal de développement ou les plans particuliers d'affectation du sol;
- les permis de lotir non périmés;
- les arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale décidant la modification de l'un de ces plans;
- les plans d'expropriation;
- les plans d'alignement;
- les règlements régionaux et communaux d'urbanisme, ainsi que les règlements communaux sur les bâtisses.

k) Frais de dossier pour toute reprise ou ouverture d'un commerce sur la commune de Forest : 100,00 €

l) Délivrance d'une déclaration d'abattage d'animaux : 12,50 €

m) Documents relatifs aux marchés publics passés par procédure d'adjudication publique ou d'appels d'offres généraux (procédures ouvertes) :

- cahier spécial des charges : 0,00 €

- plans :

- Format A4 : 1,00 € /pièce
- Format A3 : 3,00 € /pièce

- planches :

- Format A2 : 8,00 € /pièce
- Format A1 : 10,00 € /pièce
- Format A0 : 12,00 € /pièce
- Au-delà : 15,00 € /m²

Article 4.

La redevance est payable au moment de la demande du document, du renseignement ou du service administratif au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents désignés à cet effet.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 32 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Financiën - Retributies voor administratieve diensten - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement voor administratieve diensten gestemd door de gemeenteraad op 20 oktober 2015;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het tarief voor stedenbouwkundige inlichtingen werd vastgelegd door artikel 275 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;

Overwegende dat het reglement in deze zin aangepast moet worden;

Overwegende dat het vast bedrag voor opzoeken in de stedenbouwkundige en milieuarchieven evenals de papieren afschriften van de documenten al meer dan 10 jaar niet meer zijn gewijzigd;

Overwegende dat het aantal verzoeken voor digitale afschriften van de stedenbouwkundige en milieuarchieven jaar na jaar toeneemt; Dat de COVID-19-pandemie deze vraag nog heeft doen toenemen;

Overwegende dat het systeem voor de elektronische verzending van afschriften van stedenbouwkundige en milieuarchieven aanzienlijke tijdwinst oplevert en de digitalisering van de archieven mogelijk maakt;

Gelet op de vergelijkende tabel van de tarieven per gemeente; Dat de gehanteerde tarieven zeer uiteenlopend zijn;

Overwegende dat nog niet alle gemeenten de mogelijkheid bieden documenten digitaal te verzenden.

BESLIST:

het retributiereglement voor administratieve diensten als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt **vanaf 1 juni 2021** een retributie gevestigd voor de administratieve diensten verleend door de gemeente. Worden beoogd de opzoeken, de opmaak en de afgifte van documenten of administratieve inlichtingen en diensten verleend door de gemeente.

Artikel 2

De retributie is verschuldigd door de persoon die het document, de inlichting of de dienst aanvraagt.

Artikel 3

De retributie wordt als volgt vastgesteld:

- a) Adresopzoeking – registers vanaf 1981 (per persoon): 15,00 €
b) Adresopzoeking – registers van 1961 tot 1981 (per persoon): 15,00 €
c) Adresopzoeking – registers voor 1961 (per persoon): 15,00 €
d) Afgifte van stedenbouwkundige inlichtingen in toepassing van artikel 275 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening voor:

e) Gelijkvormig verklaren van afschriften van documenten. De gelijkvormigheidsverklaring voor sociale dossiers (mutualiteit, verschillende uitkeringen, werkloosheid, studiebeurs en pensioen) is gratis alsook deze voor werkzoekenden: 5,00 €

f) Stamboomnavorsingen, per uur: 50,00 €

g) Afgifte van stedenbouwkundige inlichtingen in toepassing van artikel 275 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening:

De gemeenten zijn gehouden aan degenen die erom verzoeken, daarbij inbegrepen de publiekrechtelijke rechtspersoon bedoeld in artikel 123/2, § 1, 1°, binnen dertig dagen de stedenbouwkundige inlichtingen te verstrekken over de gewestelijke of gemeentelijke verordenende bepalingen betreffende een goed. De stedenbouwkundige inlichtingen worden verstrekt tegen een vaste retributie van 80 euro, die kan worden verdubbeld voor de aanvragen tot dringende verstrekking binnen de vijf werkdagen.

Het bedrag van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

De aanpassing gebeurt door het verschuldigde bedrag te vermenigvuldigen met een coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het jaar waarin het bedrag verschuldigd is, te delen door het indexcijfer van de maand januari van het jaar dat voorafgaat aan dat jaar waarin het bedrag verschuldigd is.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 10 cent.

h) Vast bedrag voor het opzoeken van het (de) dossier(s) betreffende een goed 15,00 €/adres

i) Afgifte van papieren afschriften van documenten, reglementen of uittreksels van plannen beoogd door de wetgeving inzake stedenbouw en leefmilieu:

Administratief document

- stedenbouwkundige vergunningen en attesten, verkavelingsvergunningen, milieuvergunningen en -attesten: 5,00 €
- A4-formaat: 1,00 € /stuk

Grafisch document

- A3-formaat: 3,00 € /stuk
- A2-formaat: 10,00 € /stuk
- Formaat groter dan A2: 15,00 € /stuk

Er wordt per gekopieerd document slechts een exemplaar verstrekt.

j) Afgifte van **digitale afschriften** van documenten, reglementen of uittreksels van plannen beoogd door de wetgeving inzake stedenbouw en leefmilieu:

- administratief document 2 €/document
- grafisch document 2 €/stuk

Overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 3 juli 1992 betreffende de

mededeling van inlichtingen en documenten inzake planning en stedenbouw, worden echter op verzoek en gratis binnen de 8 dagen na het verzoek digitale afschriften verstrekt van de volgende documenten:

- het formulier ingediend ter ondersteuning van de aanvraag voor stedenbouwkundige attesten of vergunningen;
- het uitgereikte attest of de uitgereikte vergunning evenals de vereiste administratieve adviezen;
- het inplantingsplan, de opstanden van de gevels en de doorsneden, opgemaakt in DIN A3-formaat, indien vereist ter ondersteuning van de aanvraag;

De volgende documenten, zodra zij krachtens de ordonnantie openbaar zijn gemaakt:

- het (ontwerp van) gewestelijk ontwikkelingsplan;
- het (ontwerp van) gewestelijk bestemmingsplan;
- de basisdossiers van een gemeentelijk ontwikkelingsplan of van een bijzonder bestemmingsplan;
- de ontwerpen van gemeentelijk ontwikkelingsplan of bijzonder bestemmingsplan;
- het gemeentelijk ontwikkelingsplan of de bijzondere bestemmingsplannen;
- de niet-vervallen verkavelingsvergunningen;
- de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve waarin wordt beslist over de wijziging van een van deze plannen;
- de onteigeningsplannen;
- de rooilijnplannen;
- de gewestelijke en gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen, evenals de gemeentelijke bouwverordeningen.

k) Dossierkosten voor elke overname of opening van een handelszaak in de gemeente Vorst: 100,00 €

l) Afgifte van een verklaring van het slachten van dieren: 12,50 €

m) Documenten die betrekking hebben op opdrachten gegund via openbare aanbestedingsprocedure of algemene offerteaanvragen (open procedures):

- bijzonder bestek: 0,00 €

- plannen:

- A4-formaat: 1,00 € /stuk

- A3-formaat: 3,00 € /stuk

- platen:

- A2-formaat: 8,00 € /stuk

- A1-formaat: 10,00 € /stuk

- A0-formaat: 12,00 € /stuk

- Groter: 15,00 € /m²

Artikel 4

De belasting is betaalbaar op het ogenblik van de aanvraag van het document, de inlichting of de administratieve dienst aan de Gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de daartoe aangeduide beambten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 32 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : *Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.*

Intervention de Mme Koplwicz.

Avec le groupe PTB on souhaite s'abstenir sur ce point pour le principe car nous nous opposons à une augmentation de prix des services communaux qui sont bien nécessaires. Tout le monde n'a pas

nécessairement accès au digital et nous aurions préféré ne pas voir cette augmentation arriver.

Intervention de Mr Loewenstein.

Par rapport à ce que le PTB disait je n'ai pas vu d'augmentation dans ce règlement mais bien de nouveaux services qui sont proposés et qui doivent donc être payés (excepté pour la copie de plan A2 mais qu'on peut toujours obtenir en A3).

Monsieur Quartassi précise que cela fait 10 ans qu'il n'y a pas eu d'augmentation et qu'il faut quand même se mettre à jour.

Monsieur Mugabo précise qu'avec la covid il y a eu une nouvelle manière de travailler avec le numérique et qu'il y avait un vide juridique étant donné que l'ancien règlement ne mentionnait pas les documents numériques. C'est la raison pour laquelle l'entrée en vigueur doit être la plus rapide possible.

Intervention de Mr Van Vlasselaer.

S'il est vrai que cela fait 10 ans que le montant de la redevance n'a pas été adapté ce montant a néanmoins été indexé. Ce qui veut dire que facialement, pour la personne qui est redevable, le prix a bien été adapté.

Interventie van mevrouw Koplowicz.

De PTB*PVDA-fractie wenst zich op dit punt principieel van stemming te onthouden, omdat wij tegen een verhoging van de prijs van noodzakelijke gemeentelijke dienstverlening zijn. Niet iedereen heeft toegang tot digitale technologie en wij hadden deze verhoging liever niet gezien.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Wat de woorden van PTB*PVDA betreft, heb ik in het reglement geen verhoging gezien, maar wel nieuwe diensten die worden voorgesteld en waarvoor dus moet worden betaald (met uitzondering van de kopie van het A2-plan dat nog steeds in A3 kan worden verkregen).

De heer Quartassi stelt dat er al 10 jaar geen verhoging is geweest en dat toch een actualisering nodig is.

De heer Mugabo verklaart dat er door de coronacrisis een digitalisering doorgevoerd is en dat er een juridisch vacuüm was ontstaan aangezien in het oude reglement geen melding werd gemaakt van digitale documenten. Daarom moet de inwerkingtreding zo snel mogelijk gebeuren.

Tussenkoms van de heer Van Vlasselaer

Het bedrag van de retributie was misschien al 10 jaar niet meer aangepast, maar het werd wel geïndexeerd. Dat betekent dat voor degene die moet betalen, de prijs wel aangepast is.

4 annexes / 4 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Sports - Sport

11 Sports - Proposition - Convention d'occupation d'un espace au sein d'une infrastructure sportive communale.

LE CONSEIL,

Vu le Règlement redevances relatif à l'occupation des infrastructures sportives approuvé par le Conseil communal du 17 novembre 2020 ;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Bempt approuvé par le Conseil communal du 17 novembre 2020 ;

Vu les règlements d'ordre Intérieur relatifs aux autres infrastructures sportives forestoises (le Hall Van Volxem, le stade Bertelson, le complexe sportif des Primeurs, le Petit Palais des Sports) , adoptés par le Conseil communal du 30 juin 2015 ;

Considérant que l'exploitation des infrastructures sportives communales implique l'occupation annuelle ou occasionnelle de différents espaces par de nombreux opérateurs publics, privés et associatifs ;

Considérant la nécessité de formaliser dans une convention les conditions d'occupation des différents espaces au sein des différentes infrastructures sportives communales;

Considérant qu'aucune convention n'est utilisée à l'heure actuelle ;

Considérant le projet de convention type d'occupation d'un espace au sein d'une infrastructure communale, joint au dossier ;

DECIDE,

D'approuver la proposition de convention d'occupation d'un espace au sein d'une infrastructure sportive communale ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, pour signer la convention d'occupation avec les différents opérateurs concernés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Sport - Voorstel - Overeenkomst voor het gebruik van een ruimte in gemeentelijke sportinfrastructuur.

DE RAAD,

Gelet op het Retributiereglement betreffende het gebruik van de sportinfrastructuren goedgekeurd door de Gemeenteraad van 17 november 2020;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Bempt goedgekeurd door de Gemeenteraad van 17 november 2020;

Gelet op de huishoudelijke reglementen betreffende de Vorstse sportinfrastructuren (de Hall Van Volxem, het Bertelsonstadion, het sportcomplex Vroegegroeften, het Klein Sportpaleis) aangenomen door de Gemeenteraad van 30 juni 2015;

Overwegende dat de uitbating van de gemeentelijke sportinfrastructuren het jaarlijks of occasioneel gebruik inhoudt van verschillende ruimten door verschillende publieke en private operatoren en verenigingen;

Overwegende de noodzaak om de gebruiksvoorwaarden van de verschillende ruimten in de verschillende gemeentelijke sportinfrastructuren in een overeenkomst vast te leggen;

Overwegende dat momenteel geen enkele overeenkomst wordt gebruikt;

Overwegende het ontwerp van modelovereenkomst voor het gebruik van een ruimte in een gemeentelijke infrastructuur, als bijlage bij het dossier gevoegd;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het voorstel voor een overeenkomst voor gebruik van een ruimte in een gemeentelijke sportinfrastructuur;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de verschillende betrokken operatoren te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Petite enfance - Kinderopvang

12 Petite enfance – Milieu d'accueil « Divercity » - Convention de partenariat avec La Mission locale pour l'emploi de Forest.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil, en particulier l'article 20 §3 et l'obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l'O.N.E., ainsi que l'article 21 relatif à l'attribution d'une attestation de qualité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ; en particulier l'article 10 §1^{er} et l'obligation d'établir un projet d'accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d'accueil, et l'article 43 §1^{er} et l'obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d'accueil dans une logique d'amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s'assurant que leurs pratiques éducatives et comportement soient en conformité avec le projet d'accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l'enfant ;

Vu l'adoption le 24 mai 2018 par le Collège d'un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d'accueil « Divercity » sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l'ouverture du milieu d'accueil « Divercity » le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d'urgence ;

Considérant le rôle de la Mission locale pour l'emploi de Forest, sise Boulevard de la II^{ème} Armée Britannique, 29 - 1190 Bruxelles, organisme d'insertion socio-professionnelle, qui accompagne les chercheuses et chercheurs d'emploi (accueil, orientation, détermination, remise à niveau, accompagnement individuel, formation et recherche d'emploi), qui organise des formations qualifiantes, et qui gère des contrats PTP (programme de transition professionnelle) qui sont des contrats de travail à durée déterminée avec plan de formation dans le domaine du bâtiment, de l'animation, de l'aménagement et de la propreté publique, etc. ;

Considérant la fragilité économique et sociale des parents qui sont à la recherche d'un emploi ou qui ont besoin de suivre une formation afin de s'insérer dans le marché de l'emploi ;

Considérant la nécessité pour les parents en processus d'insertion socioprofessionnelle d'obtenir un mode d'accueil de leur enfant ;

DECIDE :

De mettre en place un partenariat avec la Mission locale pour l'emploi de Forest, sise Boulevard de la II^{ème} Armée Britannique, 29 - 1190 Bruxelles ;

De réserver une place d'accueil dans la section des enfants de 18 à 36 mois de la crèche « Divercity » sise Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles en processus d'insertion socioprofessionnelle suivies par la Mission locale pour l'emploi de Forest ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat précisant les devoirs de chacune des parties.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Kinderopvang - Opvangstructuur Divercity - Samenwerkingsovereenkomst met de Plaatselijke Opdracht van Vorst.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die werden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject volgens de kwaliteitscode in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op permanente kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en het personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationale verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende de rol van de Plaatselijk Opdracht van Vorst, gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst, een instantie voor socioprofessionele integratie, die werkzoekenden begeleidt (oriëntatie, determinatie, bijscholing, individuele begeleiding, vorming en solliciteren), die opleidingen organiseert die tot kwalificaties leiden en contracten beheert voor doorstromingsprogramma's (DP), zijnde arbeidsovereenkomsten voor bepaalde duur met opleidingsplan in de bouw, animatie, openbare netheid, ...;

Overwegende de economische en sociale kwetsbaarheid van ouders die op zoek zijn naar een baan of die een opleiding moeten volgen om werk te vinden;

Overwegende dat ouders in socioprofessionele inschakeling kinderopvang voor hun kind moeten vinden;

BESLIST:

Een partnerschap tot stand te brengen met de Plaatselijke Opdracht van Vorst, gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst;

Een opvangplaats in de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden van het kinderdagverblijf Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, voor te behouden voor gezinnen in socioprofessionele inschakeling die door de Plaatselijke Opdracht van Vorst worden begeleid;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen worden gepreciseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

13 Petite enfance – Milieu d’accueil « Divercity » - Convention de partenariat avec le Samu Social.

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l’accueil, en particulier l’article 20 §3 et l’obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l’O.N.E., ainsi que l’article 21 relatif à l’attribution d’une attestation de qualité ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d’autorisation et de subvention des crèches, des services d’accueil d’enfants et des (co)accueillant(e)s d’enfants indépendant(e)s ; en particulier l’article 10 §1^{er} et l’obligation d’établir un projet d’accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d’accueil, et l’article 43 §1^{er} et l’obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d’accueil dans une logique d’amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s’assurant que leurs pratiques éducatives et comportement soient en conformité avec le projet d’accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l’enfant ;

Vu l’adoption le 24 mai 2018 par le Collège d’un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d’accueil « Divercity » sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l’ouverture du milieu d’accueil « Divercity » le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d’urgence ;

Considérant que le Samu Social, sis Rue du Petit Rempart, 5 à 1000 Bruxelles, est l’organisme de référence à Bruxelles de l’aide aux personnes sans-abri, de l’accueil d’urgence des familles et de l’accueil de plus longue durée pour les familles les plus fragiles ;

Considérant la nature du public accueilli par le Samu Social pouvant parfois concerner des familles avec jeunes enfants ;

Considérant la fragilité dans laquelle se trouvent ces familles lors de leur séjour en centre d’accueil d’urgence, et la nécessité pour ces familles d’entreprendre des démarches administratives pour retrouver un logement ;

Considérant la nécessité pour ces familles d’obtenir un mode d’accueil de leur enfant pour pouvoir faciliter leurs démarches ;

Considérant les conditions de détresse auxquelles ces familles sont confrontées au moment de leur séjour en centre d’accueil d’urgence ;

Considérant le climat anxiogène auquel sont confrontés les enfants accueillis en centre d'accueil d'urgence ;

Considérant qu'un accueil en crèche, même provisoire, pour ces enfants, représente de nombreux bénéfices pour la réduction de leur exposition au stress ;

DECIDE :

De mettre en place un partenariat avec le Samu Social, sis Rue du Petit Rempart, 5 à 1000 Bruxelles ;

De réserver deux places d'accueil dans la section des enfants de 18 à 36 mois de la crèche « Divercity » sise Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles accompagnées par le Samu Social ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat précisant les devoirs de chacune des parties.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Kinderopvang - Opvangstructuur Divercity - Samenwerkingsovereenkomst met SamuSocial.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die werden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject volgens de kwaliteitscode in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op permanente kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en het personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationale verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende dat SamuSocial, gelegen Vestje 5 te 1000 Brussel, de referentieorganisatie in Brussel is voor hulp aan daklozen, noodopvang van gezinnen en opvang op langere termijn van de meest kwetsbare gezinnen;

Overwegende de aard van het publiek dat door SamuSocial wordt opgevangen, waarbij het soms kan gaan om gezinnen met jonge kinderen;

Overwegende de kwetsbaarheid waarin deze gezinnen zich tijdens hun verblijf in een noodopvangcentrum bevinden, en het feit dat deze gezinnen administratieve stappen moeten ondernemen om huisvesting te vinden;

Overwegende dat deze gezinnen opvang voor hun kind dienen te vinden, om hun procedures te vergemakkelijken;

Overwegende de schrijnende omstandigheden waarmee deze gezinnen tijdens hun verblijf in een noodopvangcentrum te kampen krijgen;

Overwegende het angstklimaat waarmee de kinderen in een noodopvangcentrum worden geconfronteerd;

Overwegende dat een crèche, zelfs tijdelijk, voor deze kinderen tal van voordelen biedt om hun blootstelling aan stress te verminderen;

BESLIST:

Een partnerschap tot stand te brengen met SamuSocial, gelegen Vestje 5 te 1000 Brussel;

Twee opvangplaatsen in de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden van het kinderdagverblijf Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, voor te behouden voor gezinnen die door SamuSocial worden begeleid;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen worden gepreciseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

14 **Petite enfance – Milieu d'accueil « Divercity » - Convention de partenariat avec le Centre Ariane.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil, en particulier l'article 20 §3 et l'obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l'O.N.E., ainsi que l'article 21 relatif à l'attribution d'une attestation de qualité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ; en particulier l'article 10 §1^{er} et l'obligation d'établir un projet d'accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d'accueil, et l'article 43 §1^{er} et l'obligation de

mettre en œuvre au quotidien le projet d'accueil dans une logique d'amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s'assurant que leurs pratiques éducatives et comportement soient en conformité avec le projet d'accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l'enfant.

Vu l'adoption le 24 mai 2018 par le Collège d'un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d'accueil « Divercity » sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l'ouverture du milieu d'accueil « Divercity » le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d'urgence ;

Considérant la proximité géographique de la crèche « Divercity » avec le Centre Ariane, centre d'accueil d'urgence, sis Avenue du Pont de Luttre 132 – 1190 Bruxelles ;

Considérant la nature du public accueilli en situation d'urgence au Centre Ariane, pouvant parfois concerner des familles avec jeunes enfants ;

Considérant la situation d'urgence dans laquelle se trouvent ces familles durant leur période de séjour au Centre Ariane et la nécessité pour ces familles d'entreprendre des démarches administratives pour retrouver un logement ;

Considérant la nécessité pour ces familles d'obtenir un mode d'accueil de leur enfant pour pouvoir faciliter leurs démarches ;

Considérant les conditions de détresse auxquelles ces familles sont confrontées au moment de leur séjour au Centre Ariane ;

Considérant le climat anxiogène auquel sont confrontés les enfants accueillis au Centre Ariane ;

Considérant qu'un accueil en crèche, même provisoire, pour ces enfants, représente de nombreux bénéfices pour la réduction de leur exposition au stress ;

DECIDE :

De mettre en place un partenariat avec le Centre Ariane, sis Avenue du Pont de Luttre 132 – 1190 Bruxelles ;

De réserver une place d'accueil dans la section des enfants de 18 à 36 mois de la crèche « Divercity » sise Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles accueillies au Centre Ariane ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat précisant les devoirs de chacune des parties.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Kinderopvang - Opvangstructuur Divercity - Samenwerkingsovereenkomst met centrum voor

dringend onthaal Ariane.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die werden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject volgens de kwaliteitscode in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op permanente kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en het personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationale verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende de geografische nabijheid van de crèche Divercity met het noodopvangcentrum Ariane, gelegen Luttrebruglaan 132 te 1190 Vorst;

Overwegende de aard van het publiek dat in een noodsituatie in centrum Ariane wordt opgevangen, waarbij het soms kan gaan om gezinnen met jonge kinderen;

Overwegende de noodsituatie waarin deze gezinnen zich tijdens hun verblijf in centrum Ariane bevinden, en het feit dat deze gezinnen administratieve stappen moeten ondernemen om huisvesting te vinden;

Overwegende dat deze gezinnen opvang voor hun kind dienen te vinden, om hun procedures te vergemakkelijken;

Overwegende de schrijnende omstandigheden waarmee deze gezinnen tijdens hun verblijf in centrum Ariane te kampen krijgen;

Overwegende het angstklimaat waarmee de kinderen in centrum Ariane worden geconfronteerd;

Overwegende dat een crèche, zelfs tijdelijk, voor deze kinderen tal van voordelen biedt om hun blootstelling aan stress te verminderen;

BESLIST:

Een partnerschap tot stand te brengen met centrum Ariane, gevestigd Luttrebruglaan 132 te 1190 Vorst;

Een opvangplaats in de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden van het kinderdagverblijf Divercity, gevestigd Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, voor te behouden voor gezinnen die in centrum Ariane verblijven;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen worden gepreciseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

15 **Petite enfance – Milieu d'accueil « Divercity » - Convention de partenariat avec Convivial Asbl.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil, en particulier l'article 20 §3 et l'obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l'O.N.E., ainsi que l'article 21 relatif à l'attribution d'une attestation de qualité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ; en particulier l'article 10 §1^{er} et l'obligation d'établir un projet d'accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d'accueil, et l'article 43 §1^{er} et l'obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d'accueil dans une logique d'amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s'assurant que leurs pratiques éducatives et comportement soient en conformité avec le projet d'accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l'enfant.

Vu l'adoption le 24 mai 2018 par le Collège d'un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d'accueil « Divercity » sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l'ouverture du milieu d'accueil « Divercity » le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d'urgence ;

Considérant la proximité géographique de la crèche « Divercity » avec les locaux de Convivial Asbl, association d'aide et de services aux réfugiés et bureau d'accueil pour primo-arrivants, sise Rue du Charroi 33-35 – 1190 Bruxelles ;

Considérant la nature du public soutenu par Convivial Asbl, pouvant parfois concerner des familles avec jeunes enfants ;

Considérant la fragilité dans laquelle se trouvent ces familles durant leur période d'accompagnement par Convivial Asbl et la nécessité pour ces familles d'entreprendre des démarches d'installation en Belgique ;

Considérant la nécessité pour ces familles d'obtenir un mode d'accueil de leur enfant pour pouvoir faciliter leurs démarches d'installation en Belgique ;

Considérant les conditions de détresse auxquelles ces familles réfugiées ou primo-arrivantes sont confrontées au moment de leur accompagnement par Convivial Asbl ;

Considérant le climat anxiogène auquel sont confrontés les enfants réfugiés ou primo-arrivants ;

Considérant qu'un accueil en crèche, même provisoire, pour ces enfants, représente de nombreux bénéfices pour la réduction de leur exposition au stress ;

DECIDE :

De mettre en place un partenariat avec Convivial Asbl, sise Rue du Charroi 33-35 – 1190 Bruxelles ;

De réserver deux places d'accueil dans la section des enfants de 18 à 36 mois de la crèche « Divercity » sise Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles accompagnées par Convivial Asbl ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat précisant les devoirs de chacune des parties.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Kinderopvang - Opvangstructuur Divercity - Samenwerkingsovereenkomst met de vzw Convivial.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die werden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject volgens de kwaliteitscode in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op permanente kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en het personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationale verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190

Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende de geografische nabijheid van de crèche Divercity met de lokalen van de vzw Convivial, vereniging voor bijstand en dienstverlening aan vluchtelingen en onthaalkantoor voor nieuwkomers, gelegen Gerijstraat 33-35 te 1190 Vorst;

Overwegende de aard van het publiek dat door de vzw Convivial wordt ondersteund, waarbij het soms kan gaan om gezinnen met jonge kinderen;

Overwegende de kwetsbaarheid waarin deze gezinnen zich tijdens hun begeleiding door de vzw Convivial bevinden, en het feit dat deze gezinnen stappen moeten ondernemen om zich in België te vestigen;

Overwegende dat deze gezinnen opvang voor hun kind dienen te vinden, om hun procedures met het oog op hun vestiging in België te vergemakkelijken;

Overwegende de schrijnende omstandigheden waarmee deze gezinnen tijdens hun begeleiding door de vzw Convivial te kampen krijgen;

Overwegende het angstklimaat waarmee de kinderen van vluchtelingen of nieuwkomers worden geconfronteerd;

Overwegende dat een crèche, zelfs tijdelijk, voor deze kinderen tal van voordelen biedt om hun blootstelling aan stress te verminderen;

BESLIST:

Een partnerschap tot stand te brengen met de vzw Convivial, gelegen Gerijstraat 33-35 te 1190 Vorst;

Twee opvangplaatsen in de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden van het kinderdagverblijf Divercity, gevestigd Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, voor te behouden voor gezinnen die door de vzw Convivial worden begeleid;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen worden gepreciseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Mr Hacken sur les points 12,13,14,15.

Les projets sont très chouettes mais ce que je ne comprends pas c'est pourquoi concentrer toutes ces places à Divercity et pas les répartir dans plusieurs crèches. Cela peut avoir du sens comme pour Ariane qui est juste à côté mais pour d'autres je ne comprends pas.

Réponse de Mme Père.

Le pouvoir organisateur a choisi comme projet pédagogique pour la crèche Divercity, le multi-accueil (accueil d'enfants pour une petite période propre à cette crèche-là). L'équipe de la crèche est

en train de travailler et de finaliser le projet pédagogique. 1/3 des places va être réservé à ce multi-accueil. Pourquoi 1/3 ? Car l'ONE demande une mixité au sein des crèches. Nous travaillons déjà avec la Mission locale, notamment à la crèche des Petits matelots à la Maison de l'emploi où 1/3 des places est réservé aux parents qui sont en formation. Cela commence donc à rentrer dans les mœurs de nos crèches mais nous en sommes à des projets pilotes. Il faut se rendre compte que ce sont des projets qui sont compliqués car les enfants ne sont pas là à temps plein. À côté de cela, il ne faut pas oublier que nous réservons dans toutes les crèches 20% de nos places à ce que l'on appelle des codes d'urgence (situations précaires sur le plan psycho-social, familles monoparentales,...). Dans le cadre de la réforme de l'ONE, nous allons augmenter ce code d'urgence à 30 %. Il s'agit d'un début très difficile à mettre en place au niveau organisationnel et, en fonction des résultats, il n'est pas impossible que nous étendions ce principe à l'ensemble des structures du pouvoir organisateur.

Tussenkost van de heer Hacken i.v.m. punt 12, 13, 14 en 15.

De projecten zijn fijn, maar wat ik niet begrijp is waarom al deze plaatsen in Divercity komen en niet over verschillende crèches worden verspreid. Dat is misschien logisch, zoals voor Ariane, dat er vlak naast ligt, maar voor andere begrijp ik het niet.

Antwoord van mevrouw Père.

De inrichtende macht heeft als pedagogisch project voor de Divercity-crèche gekozen voor 'multi-accueil': opvang van kinderen voor een korte periode die specifiek is voor deze crèche. Het crèche-team legt momenteel de laatste hand aan het pedagogische project. 1/3 van de plaatsen zal worden gereserveerd voor de 'multi-accueil'. Waarom 1/3? Omdat de ONE vraagt om een mix binnen de crèches. Wij werken reeds samen met de Plaatselijke Opdracht, met name in het kinderdagverblijf Les Petits Matelots en het Jobhuis, waar 1/3 van de plaatsen gereserveerd is voor ouders die in opleiding zijn. Dit begint dus deel uit te maken van de routine in onze crèches, maar we zitten nog in de proeffase. Wij moeten beseffen dat dit ingewikkelde projecten zijn, omdat de kinderen er niet voltijds zijn. Bovendien mogen wij niet vergeten dat wij in al onze crèches 20% van onze plaatsen reserveren voor wat wij noodcodes noemen (precaire psychosociale situaties, eenoudergezinnen, ...). In het kader van de ONE-hervorming zullen wij deze noodcode tot 30% verhogen. Dit is een zeer moeilijk begin op organisatorisch niveau en, afhankelijk van de resultaten, is het niet onmogelijk dat wij dit beginsel uitbreiden tot alle structuren van de inrichtende macht.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 16 **Marchés publics - 2021-T-021 - Stabilisation des linteaux de baies de fenêtres au rez-de-chaussée et à l'étage à l'école Kaléidoscope - Application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la Nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA est inférieur au seuil de 30.000 €);

Vu l'article 249 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que suite à l'apparition soudaine le mardi 9 mars des fissures dans les vitrages des 2 châssis de l'école 3 (Kaléidoscope), il est indispensable d'étaçonner en urgence ces châssis afin de garantir la stabilité de l'ouvrage ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 11 mars 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-021 - Stabilisation des linteaux de baies de fenêtres au rez-de-chaussée et à l'étage à l'école Kaléidoscope» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

De prendre acte de la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 11 mars 2021, décidant :

Art 1 : De choisir la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « 2021-T-021 - Stabilisation des linteaux de baies de fenêtres au rez-de-chaussée et à l'étage à l'école Kaléidoscope », conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

Art 2 : De faire application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la Nouvelle loi communale en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.

Art 3 : De consulter les trois opérateurs économiques suivants:

- Sabeca sprl, Boulevard des invalides 42 à 1160 Auderghem ;
- JG Construction srl, Rue Saules Bastin, 28 à 4920 Aywaille ;
- CONSTRUCTIONS D.B.L. SA, Avenue Fernand Labby 36 à 1390 Grez-Doiceau ;

Art 4 : D'approuver le rapport d'examen des offres du 10 mars 2021, rédigé par le service Travaux Publics et de le considérer comme partie intégrante de la présente décision.

Art 5 : De sélectionner les soumissionnaires Sabeca sprl et JG Construction srl et de déclarer les offres reçues comme étant conformes et régulières..

Art 6 : D'attribuer le marché « Stabilisation des linteaux de baies de fenêtres au rez-de-chaussée et à l'étage à l'école Kaléidoscope (Art. 249) » à l'entreprise avec l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit Sabeca sprl, Boulevard des invalides 42 à 1160 Auderghem, pour le montant d'offre contrôlé de 6.315,00 € hors TVA ou 6.693,90 €, 6% TVA comprise.

Art 7 : D'admettre la dépense de 6.693,90 €, 6% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget 2021 lors de la prochaine modification budgétaire et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-021 - Stabilisatie van de lateien van vensteropeningen op de begane grond en de verdieping in de school Kaléidoscope - Toepassing van artikel 249, §1, 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000 € niet);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het, naar aanleiding van het plotseling ontstaan van scheuren in de beglazing van de 2 ramen van school 3 (Kaléidoscope), absoluut noodzakelijk is deze ramen dringend te stutten om de stabiliteit van de constructie te waarborgen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 11 maart 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2021-T-021 - Stabilisatie van de lateien van vensteropeningen op de begane grond en de verdieping in de school Kaléidoscope”;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad instemt met de door het College van Burgemeester en Schepenen voorziene uitgave;

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 11 maart 2021, waarin beslist werd om:

Art 1: Te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2021-T-021 - Stabilisatie van de lateien van vensteropeningen op de begane grond en de verdieping in de school Kaléidoscope”, overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Art 2: Artikel 249, §1, 2de lid van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak.

Art 3: De volgende drie economische operatoren te raadplegen:

- Sabeca sprl, Invalidenlaan 42 te 1160 Oudergem;
- JG Construction srl, Rue Saules Bastin 28 te 4920 Aywaille;
- CONSTRUCTIONS D.B.L. SA, Avenue Fernand Labby 36 te 1390 Grez-Doiceau;

Art 4: Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes van 10 maart 2021 opgesteld door de dienst Openbare Werken, en het te beschouwen als integraal deel van deze beslissing.

Art 5: De inschrijvers Sabeca sprl en JG Construction srl te selecteren en de ontvangen offertes als conform en regelmatig te beschouwen.

Art 6: De opdracht “Stabilisatie van de lateien van vensteropeningen op de begane grond en de verdieping

in de school Kaléidoscope (art. 249)” te gunnen aan de onderneming met de economisch meest voordelige offerte (op basis van de prijs), zijnde Sabeca sprl, Invalidenlaan 42 te 1160 Oudergem, voor het gecontroleerde offertebedrag van 6.315,00 € excl. btw of 6.693,90 €, 6% btw inbegrepen.

Art 7: In te stemmen met de uitgave van 6.693,90 €, 6% btw inbegrepen, en ze in te schrijven op artikel van uitgave 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 bij de volgende begrotingswijziging, en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

17 **Marchés publics - 2021-T-024 - Travaux de stabilité urgents à l'école 11A/14 à Forest - Application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA est inférieur au seuil de 30.000 €);

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que les écoles jumelles 11A et 14 occupent des bâtiments anciens dont les combles sont non aménagés et non utilisés ;

Considérant que dès lors des dégradations peuvent se produire dans les combles sans que les occupants des deux écoles s'en aperçoivent ;

Considérant que la commune de Forest a réalisé une visite technique dans le cadre de l'établissement des documents d'un marché de rénovation de toiture dont l'attribution est prévue en 2021 ;

Considérant que lors de cette visite des dégâts importants dans les toitures et combles des deux écoles ont été constatés ;

Considérant que la Commune de Forest a mis en place un marché de « Mission de conseil et d'étude de stabilité dans divers bâtiments communaux » dont l'adjudicataire est la société SWECO ;

Considérant que l'ingénieur de stabilité de SWECO lors d'une visite sur place a confirmé le péril imminent et l'urgence de certaines interventions ;

Considérant qu'à la demande de l'ingénieur de stabilité et afin de garantir la sécurité des utilisateurs des deux écoles et de la voie publique il est nécessaire d'exécuter des travaux provisoires urgents suivants :
réaliser la stabilisation du pignon hors plomb rue de Dries ;
mettre en place un ouvrage de soutien pour la charpente de la toiture rue de Hall qui présente un risque d'affaissement très important ;
déposer une cheminée rue de Dries qui présente des fissures très importantes ;

Considérant que l'ingénieur de stabilité de SWECO poursuivra les études de stabilité afin de pouvoir

réaliser dans un deuxième temps des travaux plus conséquents qui pourront remédier de manière durable aux désordres constatés ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 1er avril 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-024 - Travaux de stabilité urgents à l'école 11A/14 à Forest» ;

Considérant qu'il est nécessaire d'apporter une rectification quant à la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 1^{er} avril 2021 concernant l'article budgétaire de la dépense, à savoir que celui-ci est réparti entre les deux articles budgétaires suivants : 7201/724-60/64, pour l'école 14 et le 7202/724-60/64 pour l'école 11A et non uniquement l'article budgétaire 7201/724-60/64 ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 1er avril 2021, décidant :

Art 1 : de choisir la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « 2021-T-024 - Travaux de stabilité urgents à l'école 11A/14 à Forest », Conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

Art 2 : de faire application de l'article 249§1 alinéa 2 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.

Art 3 : De consulter les trois opérateurs économiques suivants:

- Mimesia srl, Rue des Palais 40 à 1030 Schaerbeek ;
- JG Construction srl, Rue Saules Bastin, 28 à 4920 Aywaille ;
- BATI-TENDANCE SPRL, Rue Jean Volders 13 à 4340 Awans.

Art 4 : D'approuver le rapport d'examen des offres du 31 mars 2021, rédigé par le Service Travaux Publics et de le considérer comme partie intégrante de la présente décision.

Art 5 : De sélectionner le soumissionnaire JG Construction srl et de déclarer l'offre reçue comme étant conforme et régulière.

Art 6 : D'attribuer le marché « Travaux de stabilité urgents à l'école 11A/14 à Forest (Art. 249) » à l'entreprise avec l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit JG Construction srl, Rue Saules Bastin, 28 à 4920 Aywaille, pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de 23.970,00 € hors TVA ou 25.408,20 €, 6% TVA comprise.

Art 7 : D'admettre la dépense de 25.408,20 €, 6% TVA comprise et de l'inscrire aux articles de dépense suivants : 7201/724-60/64 (22.800,00 € HTVA ou 24.168,00 €, 6% TVA comprise) et 7202/724-60/64 (1.170,00 € HTVA ou 1.240,20 €, 6% TVA comprise) du service extraordinaire du budget 2021 lors de la prochaine modification budgétaire et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-024 - Dringende stabiliteitswerken in school 11A/14 te Vorst - Toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000 € niet);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de zusterscholen 11A en 14 oude gebouwen in gebruik hebben waarvan de zolderverdieping niet ingericht en ongebruikt is;

Overwegende dat er bijgevolg schade kan ontstaan op de zolderverdieping zonder dat de gebruikers van de twee scholen het merken;

Overwegende dat de gemeente Vorst een technische inspectie uitgevoerd heeft in het kader van de opstelling van de documenten van een renovatieopdracht voor het dak waarvan de gunning voorzien is in 2021;

Overwegende dat tijdens deze inspectie aanzienlijke schade aan de daken en de zolderverdieping van de twee scholen werd vastgesteld;

Overwegende dat de Gemeente Vorst een “Opdracht voor raadgeving en onderzoek in verband met stabiliteit in verschillende gemeentegebouwen” heeft opgezet, waarvan de firma SWECO de opdrachtnemer is;

Overwegende dat de ingenieur stabiliteit van SWECO tijdens een bezoek ter plaatse het onmiddellijke gevaar en de noodzaak van bepaalde interventies heeft bevestigd;

Overwegende dat het, op verzoek van de ingenieur stabiliteit en om de veiligheid van de gebruikers van de twee scholen en de openbare weg te waarborgen, noodzakelijk is de volgende tussentijdse dringende werkzaamheden uit te voeren:

de gevel uit het lood in de Driesstraat stabiliseren;

een ondersteuning plaatsen voor de dakconstructie in de Hallestraat, die een zeer ernstig risico op instorting vertoont;

een schoorsteen in de Driesstraat verwijderen die zeer grote scheuren vertoont;

Overwegende dat de ingenieur stabiliteit van SWECO de stabiliteitsstudies zal voortzetten om in een tweede fase ingrijpendere werken te kunnen uitvoeren die de vastgestelde onvolkomenheden op duurzame wijze kunnen verhelpen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 1 april 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2021-T-024 - Dringende stabiliteitswerken in school 11A/14 te Vorst”;

Overwegende dat het noodzakelijk is een verbetering aan te brengen betreffende de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 april 2021 met betrekking tot het begrotingsartikel van de uitgave, te weten de verdeling over de volgende twee begrotingsartikelen: 7201/724-60/64 voor school 14 en 7202/724-60/64 voor school 11A en niet enkel begrotingsartikel 7201/724-60/64;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad instemt met de door het College van Burgemeester en Schepenen voorziene uitgave;

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 1 april 2021, waarin beslist werd om:

Art 1: te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2021 T-024 - Dringende stabiliteitswerken in school 11A/14 te Vorst”, overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Art 2: artikel 249, §1, 2de lid van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak.

Art 3: de volgende drie economische operatoren te raadplegen:

- Mimesia sprl, Paleizenstraat 40 te 1030 Schaarbeek;
- JG Construction srl, Rue Saules Bastin 28 te 4920 Aywaille;
- BATI-TENDANCE SPRL, Rue Jean Volders 13 te 4340 Awans.

Art 4: goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes van 31 maart 2021, opgesteld door de Dienst Openbare Werken, en het te beschouwen als integraal deel van deze beslissing.

Art 5: de inschrijver JG Construction srl te selecteren en de ontvangen offerte als conform en regelmatig te beschouwen.

Art 6: de opdracht “Dringende stabiliteitswerken in school 11A/14 te Vorst (art. 249)” te gunnen aan de onderneming met de economisch meest voordelige offerte (op basis van de prijs), zijnde JG Construction srl, Rue Saules Bastin 28 te 4920 Aywaille, voor het gecontroleerde en verbeterde offertebedrag van 23.970,00 € excl. btw of 25.408,20 €, 6% btw inbegrepen.

Art 7: in te stemmen met de uitgave van 25.408,20 €, 6% btw inbegrepen, en ze in te schrijven op de volgende artikelen van uitgave: 7201/724-60/64 (22.800,00 € excl. btw of 24.168,00 €, 6% btw inbegrepen) en 7202/724-60/64 (1.170,00 € excl. btw of 1.240,20 €, 6% btw inbegrepen) van de buitengewone dienst van de begroting 2021 bij de volgende begrotingswijziging, en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Madame Koplownicz demande si l'on a une vue de l'ensemble de l'état des bâtiments des infrastructures sur Forest et des travaux. Avons-nous une bonne vue globale de tout cela ?

Madame Père répond qu'en début de législature le Collège actuel a décidé de lancer un plan « écoles-crèches » et ceci dans la continuité de la législature précédente. Cette fois, nous allons plus loin, sur 15 ans. Nous avons engagé un bureau d'études qui est en train de faire une analyse et de créer des fiches par infrastructure. Début juin, une commission sera organisée sur le plan « écoles-crèches ». Nous allons réellement dans un sens de planification des travaux même si pour l'instant cela a l'air « pic ploc ». Il y a une vue globale face aux travaux mais nous avons parfois à faire avec

des travaux d'urgence inattendus.

Madame Koplowicz est heureuse qu'il y ait une vue globale et se réjouit d'assister à la commission en juin.

Mevrouw Koplowicz demande si un aperçu est disponible de l'état des bâtiments et de l'infrastructure en Vorst et des activités. Avez-vous une bonne vue d'ensemble de tout cela?

Mevrouw Père répond que le Collège au début de la période de gestion a décidé un plan "écoles-crèches" à lancer, dans la continuité de la période de gestion précédente. Cette fois-ci nous allons, dans 15 ans. Nous avons un bureau d'études engagé, qui réalise actuellement une analyse et pour chaque infrastructure crée des fiches. Au début de juin une commission sera créée pour le plan "écoles-crèches". Nous allons vraiment dans la direction de la planification des activités, mais il semble que pour le moment ce soit encore désorganisé. Il y a un aperçu général des activités, mais nous devons en faire avec des travaux urgents et imprévus.

Mevrouw Koplowicz est contente que l'ensemble soit visible et se réjouit de la commission en juin de pouvoir en discuter.

18 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation de l'avenant - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que dans le cadre du marché «2019-S-070 - Plan Communal de Mobilité (PCM)», la motivation de l'avenant 2:

Le plan communal de mobilité doit être assorti d'un rapport d'incidence environnementale, lequel peut être réalisé par un partenaire de Traject (bureau d'étude chargé de l'élaboration du PCM). L'ensemble de la mission sera coordonnée par Traject.

Le changement de contractant ne nous permettra pas de déposer un PCM avec son RIE à l'enquête publique avant fin 2021. Fin 2021 étant la date de clôture du PCM.

Ce plan communal de mobilité qui doit être réalisé dans les 2 ans suivant l'adoption du Plan Régional de Mobilité.

Référence : Ordonnance du 26 juillet 2013 instituant un cadre en matière de mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité, Article 11 : « Le plan communal de mobilité est adopté dans les vingt-quatre mois de l'adoption du plan régional de mobilité. »;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 35,59% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 134.373,00 hors TVA ou € 162.591,33, 21% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 mars 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2019-S-070 - Plan Communal de Mobilité (PCM)» pour un montant total en plus de 35.274,00 € hors TVA ou 42.681,54 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 410/747-60/85 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 mars 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2019-S-070 - Plan Communal de Mobilité (PCM)» pour un montant total en plus de 35.274,00 € hors TVA ou 42.681,54 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 410/747-60/85 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 33 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Overheidsopdrachten - Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van het aanhangsel - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "2019-S-070 - Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP)", de motivering van aanhangsel 2 als volgt luidt:

Het gemeentelijk mobiliteitsplan moet gepaard gaan met een milieueffectenrapport, dat kan worden uitgevoerd door een partner van Traject (studiebureau dat belast is met de uitwerking van het GMP). De hele operatie wordt gecoördineerd door Traject.

Door de verandering van contractant zullen wij niet in staat zijn om vóór eind 2021 een GMP met zijn MER aan het openbaar onderzoek te onderwerpen. Eind 2021 is de sluitingsdatum van het GMP.

Dit gemeentelijk mobiliteitsplan moet binnen 2 jaar na de goedkeuring van het Gewestelijk Mobiliteitsplan klaar zijn.

Referentie: Ordonnantie van 26 juli 2013 tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit, artikel 11: "Het gemeentelijk mobiliteitsplan wordt goedgekeurd binnen een termijn van vierentwintig maanden vanaf de goedkeuring van het gewestelijk mobiliteitsplan.";

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 35,59% overschrijdt waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 134.373,00 € excl. btw of 162.591,33 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 maart 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht "2019-S-070 - Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP)" voor een totaal bijkomend bedrag van 35.274,00 € excl. btw of 42.681,54 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 410/747-60/85 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 maart 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht "2019-S-070 - Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP)" voor een totaal bijkomend bedrag van 35.274,00 € excl. btw of 42.681,54 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 410/747-60/85 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 33 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

19 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation de l'avenant - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que dans le cadre du marché «2019-T-021 - Ecole 11A: travaux de stabilité», la motivation de cet avenant 2:

Considérant que lors de l'exécution des travaux, il a été constaté qu'il est nécessaire d'augmenter la quantité des postes 'rénovations des bétons' pour pouvoir réparer les linteaux intérieurs en béton afin de garantir la stabilité du bâtiment;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 11,12 % (11,12 % pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 33.206,00 € hors TVA ou 35.198,36 €, 6% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 avril 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2019-T-021 - Ecole 11A: travaux de stabilité» pour un montant total en plus de 3.378,00 € hors TVA ou 3.580,68 €, 6% TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 avril 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2019-T-021 - Ecole 11A: travaux de stabilité» pour un montant total en plus de 3.378,00 € hors TVA ou 3.580,68 €, 6% TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten - Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van het aanhangsel - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “2019-T-021 - School 11A: stabiliteitswerken”, de motivering van dit aanhangsel 2 als volgt luidt:

Overwegende dat bij de uitvoering van de werken werd vastgesteld dat het noodzakelijk is de hoeveelheid van de posten ‘renovatiewerken van het beton’ te verhogen om de betonnen binnenlateien te kunnen herstellen teneinde de stabiliteit van het gebouw te waarborgen;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 11,12 % overschrijdt (11,12 % voor de wijzigingen met de minimalis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 33.206,00 € excl. btw of 35.198,36 €, 6% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 april 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht “2019-T-021 - School 11A: stabiliteitswerken” voor een totaal bijkomend bedrag van 3.378,00 € excl. btw of 3.580,68 €, 6% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 april 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht “2019-T-021 - School 11A: stabiliteitswerken” voor een totaal bijkomend bedrag van 3.378,00 € excl. btw of 3.580,68 €, 6% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Mr Hacken concernant le point 18 et le Plan communal de mobilité (+ 48.000 € au budget).

Madame Père, propose de répondre par écrit.

Madame Van den Bosch répond qu'elle n'est pas d'accord avec ce que monsieur Hacken a déclaré, que l'avenant est tout à fait clair. Le plan d'incidence environnementale est une obligation légale. Ce plan doit ensuite être validé par le Conseil communal. Il y a une motivation qui est bien claire pour la concrétisation du plan de mobilité qui doit être mis sur pied d'ici la fin de cette année.

Tussenkoms van de heer Hacken betreffende punt 18 en het gemeentelijk mobiliteitsplan (+ 48.000 euro op de begroting).

Mevrouw Père stelt voor om schriftelijk te antwoorden.

Mevrouw Van den Bosch antwoordt dat zij het niet eens is met wat de heer Hacken heeft gezegd, dat

het aanhangsel heel duidelijk is. Het milieueffectplan is een wettelijke verplichting. Dit plan moet vervolgens door de gemeenteraad worden gevalideerd. Er is een duidelijke motivatie voor de uitvoering van het mobiliteitsplan, dat tegen het einde van dit jaar moet worden opgesteld.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Instruction publique - Openbaar onderwijs

- 20 **Instruction publique - Marchés publics - Achat d'ampoules, de batteries et de chargeur pour des otoscopes médicaux en faveur du Service de Promotion de la Santé à l'École (SPSE) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'art.234 §3 de la NLC – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, particulièrement l'art. 236 :

Le Collège des Bourgmestre et Échevins engage la procédure et attribue le marché. Il peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10%. Si la modification entraîne une dépense supplémentaire de 10%, le Collège communique sa décision au Conseil communal pour information lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 17 décembre 2020 relative à l'acquisition des ampoules, des batteries et d'un chargeur pour le bon fonctionnement des otoscopes médicaux utilisés par le Service de Promotion de la Santé à l'École, pour un montant global estimé de ce marché s'élève à 240,00€ (21% TVA et livraison comprises) auprès du fournisseur **MEDILOR SPRL**, rue Fourquepire, 11, 7890 Ellezelles, pour l'achat d'ampoules, de batteries et de chargeur pour otoscopes à l'article 871/744-98/16 du service extraordinaire du budget 2020 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 17 décembre 2020 :

D'approuver le montant estimé à 240 € (21% TVA et livraison comprises) du marché « Achat de machines

et de matériel d'équipement et d'exploitation » établi par le service de l'Instruction publique ;

De financer les dépenses destinées au SPSE par un subside inscrit à l'article 871/665-52/16 du service extraordinaire du budget 2020 ;

DECIDE:

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 17 décembre 2020 décidant d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 871/744-98/16 du service extraordinaire du budget 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Openbaar onderwijs - Overheidsopdrachten - Aankoop van lampen, batterijen en een lader voor medische otoscopen ten behoeve van de Dienst Gezondheidsbevordering op School (GBS-SPSE) - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de te raadplegen firma's - Toepassing van art. 234 §3 van de NGW – Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 236:

Het College van Burgemeester en Schepenen stelt de procedure in en gunt de opdracht. Het kan aan de overeenkomst iedere wijziging aanbrengen die het bij de uitvoering nodig acht, voor zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10% voortvloeien. Indien de wijziging een bijkomende uitgave van 10% veroorzaakt, deelt het College zijn beslissing ter kennisgeving mee aan de Gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 betreffende de aankoop van lampen, batterijen en een lader voor de goede werking van de medische otoscopen gebruikt door de dienst Gezondheidsbevordering op School, voor een totaalbedrag van deze opdracht geraamd op 240,00 € (21% btw en levering inbegrepen) bij de leverancier **MEDILOR SPRL**, rue Fourquepire 11, 7890 Elzele, voor de aankoop van lampen, batterijen en een lader voor otoscopen op artikel 871/744-98/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 om:

Het bedrag dat geraamd wordt op 240 € (21% btw en levering inbegrepen) van de opdracht "Aankoop van

machines en uitrustings- en exploitatiemateriaal”, opgesteld door de dienst Openbaar onderwijs, goed te keuren;

De uitgaven bestemd voor de Gezondheidsbevordering op School te financieren door een subsidie ingeschreven op artikel 871/665-52/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 waarin beslist werd om de betaling door het krediet ingeschreven op artikel 871/744-98/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Logistique - Logistiek

21 **Logistique - Mise en concession de l'exploitation d'une cabine photographique - Approbation des conditions et des firmes à consulter - 2022-S-003.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 234 relatifs aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concessions, et en particulier son article 3 §1 selon lequel « la présente loi s'applique uniquement aux concessions d'une valeur égale ou supérieure au seuil fixé par le Roi » ;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession, et en particulier son article 4 qui fixe le critère financier d'application de la loi du 17 juin 2016 au seuil de 5.225.000 euros. Ce montant s'entend hors taxe sur la valeur ajoutée ;

Considérant qu'aux termes de l'art 35 de la loi du 17 juin 2016, « La valeur d'une concession correspond au chiffre d'affaires total du concessionnaire généré pendant la durée du contrat, hors taxe sur la valeur ajoutée, (...), eu égard aux travaux et services qui font l'objet de la concession (...) » ;

Considérant que l'actuel concession de la cabine photographique installée à la rue du Patinage, 30 arrive à échéance le 31 décembre 2021 et qu'il y a lieu de relancer une nouvelle mise en concession d'une cabine photographique ;

Considérant que la valeur totale (HTVA) de la concession de 5 ans est estimée à 125.000 € et que dès lors la concession de services n'est pas soumise à la loi relative aux contrats de concession ;

Considérant que l'estimation des redevances perçues par la Commune s'élève à 10.000 € par an, soit pour 5 ans à 50.000 € hors TVA (0 %);

Considérant que les grands principes d'égalité de traitement, de transparence, de concurrence, régissent la présente procédure ;

Considérant le cahier des charges N° 2022-S-003 et le montant estimé du marché "Mise en concession de l'exploitation d'une cabine photographique", établis par le Service Logistique;

Considérant que la concession prend cours le 1^{er} janvier 2022 et se termine le 31 décembre 2026;

Considérant que la date limite de remise des offres est mentionnée dans l'avis de marché ;

Considérant qu'il lui est proposé d'inscrire les recettes escomptées de 10.0000 €/an à l'article 104/161-05/20 du service ordinaire des budgets 2022 à 2026;

DECIDE:

Art 1er : D'approuver le cahier des charges N° 2022-S-003 et le montant estimé du marché "Mise en concession de l'exploitation d'une cabine photographique", établis par le Service Logistique. L'estimation des redevances perçues par la commune s'élève pour 5 ans à € 50.000,00 TVAC (0% TVA).

Art 2 : De consulter les opérateurs économiques suivants à prendre part à la procédure:

- PRONTOPHOT BELGIUM NV, Boulevard Paepsem 8A à 1070 Brussel,
- AUTOMATED PRODUCTS SERVICES, Rue de la Presse 4 à 1000 Bruxelles,
- PHOTO VIDEO PLUS BELGIQUE SPRL, Rue Basse 48 à 1460 Ittre ;

Art 3 : D'inscrire les recettes escomptées de 10.0000 €/an à l'article 104/161-05/20 du service ordinaire des budgets 2022 à 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Logistiek - Gunning van de concessie voor de exploitatie van een fotocabine - Goedkeuring van de voorwaarden en de te raadplegen firma's - 2022-S-003.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten, en inzonderheid art. 3, § 1 dat stelt dat deze wet alleen van toepassing is voor zover de waarde van de concessie gelijk is aan of hoger is dan de door de Koning bepaalde drempel;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten, en inzonderheid artikel 4 dat het financieel toepassingscriterium van de wet van 17 juni 2016 vastlegt op de drempel van 5.225.000 euro. Dit bedrag moet zonder belasting over de toegevoegde waarde begrepen worden;

Overwegende dat, overeenkomstig art. 35 van de wet van 17 juni 2016, "De waarde van een concessie

wordt gevormd door de totale tijdens de looptijd van de overeenkomst te behalen omzet van de concessiehouder, exclusief belasting op de toegevoegde waarde, (...), als tegenprestatie voor de werken en diensten die het voorwerp van de concessie uitmaken (...);

Overwegende dat de huidige concessie van de fotocabine gevestigd in de Schaatsstraat 30 afloopt op 31 december 2021 en dat er een nieuwe concessieovereenkomst moet worden gesloten;

Overwegende dat de totale waarde (excl. btw) van de concessie voor 5 jaar wordt geraamd op 125.000 € en dat de concessie voor diensten bijgevolg niet onderworpen is aan de wet betreffende de concessieovereenkomsten;

Overwegende dat de raming van de door de Gemeente geïnde retributies 10.000 € per jaar bedraagt, zijnde voor 5 jaar 50.000 € excl. btw (0 %);

Overwegende dat voor deze procedure de belangrijkste beginselen van gelijke behandeling, transparantie en mededinging gelden;

Overwegende het bestek met nr. 2022-S-003 en de raming van de opdracht “Gunning van de concessie voor de exploitatie van een fotocabine”, opgesteld door de Dienst Logistiek;

Overwegende dat de concessie ingaat op 1 januari 2022 en eindigt op 31 december 2026;

Overwegende dat de uiterste indieningsdatum voor de offertes vermeld staat in de opdrachtaankondiging;

Overwegende dat werd voorgesteld de verwachte inkomsten van 10.000 €/jaar in te schrijven op artikel 104/161-05/20 van de gewone dienst van de begrotingen 2022 tot 2026;

BESLIST:

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2022-S-003 en de raming van de opdracht “Gunning van de concessie voor de exploitatie van een fotocabine”, opgesteld door de Dienst Logistiek. De door de Gemeente geïnde retributies worden voor 5 jaar geraamd op 50.000,00 € incl. btw (0% btw).

Art 2: De volgende ondernemers te raadplegen om deel te nemen aan de procedure:

- PRONTOPHOT BELGIUM NV, Paapsemlaan 8A te 1070 Brussel;
- AUTOMATED PRODUCTS SERVICES, Drukpersstraat 4 te 1000 Brussel;
- PHOTO VIDEO PLUS BELGIQUE SPRL, Rue Basse 48 te 1460 Ittre;

Art 3: De verwachte inkomsten van 10.000 €/jaar in te schrijven op artikel 104/161-05/20 van de gewone dienst van de begrotingen 2022 tot 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

de la dépense - 2021-F-014.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3, 236 et 249 § 1er alinéa 2 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la machine à laver utilisée par les techniciennes de surface du 112 chaussée de Bruxelles était tombée en panne ;

Considérant qu'il était indispensable de faire l'acquisition d'une nouvelle machine à laver pour nettoyer le linge de cuisine et de ménage (remplacement) ;

Considérant que le Service Logistique a établi une description technique N° 2021-F-014 pour le marché "Acquisition d'une machine à laver" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 826,45 € hors TVA ou 1.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il a été proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- Steylemans, Boulevard Emile Bockstael 412 à 1020 Laeken ;
- van den Berg, Avenue Everard 40 à 1190 Forest ;
- Fnac Vanden Borre, Slesbroekstraat 101 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 9 avril 2021 à 11h00 ;

Considérant que 3 offres sont parvenues :

- Steylemans, Boulevard Emile Bockstael 412 à 1020 Laeken (772,73 € hors TVA ou 935,00 €, 21% TVA comprise) ;
- van den Berg, Avenue Everard 40 à 1190 Forest (705,83 € hors TVA ou 854,05 €, 21% TVA comprise) ;
- Fnac Vanden Borre, Slesbroekstraat 101 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw (825,62 € hors TVA ou 999,00 €, 21% TVA comprise) ;

Considérant le rapport d'examen des offres du 12 avril 2021 rédigé par le Service Logistique, et figurant en annexe ;

Considérant que le Service Logistique a proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse, soit van den Berg, Avenue Everard 40 à 1190 Forest, pour le montant d'offre contrôlé de 705,83 € hors TVA ou 854,05 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 138/744-51/03 du service extraordinaire du budget 2021 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 avril 2021 :

« Art 1^{er} : De faire application de l'article 249, § 1er, alinéa 2 de la Nouvelle loi communale pour l'acquisition d'une machine à laver en remplacement de celle tombée en panne au 112 chaussée de Bruxelles ;

Art 2 : D'approuver la description technique N° 2021-F-014 et le montant estimé du marché "Acquisition d'une machine à laver", établis par le Service Logistique. Le montant estimé s'élève à 826,45 € hors TVA ou 1.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Art 3 : De conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Art 4 : De sélectionner les soumissionnaires Steylemans, van den Berg et Fnac Vanden Borre qui répondent aux critères de sélection qualitative ;

Art 5 : De considérer les offres de Steylemans, van den Berg et Fnac Vanden Borre comme complètes et régulières ;

Art 6 : D'approuver et de considérer le rapport d'examen des offres du 12 avril 2021 repris en annexe comme partie intégrante de la présente délibération ;

Art 7 : D'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse, soit van den Berg (numéro d'entreprise BE 0403.153.576), Avenue Everard 40 à 1190 Forest, pour le montant d'offre contrôlé de 705,83 € hors TVA ou 854,05 €, 21% TVA comprise ;

Art 8 : De proposer au Conseil communal une modification budgétaire pour cette dépense à l'article 138/744-51/03 du service extraordinaire du budget 2021 ;

Art 9 : D'inscrire la dépense de 854,05 € à l'article 138/744-51/03 du service extraordinaire du budget 2021 ;

Art 10 : De financer cette dépense par un emprunt ;

Art 11 : De donner connaissance de la présente décision au Conseil communal pour qu'il délibère s'il admet ou non la dépense. »

DECIDE:

Art 1^{er} : D' admettre la dépense résultant du marché public susmentionné effectuée en raison de l'urgence reconnue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 15 avril 2021 en application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la Nouvelle loi communale, pour l'acquisition d'une machine à laver auprès de la société van den Berg (numéro d'entreprise BE 0403.153.576), Avenue Everard 40 à 1190 Forest, pour le

montant d'offre contrôlé de 705,83 € hors TVA ou 854,05 €, 21% TVA comprise ;

Art 2 : De procéder à l'inscription budgétaire du crédit d'un montant de 854,05 € à l'article 138/744-51/03 du service extraordinaire du budget 2021 ;

Art 3 : De financer cette dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Logistiek - Overheidsopdrachten - Aankoop van een wasmachine - Goedkeuring van de gunning en van de lastvoorwaarden - Toepassing van artikel 249 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave - 2021-F-014.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3, 236 en 249 §1 2e lid;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de wasmachine die wordt gebruikt door de schoonmaaksters op de Brusselsesteenweg 112 defect was geraakt;

Overwegende dat er een nieuwe wasmachine moest worden aangekocht om het keuken- en huishoudlinnen te wassen (vervanging);

Overwegende dat de Dienst Logistiek een technische beschrijving met nr. 2021-F-014 heeft opgesteld voor de opdracht "Aankoop van een wasmachine";

Overwegende dat de raming van deze opdracht 826,45 € excl. btw of 1.000,00 €, incl. 21% btw, bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld werd de opdracht te sluiten via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende economische operatoren gekozen werden om deel te nemen aan deze opdracht:

- Steylemans, Emile Bockstaellaan 412 te 1020 Laken;
- Van den Berg, Everardlaan 40 te 1190 Vorst;
- Fnac Vanden Borre, Slesbroekstraat 101 te 1600 Sint-Pieters-Leeuw;

Overwegende dat de offertes het bestuur ten laatste op 9 april 2021 om 11 uur dienden te bereiken;

Overwegende dat er 3 offertes ontvangen werden:

- Steylemans, Emile Bockstaellaan 412 te 1020 Laken (772,73 € excl. btw of 935,00 €, 21% btw inbegrepen);
- Van den Berg, Everardlaan 40 te 1190 Vorst (705,83 € excl. btw of 854,05 €, 21% btw inbegrepen);
- Fnac Vanden Borre, Slesbroekstraat 101 te 1600 Sint-Pieters-Leeuw (825,62 € excl. btw of 999,00 €, 21% btw inbegrepen);

Overwegende het verslag van nazicht van de offertes van 12 april 2021 opgemaakt door de Dienst Logistiek en opgenomen in bijlage;

Overwegende dat de Dienst Logistiek heeft voorgesteld, rekening houdend met de voornoemde elementen, deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige regelmatige offerte heeft ingediend, zijnde Van den Berg, Everardlaan 40 te 1190 Vorst, voor het gecontroleerde offertebedrag van 705,83 €, excl. btw of 854,05 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven wordt op artikel 138/744-51/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 bij de volgende begrotingswijziging;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 april 2021 om:

Art 1: Artikel 249 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de aankoop van een wasmachine ter vervanging van de defect geraakte wasmachine op de Brusselsesteenweg 112;

Art 2: Goedkeuring te verlenen aan de technische beschrijving met nr. 2021-F-014 en de raming van de opdracht "Aankoop van een wasmachine", opgesteld door de Dienst Logistiek. De raming bedraagt 826,45 € excl. btw of 1.000,00 €, 21% btw inbegrepen;

Art 3: De opdracht te sluiten via een opdracht van beperkte waarde;

Art 4: De inschrijvers Steylemans, Van den Berg en Fnac Vanden Borre te selecteren die beantwoorden aan de kwalitatieve selectiecriteria;

Art 5: De offertes van Steylemans, Van den Berg en Fnac Vanden Borre te beschouwen als volledig en regelmatig;

Art 6: Goedkeuring te verlenen aan en het verslag van nazicht van de offertes van 12 april 2021, opgenomen in bijlage, te beschouwen als integraal deel uitmakend van deze beraadslaging;

Art 7: Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk Van den Berg (ondernemingsnummer BE 0403.153.576), Everardlaan 40 te 1190 Vorst, voor het gecontroleerde offertebedrag van 705,83 € excl. btw of 854,05 €, 21% btw inbegrepen;

Art 8: Voor deze uitgave aan de Gemeenteraad een begrotingswijziging voor te stellen op artikel 138/744-51/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

Art 9: De uitgave van 854,05 € in te schrijven op artikel 138/744-51/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

Art 10: Deze uitgave te financieren door een lening;

Art 11: De Gemeenteraad in kennis te stellen van de huidige beslissing opdat hij beraadslaagt of hij al dan niet instemt met de uitgave.”

BESLIST:

Art 1: In te stemmen met de uitgave die voortvloeit uit de bovenvermelde overheidsopdracht die verricht werd wegens hoogdringendheid erkend door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 15 april 2021 in toepassing van artikel 249 §1 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet, voor de aankoop van een wasmachine bij de firma Van den Berg (ondernemingsnummer BE 0403.153.576), Everardlaan 40 te 1190 Vorst, voor het gecontroleerde offertebedrag van 705,83 € excl. btw of 854,05 €, 21% btw inbegrepen;

Art 2: Over te gaan tot de inschrijving in de begroting van het krediet voor een bedrag van 854,05 € op artikel 138/744-51/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

Art 3: Deze uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

19 annexes / 19 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

23 Logements - Régie Foncière de Forest – Approbation des budgets et du bilan d’ouverture de la régie foncière – Prise d’information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment les article 84 § 1er, 117 et 149;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l’arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l’arrêté susvisé;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Considérant que la régie foncière ne pourra pas fonctionner aussi longtemps que son budget n’aura pas été approuvé par le Conseil communal et par l’autorité de tutelle ;

Considérant que le bureau d’études mandaté pour la création de la Régie foncière de Forest a transmis le 18 décembre 2020 à l’administration communale des projets de bilan d’ouverture et de budgets 2021,

basés sur les données comptables de la Commune au 31-12-2019 ;

Considérant que l'administration a revu le budget et la liste des investissements transférés et communiqué au bureau d'études ses remarques le 25 février 2021 ;

Considérant que l'administration n'a pu terminer l'actualisation des données comptables au 31-12-2020 que le 31 mars 2021 du fait de la clôture comptable 2020 en cours;

Considérant que l'intégration des valeurs des comptes communaux au 31-12-2020 au bilan d'ouverture de la régie foncière s'est terminée le 19 avril 2021 ;

Vu le projet de budget de la régie foncière proposé par le bureau d'études joint en annexe ;

Vu le projet de bilan d'ouverture de la régie foncière proposé par le bureau d'études et revu suite aux remarques du receveur communal joint en annexe ;

Vu l'avis de la Commission d'avis sur le projet de budget de la Régie foncière ;

Considérant que conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales, la commission d'avis a émis, en date du 6 mai 2021, un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2021 de la Régie Communale Ordinaire ;

DECIDE:

D'approuver le budget d'exploitation et le budget patrimonial de la régie foncière, joints en annexe;

D'approuver le bilan d'ouverture de la régie foncière joint en annexe ;

De prendre pour information le plan financier de la Régie foncière joint en annexe.

Le point est reporté.

35 votants : 35 votes positifs.

Huisvesting - Grondregie van Vorst – Goedkeuring van de begrotingen en van de openingsbalans van de grondregie – Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

Overwegende dat de Grondregie niet zal kunnen functioneren zolang haar begroting niet is goedgekeurd

door de Gemeenteraad en de toezichhoudende overheid;

Overwegende dat het studiebureau dat gemandateerd werd voor de oprichting van de Grondregie in Vorst, op 18 december 2020 ontwerpen van openingsbalans en van begrotingen 2021 heeft overgemaakt aan het gemeentebestuur, op basis van de boekhoudkundige gegevens van de Gemeente per 31-12-2019;

Overwegende dat het bestuur de begroting en de lijst met overgedragen investeringen herzien heeft en zijn opmerkingen aan het studiebureau heeft meegedeeld op 25 februari 2021;

Overwegende dat het bestuur de bijwerking van de boekhoudkundige gegevens per 31-12-2020 pas op 31 maart 2021 kon voltooien als gevolg van de lopende boekhoudkundige afsluiting 2020;

Overwegende dat de opname van de waarden van de gemeenterekeningen per 31-12-2020 in de openingsbalans van de Grondregie voltooid is op 19 april 2021;

Gelet op het ontwerp van begroting van de Grondregie voorgesteld door het studiebureau, opgenomen in bijlage;

Gelet op het ontwerp van openingsbalans van de Grondregie voorgesteld door het studiebureau en herzien naar aanleiding van de opmerkingen van de gemeenteontvanger, opgenomen in bijlage;

Gelet op het advies van de Adviescommissie inzake het ontwerp van begroting van de Grondregie;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven, de adviescommissie op 6 mei 2021 een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de voorzienbare financiële gevolgen van de begroting 2021 van het Gewoon Gemeentebedrijf;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de exploitatie- en de patrimoniale begroting van de Grondregie, opgenomen in bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de openingsbalans van de Grondregie, opgenomen in bijlage;

Kennis te nemen van het financieel plan van de Grondregie, opgenomen in bijlage.

Het punt wordt verdaagd.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Monsieur Van Vlasselaer.

1/ Remarque préalable : aucune note ou cahier explicatifs ! une introduction sur la comptabilité des régies aurait été la bienvenue en raison des différences notables avec la comptabilité communale !

2/ Actif immobilisé (doc 1 Bilan de départ, 4 patrimoine transféré et 7 budget patrimonial) :

2.1 questions : le bilan d'ouverture porte la date du 31/12/20 : ne devrait-il pas porter la date du 1/1/2021 ?

quel est le nombre d'immeubles transférés à usage locatif privés (logements) ?

quel est le nombre d'immeubles transférés à usage public (musée, Brass,

tennis, ...) ?

2.2 on constate un grand détail provenant de l'inventaire communal (comptes particuliers) mais les documents sont muets à propos du volume de travail à gérer (gestion locative, perception de loyers, travail de maintenance ,...) Qu'en est-il de l'évaluation de ce volume de travail ?

2.3 Quels sont les motifs qui justifient le transfert du cimetière ?

2.4 dans le bilan de départ, à l'actif, code 24 travaux en cours, le montant est à 0 !! compte tenu du nombre de bâtiments transférés, il est très étonnant qu'il n'y ait pas de « travaux en cours » dans l'un ou l'autre de ces bâtiments ; qu'en est-il exactement ? et comment expliquez-vous cette situation ? toutes les factures de travaux (de rénovation par exemple) ont-elles été réglées au 31/12/2020 ?

Par ailleurs, le budget patrimonial (doc 7) porte à la rubrique 24 un montant de « travaux en cours » de 17.849.936,71€ ! (cf ci-dessous pt 7.1) Où est la cohérence entre le bilan et le budget patrimonial ? Dès lors, le bilan doit être corrigé et le dossier n'est donc pas en état d'être présenté au conseil communal !

2.5 Doc 1 Bilan et 3 subsides transférés (au passif, code 15) inscrits pour 17.213.521 € : tous les subsides ont-ils été totalement perçus par la commune au 31/12/2020, ou plutôt au 1/1/2021 ? et si NON, comment expliquez-vous qu'à l'actif du bilan, les codes 29(créances à plus d'un an) et 40/41 (créances à un an au plus) n'aient pas été activés ?

2.6 le capital est enregistré au passif du bilan pour un montant de 3.392.053€ : comment la commune va-t-elle enregistrer cette « participation » dans son propre bilan (différence entre les différents éléments d'actifs et passifs transférés) au 31/12/2020 ?

3/ Les emprunts transférés (doc 1 bilan, 2 liste des emprunts transférés et 5 tableau d'amortissement de la dette) :

Au passif du bilan, la rubrique « dettes » est enregistrée pour 3.024.521€ (doc 1 et 5), total des emprunts 2.911.830 (code 1710) et des dettes financières 112.691€ (code 43) . Or, le relevé des emprunts (doc 2) affiche un total de 2.992.871€ !...soit une différence de 81.041€ ! (2.992.871- 2.911.830) Comment expliquez-vous cette différence ? ...laquelle a pour résultat que l'actif et le passif du bilan ne sont plus équilibrés ! Dès lors, le dossier n'est plus en état d'être examiné par le conseil !!

4/ Les actifs circulants (doc 1 actif du bilan)

4.1 les codes relatifs aux actifs circulants : le doc1 affiche les codes 29 à 58 ce qui ne correspond pas au modèle de bilan figurant dans les annexes de l'arrêté ministériel du 6/2/2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 6/11/2003 relatif à la gestion financière des régies communales (MB 14/4/2004 , p. 20806), lequel modèle affiche les codes 30 à 58 !

4.2 le poste VII « créances à un an au plus » porte un montant de 0€ ! Cela signifie-t-il que TOUS les loyers ou charges dues au 31/12/2020 ont été réglées ? ou que la commune n'a pas pu identifier les débiteurs à cette date ?

La commune va-t-elle tenir une comptabilité par compte particulier des débiteurs locataires individuels ?

4.3 le poste IX « comptes financiers » affiche un montant de 880.000€ : quelles sont les origines de ce montant ? des subsides versés ?

5/ Comptable de la régie : si le receveur ne fait pas fonction de comptable de la régie, comment allez-vous recruter celui-ci ? selon quels critères de sélection ? ...et dans quel délai ?

6/ le budget d'exploitation (doc 6) :

6.1 les colonnes sont datées du 31/12 de chaque année : en principe, le budget concerne un exercice et débute le 1/1 !(à tout le moins compte tenu des circonstances, pour l'année 2021 !) ; il convient donc

de changer l'intitulé des colonnes

6.2 absence de cahier explicatif !

6.3 nous sommes en mai 2021 ! quand sera-t-il de la réalisation de ce budget ?

6.4 ce budget doit être en lien avec celui de la commune ...où sont les modifications du budget communal qui enregistrent les glissements de crédits affichés par les diverses écritures d'ouverture des comptes de la régie ? quand le conseil en aura-t-il connaissance ?

A quelle date exacte la scission sera-t-elle effective ?

6.5 le montant des charges de personnel atteint 578.037.33€ : que représentent ces charges ? Nombre d'ETP ? combien d'emplois transférés de rang A, B , etc... ? combien d'emplois nouveaux sont créés? Quelles sont les descriptions de fonctions qui justifient ces emplois ? quelle méthode d'évaluation de la charge de travail a-t-on utilisée ? ...quand le conseil recevra-t-il le rapport d'évaluation concerné ?

Où se trouve l'adaptation du cadre du personnel communal ? L'avis des syndicats a-t-il été demandé et recueilli conformément aux dispositions légales ?

6.6 le subside d'exploitation de la commune est acté pour 580.000€ , soit quasiment le montant des dépenses de personnel ! En réalité, la régie est donc en déficit !!

6.7 L'encaissement des loyers est acté pour 711.913,21€ : de quel logiciel efficace dispose la régie pour suivre la perception des loyers et éditer les rappels éventuels ? quelle est la réalisation de cette prévision entre le 1/1 et le 31/12/2021 ?

7. Le budget patrimonial

7.1 travaux en cours : le montant de 17.849.936,71€ n'est pas repris dans le bilan à la rubrique 24... Pourquoi ?

Le bilan doit donc être corrigé ! le dossier n'est donc pas en état d'être présenté au conseil communal ! (cf pt 2.4 ci-dessus)

7.2 location financement et emphytéoses : un montant identique est inscrit à l'actif bilan (code 26) S'agit-il d'un acte posé en 2020 ou lors d'années antérieures ?

Quel est ou quels sont les biens concernés ?

8/ Annexes – fiches projet :

8.1 L'arrêté ministériel du 6/2/2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 6/11/2003 relatif à la gestion financière des régies communales (MB 14/4/2004) porte les instructions relatives au contenu des fiches projet et le modèle de fiche de projet d'investissement (MB 14/4/2004, p.20759) ; celles-ci ne sont pas ou en partie seulement respectées !

Ainsi, - Certaines fiches sont remplies de façon partielle , d'autres ne sont pas remplies (Belgrade, Wielemans-Ceuppens, Fierlant), alors que les instructions spécifient que le conseil doit se prononcer sur l'intégralité du budget Régie de l'exercice !

- La circulaire précise que l'estimation doit reprendre l'ensemble des travaux ..et pas uniquement les frais d'étude (cf fiche Van Haelen 83) !
- Les colonnes « patrimonial 2021» sont vides alors qu'elles doivent normalement porter sur la réalisation des travaux au cours de l'exercice visé !...sans l'estimation du coût global du chantier, le conseil ignore à quoi il s'engage !

En conséquence, le budget patrimonial présente trop d'incertitudes et d'imprécision pour être approuvé !

Dès lors, il est difficile d'apprécier les projections 2021, tant au niveau des charges courantes que des dépenses d'exploitation

Le bilan et les budgets d'exploitation et patrimonial sont trop imprécis pour être approuvés !

Enfin, le conseil communal est dans l'ignorance des modifications budgétaires qui affecteront l'exercice 2021 en conséquence du bilan d'ouverture de la régie et à ce stade, de l'exactitude du montant supputé du subsidie communal

Compte tenu des constatations qui précèdent et en attendant de réponses aux questions posées, le groupe DÉFI estime que ce dossier n'est pas en état d'être délibéré par le conseil communal

Tussenkomsst van de heer Van Vlasselaer.

1/ Voorafgaande opmerking: geen enkele toelichtingsnota of toelichtingsboek! Een inleiding over de boekhouding van de gemeentebedrijven zou welkom geweest zijn, gezien de opmerkelijke verschillen met de gemeentelijke boekhouding!

2/ Vaste activa (doc 1 beginbalans, 4 overgedragen vermogen en 7 patrimoniale begroting):

2.1 Vragen: de openingsbalans vermeldt 31/12/20 als datum: moet deze niet 1/1/2021 vermelden als datum?

hoeveel gebouwen zijn er overgedragen voor particulier huurgebruik (woningen)?

hoeveel gebouwen zijn er overgedragen voor openbaar gebruik (museum, Brass,

tennis, ...)?

2.2 We stellen vast dat de gemeentelijke inventaris (individuele rekeningen) zeer gedetailleerd is, maar in de documenten staat niets vermeld over het beheren van de werklust (huurbeheer, inning van de huurgelden, onderhoudswerken, ...). Hoe zit het met de evaluatie van deze werklust?

2.3. Wat zijn de redenen voor de overdracht van de begraafplaats?

2.4 In de beginbalans, aan de actiefzijde, is het bedrag van code 24, werken in uitvoering, gelijk aan 0! Rekening houdend met het aantal overgedragen gebouwen is het zeer verwonderlijk dat er in geen van deze gebouwen "werken in uitvoering" zijn; hoe zit dat precies? En hoe verklaart u deze situatie? Werden alle facturen voor werken (renovatiewerken bijvoorbeeld) betaald vóór 31/12/2020?

Bovendien vermeldt rubriek 24 van de patrimoniale begroting (doc 7) een bedrag van 17.849.936,71 € voor "werken in uitvoering"! (zie pt 7.1 hieronder). Waar is de samenhang tussen de balans en de patrimoniale begroting? Bijgevolg moet de balans worden gecorrigeerd en het dossier kan dus niet aan de gemeenteraad worden voorgelegd!

2.5 Doc 1 balans en 3 overgedragen subsidies (aan de passiefzijde, code 15) opgenomen voor 17.213.521 €: werden alle subsidies volledig geïnd door de gemeente op 31/12/2020, of eerder op 1/1/2021? En ZO NIET, hoe verklaart u dan dat aan de actiefzijde van de balans de codes 29 (vorderingen op meer dan een jaar) en 40/41 (vorderingen op ten hoogste één jaar) niet gebruikt zijn?

2.6 Het kapitaal is voor een bedrag van 3.392.053 € opgenomen aan de passiefzijde van de balans: hoe zal de gemeente deze "participatie" in haar eigen balans opnemen (verschil tussen de verschillende overgedragen activa en passiva) op 31/12/2020?

3/ De overgedragen leningen (doc 1 balans, 2 lijst met overgedragen leningen en 5 aflossingstabel van de schuld):

Aan de passiefzijde van de balans is de rubriek "schulden" opgenomen voor 3.024.521 € (doc 1 en 5), totaal van de leningen 2.911.830 € (code 1710) en van de financiële schulden 112.691 € (code 43) . Het overzicht van de leningen (doc 2) vermeldt echter een totaal van 2.992.871 €! Zijnde een verschil van 81.041 €! (2.992.871 - 2.911.830) Hoe verklaart u dit verschil? ... met als resultaat dat de activa en de passiva van de balans niet meer in evenwicht zijn! Bijgevolg kan het dossier niet meer door de gemeenteraad worden onderzocht!

4/ De vlottende activa (doc 1 actiefzijde van de balans)

4.1 De codes met betrekking tot de vlottende activa: doc 1 vermeldt de codes 29 tot 58 wat niet overeenkomt met het model van balans in de bijlagen van het ministerieel besluit van 6/2/2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6/11/2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven (BS 14/4/2004, p. 20806). Dit model vermeldt de codes 30 tot 58!

4.2 Post VII “vorderingen op ten hoogste één jaar” vermeldt een bedrag van 0 €! Betekent dit dat ALLE huurgelden of lasten die op 31/12/2020 verschuldigd waren, betaald zijn? Of dat de gemeente de schuldenaars op deze datum niet heeft kunnen identificeren?

Zal de gemeente een individuele boekhouding bijhouden van de individuele huurders-schuldenaars?

4.3 Post IX “financiële rekeningen” vermeldt een bedrag van 880.000 €: waar komt dit bedrag vandaan? Uitgekeerde subsidies?

5/ Boekhouder van het gemeentebedrijf: indien de ontvanger niet fungeert als boekhouder van het gemeentebedrijf, hoe gaat u deze dan aanwerven? Volgens welke selectiecriteria? En binnen welke termijn?

6/ De exploitatiebegroting (doc 6):

6.1 De kolommen zijn gedateerd op 31/12 van elk jaar: in principe heeft de begroting betrekking op een begrotingsjaar en vangt dit aan op 1/1! (althans rekening houdend met de omstandigheden, voor 2021!); daarom moet de titel van de kolommen worden gewijzigd.

6.2 Geen toelichtingsboek!

6.3 We zijn in mei 2021! Wanneer zal deze begroting worden uitgevoerd?

6.4 Deze begroting moet gekoppeld zijn aan die van de gemeente... waar zijn de wijzigingen van de gemeentebegroting tot vastlegging van de kredietverschuivingen die blijken uit de verschillende boekingen voor het openen van rekeningen van het gemeentebedrijf? Wanneer zal de gemeenteraad hiervan op de hoogte zijn?

Op welke exacte datum zal de splitsing effectief zijn?

6.5 Het bedrag van de personeelskosten loopt op tot 578.037.33 €: waaruit bestaan deze kosten? Aantal VTE's? Hoeveel overgehevelde betrekkingen van graad A, B, ...? Hoeveel nieuwe betrekkingen werden er gecreëerd? Welke functiebeschrijvingen rechtvaardigen deze betrekkingen? Welke methode werd er gebruikt voor de evaluatie van de werklust? Wanneer zal de gemeenteraad het desbetreffende evaluatierapport ontvangen?

Waar is de aanpassing van het kader van het gemeentepersoneel? Is het advies van de vakbonden gevraagd en ingewonnen in overeenstemming met de wettelijke bepalingen?

6.6 De exploitatiesubsidie van de gemeente wordt geboekt voor 580.000 €, wat bijna evenveel is als de personeelskosten! In werkelijkheid heeft het gemeentebedrijf dus een tekort!

6.7 De ontvangst van de huurgelden wordt geboekt voor 711.913,21 €: over welke efficiënte software beschikt het gemeentebedrijf om de inning van de huurgelden op te volgen en de eventuele aanmaningen te versturen? Hoe is de realisatie van deze raming tussen 1/1 en 31/12/2021?

7. De patrimoniale begroting

7.1 Werken in uitvoering: het bedrag van 17.849.936,71 € wordt niet vermeld in de balans in rubriek 24... Waarom niet?

De balans moet dus worden gecorrigeerd! Het dossier kan dus niet aan de gemeenteraad worden voorgelegd! (zie pt 2.4 hieronder)

7.2 Leasing en erfpachten: er is een identiek bedrag opgenomen aan de actiefzijde van de balans (code 26).

Is dit een handeling die in 2020 of in de voorgaande jaren is verricht?

Welke zijn de betrokken activa?

8/ Bijlagen – projectfiches:

8.1 Het ministerieel besluit van 6/2/2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6/11/2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven (BS 14/4/2004) vermeldt de instructies over de inhoud van de projectfiches en het model van projectfiche voor investeringen (BS 14/4/2004, p. 20759); deze worden niet of slechts gedeeltelijk nageleefd!

Zo worden sommige fiches gedeeltelijk ingevuld, andere niet (Belgrado, Wielemans Ceuppens, Fierlant), terwijl in de instructies staat dat de gemeenteraad zich over de hele begroting van het gemeentebedrijf voor het begrotingsjaar moet uitspreken!

- In de omzendbrief staat dat de raming alle werkzaamheden moet omvatten... en niet alleen de studiekosten (zie fiche Van Haelen 83)!
- De kolommen “patrimoniale begroting 2021” zijn leeg, terwijl ze normaal betrekking zouden moeten hebben op de uitvoering van de werken in het betrokken begrotingsjaar! Zonder de raming van de totale kosten van de werken, weet de gemeenteraad niet waartoe hij zich verbindt!

Bijgevolg bevat de patrimoniale begroting te veel onzekerheden en onnauwkeurigheden om te worden goedgekeurd!

Daarom is het moeilijk de prognoses voor 2021 te beoordelen, zowel wat de lopende kosten als de exploitatie-uitgaven betreft.

De balans en de exploitatie- en patrimoniale begroting zijn te onnauwkeurig om te worden goedgekeurd!

Tot slot is de gemeenteraad niet op de hoogte van de begrotingswijzigingen die het begrotingsjaar 2021 zullen beïnvloeden als gevolg van de openingsbalans van het gemeentebedrijf en, in dit stadium, van de juistheid van de geraamde gemeentelijke subsidie.

Rekening houdend met de voorgaande vaststellingen en in afwachting van antwoorden op de gestelde vragen, is de DÉFI-fractie van mening dat de gemeenteraad niet kan beraadslagen over dit dossier.

6 annexes / 6 bijlagen

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

- 24 **Prévention - Coördination générale - Projet « Rangs à vélo à pied » - Acquisition du jeu « Forest en route » - Empreinte scolaire - Présence visible - Acquisition de stands - Choix de la procédure de passation des marchés publics et fixation des conditions - Application de l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était important d'équiper les agents de terrain du jeu « Forest en route » et de stands reprenant les identifiants de différentes cellules du service Prévention pour leur visibilité utilisable lors des événements organisés par la Commune de Forest et des activités avec le public cible ;

Considérant que le jeu « Forest en route » vise à apprendre aux enfants le code de la route en jouant ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 3 décembre 2020, reprises en annexe, de passer un marché public de fournitures ayant pour objet, acquisition du jeu « Forest en route » et de « stands » en tant que marché public de faible montant, aux montants estimés de 4.716,98 € hors TVA soit 5.000,00 €, 6% TVA comprise pour le jeu Forest en route et de 4.958,68 € hors TVA soit 6.000,00 €, 21% TVA comprise pour les stands (financement par subside) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE :

De prendre connaissance des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 3 décembre 2020, reprises en annexe, de passer un marché public de fournitures ayant pour objet, acquisition du jeu « Forest en route » et de « Stands » en tant que marchés publics de faible montant, aux montants estimés de 4.716,98 € hors TVA soit 5.000,00 €, 6% TVA comprise pour le jeu Forest en route et de 4.958,68 € hors TVA soit 6.000,00 €, 21% TVA comprise pour les stands (financement par subside).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Preventie - Algemene coördinatie - Project 'Voetgangers- en fietsersrijen' - Aankoop van het spel 'Forest en route' - Schoolafdruk - Zichtbare aanwezigheid - Aankoop van stands - Keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het belangrijk was om de medewerkers op het terrein uit te rusten met het spel 'Forest en route' en stands met de identificatiegegevens van verschillende cellen van de Preventiedienst zodat zij zichtbaar zijn bij evenementen die door de Gemeente Vorst worden georganiseerd en activiteiten met het doelpubliek;

Overwegende dat het spel 'Forest en route' bedoeld is om kinderen spelenderwijs de verkeersregels aan te leren;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020, opgenomen als bijlage, om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp aankoop van het spel 'Forest en route' en van 'stands' als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor de geraamde bedragen van 4.716,98 € excl. btw of 5.000,00 €, 6% btw inbegrepen voor het spel 'Forest en route' en van 4.958,68 € excl. btw of 6.000,00 €, 21% btw inbegrepen voor de stands (financiering door subsidie);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020, opgenomen als bijlage, om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp aankoop van het spel 'Forest en route' en van 'stands' als overheidsopdrachten van beperkte waarde, voor de geraamde bedragen van 4.716,98 € excl. btw of 5.000,00 €, 6% btw inbegrepen voor het spel 'Forest en route' en van 4.958,68 € excl. btw of 6.000,00 €, 21% btw inbegrepen voor de stands (financiering door subsidie).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

25 Mobilité - Projet "Cairgo Bike" - Participation de la Commune de Forest - Approbation de la Convention.

LE CONSEIL,

Considérant le projet « Test de vélo à assistance électrique (VAE) » qui a comme objectif de favoriser le transfert modal en mettant à disposition des vélos électriques de plusieurs types pour un ou plusieurs groupes d'habitants pendant une période de deux semaines pour chaque groupe, en offrant une formation au fait de rouler à vélo dans le trafic, en mettant à disposition du matériel de sécurité pour les participants, en accompagnant et évaluant le projet ;

Considérant que la Commune de Forest mène ce projet depuis l'année 2018 ;

Considérant le succès des éditions précédentes (+100 inscriptions) ;

Considérant que parmi les demandes de test, il est constaté qu'un nombre croissant de demande de test pour des vélo de type "longtails" ou "cargo" sont demandés ;

Considérant que dans le cadre du Fond Européen de Développement Régional, le programme "Actions Innovatrices Urbaines" offre aux zones urbaines la possibilité de tester des solutions innovations pour améliorer la qualité de l'air ;

Considérant que le programme pré-cité a retenu un projet piloté par Bruxelles Mobilité, dénommé "Cairgo Bike" ;

Considérant que le projet Cairgo Bike va permettre aux habitants des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale de tester gratuitement des vélos cargos ;

Considérant que le partenaire de cette action est l'asbl ProVelo et que le projet de test s'articule de la manière suivante:

- un départ dans chaque commune d'avril à octobre
- une formation pratique et théorique
- test pour 8 familles par commune
- prêt de 2 semaine gratuit: vélo "longtail" ou vélo "cargo"
- explication technique du vélo aux participants lors du démarrage du projet
- package pour chaque participant: guide d'utilisation pratique, cadenas, casque
- enquête et évaluation du test

Considérant que ProVelo, partenaire de Bruxelles Mobilité pour cette action, propose à la Commune de Forest, deux tests en septembre-octobre 2021 (16 familles) ;

Considérant que le test prévu par la Commune de Forest ne permet pas de répondre à toutes les demandes des habitants forestois et qu'il est dès lors opportun pour la Commune de Forest de se joindre à ce projet ;

Considérant la convention jointe au dossier ;

DECIDE,

D'adopter la convention jointe au dossier, entre ProVelo et la Commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Mobiliteit - Project "Cairgo Bike" - Deelname van de Gemeente Vorst - Goedkeuring van de Overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende het project "Test met elektrisch ondersteunde fiets" dat ten doel heeft een modal shift aan te moedigen door elektrische fietsen van diverse types ter beschikking te stellen van een of meer groepen bewoners, gedurende twee weken voor elke groep, door een vorming veilig fietsen in het verkeer aan te bieden, door veiligheidsmateriaal voor de deelnemers ter beschikking te stellen, en door het project te begeleiden en te evalueren;

Overwegende dat de Gemeente Vorst dit project sinds 2018 voert;

Overwegende het succes van de vorige edities (+100 inschrijvingen);

Overwegende dat er wordt vastgesteld dat een steeds groeiend aandeel van de testaanvragen betrekking heeft op 'longtails' of 'bakfietsen';

Overwegende dat in het kader van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling het programma "Urban Innovative Actions" stedelijke gebieden de kans biedt om vernieuwende oplossingen voor een betere luchtkwaliteit uit te testen;

Overwegende dat het voornoemde programma een project gestuurd door Brussel Mobiliteit, "Cairgo Bike" genoemd, heeft geselecteerd;

Overwegende dat het project Cairgo Bike de inwoners van de 19 gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de kans geeft om gratis een bakfiets te testen;

Overwegende dat de partner van deze actie de vzw ProVelo is en dat het testproject het volgende behelst:

- een vertrek in elke gemeente van april tot oktober
- een theorie- en een praktijkles
- een test voor 8 gezinnen per gemeente
- twee weken gratis lenen van een longtail of een bakfiets
- technische uitleg over de fiets aan de deelnemers bij de start van het project
- voor elke deelnemer een pakket met instructies, hangslot en helm
- enquête en evaluatie

Overwegende dat ProVelo, partner van Brussel Mobiliteit voor deze actie, aan de Gemeente Vorst twee tests voorstelt in september-oktober 2021 (16 gezinnen);

Overwegende dat de door de Gemeente Vorst geplande test niet de mogelijkheid biedt om tegemoet te komen aan alle vragen van Vorstenaren en het derhalve voor de Gemeente Vorst opportuun is om aan te sluiten bij dit project;

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen ProVelo en de Gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

26 **Mobilité - Organisation de la "journée sans voiture" 2021 - Accord des Bourgmestres.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 24 février 2021 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 19 septembre 2021 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

DECIDE :

L'accord conclu le 24 février 2021 entre le bourgmestre de la commune de Forest et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Mobiliteit - Organisatie van de dag "Autoloze zondag" 2021 - Akkoord tussen de Burgemeesters.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 24 februari 2021 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 19 september 2021 de "autoloze zondag" plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat bijgevolg coherentie verzekerd moet worden bij de uitreiking van toelatingen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een toelating te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLIST:

Het akkoord afgesloten op 24 februari 2021 tussen de burgemeester van de gemeente Vorst en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

27 Affaires générales - Mandats (Maison des Jeunes de Forest) - Remplacement. (Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu les statuts de l'asbl Maison des Jeunes de Forest ;

Considérant que la commune dispose de 10 représentants à l'AG ;

Considérant que Monsieur Charles Hinkel a quitté Forest;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentant à l'AG de l'asbl Maison des Jeunes de Forest, Monsieur Maxime NARDONE domicilié rue des Alliés, 216, en remplacement de Monsieur Charles Hinkel.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Jeugdhuis van Vorst) - Vervanging. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de statuten van de vzw Jeugdhuis van Vorst;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 10 vertegenwoordigers in de Algemene Vergadering;

Overwegende dat de heer Charles Hinkel Vorst heeft verlaten;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger in de AV van de vzw Jeugdhuis van Vorst: de heer Maxime NARDONE, gedomicilieerd Bondgenotenstraat 216, ter vervanging van de heer Charles Hinkel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

SÉCURITÉ CIVILE - CIVIELE BESCHERMING

Sécurité civile - Civiele bescherming

- 28 **Sécurité civile - Mission de sous-traitance à la Commune de Forest confiée par la Commission communautaire commune dans le cadre des contacts de celle-ci pour prendre des rendez-vous vaccination avec les Forestois - Convention avec la Commission communautaire commune. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la crise sanitaire actuelle liée à la COVID-19 ;

Vu la campagne de vaccination en phases ;

Considérant qu'il convient d'encourager et de faciliter la vaccination de la population et dès lors que l'administration communale, en tant que sous-traitant de la Cocom, prenne contact avec les citoyens afin de les aider à prendre rendez-vous pour leur vaccination ;

Considérant que cette prise de contact des citoyens par l'administration communale et la mise à disposition des données des citoyens par la Cocom à l'administration communale devront se faire en respectant la législation relative au respect de la vie privée ;

Considérant qu'à cet effet, il y a lieu de conclure avec la Cocom la convention ci-jointe ;

DECIDE :

Article unique – de conclure avec la Cocom la convention ci-jointe en vue de la prise de contact des citoyens par l'administration communale afin de favoriser leurs réservations pour la vaccination et de la campagne de vaccination en général.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Civiele bescherming - Verwerkingsopdracht toevertrouwd aan de Gemeente Vorst door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in het kader van de contacten die deze legt voor de vaccinatieafspraken met de Vorstenaren - Overeenkomst met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de huidige gezondheidscrisis in verband met COVID-19;

Gelet op de vaccinatiecampagne in fasen;

Overwegende dat de vaccinatie van de bevolking moet worden aangemoedigd en gefaciliteerd, en dat het gemeentebestuur, als verwerker van de GGC, derhalve contact opneemt met de burgers om hen te helpen een afspraak te maken voor hun vaccinatie;

Overwegende dat deze contactname met de burgers door het gemeentebestuur en de terbeschikkingstelling van de gegevens van de burgers door de GGC aan het gemeentebestuur moeten geschieden met inachtneming van de wetgeving betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Overwegende dat het daartoe aangewezen is de als bijlage bijgevoegde overeenkomst met de GGC af te sluiten;

BESLIST:

Enig artikel – met de GGC de bijgevoegde overeenkomst af te sluiten met het oog op de contactname met de burgers door het gemeentebestuur teneinde hun reservatie voor de vaccinatie en de vaccinatiecampagne in het algemeen te bevorderen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 29 **Marchés publics - 2021-S-003 - Entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB (2021-2023) – Révision de l'estimation. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil Communal du 16 mars 2021 relative à l'approbation des conditions, du mode de passation, de l'estimation du marché « 2021-S-003 - Entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB (2021-2023) » ;

Considérant que l'estimation initiale de ce marché s'élève à :

-Lot 1 (Divers bâtiments communaux) est estimé à € 96.666,67 hors TVA par an, soit un montant total de € 290.000,00 hors TVA ou € 340.025,00, TVA comprise (6% ou 21% selon les postes) pour les 2 années et 7 mois du marché ;

-Lot 2 (Bâtiments Logements) est estimé à € 20.000,00 hors TVA par an, soit un montant total de € 60.000,00 hors TVA ou € 72.600,00, 21% TVA comprise pour les les 2 années et 7 mois ;

-Le montant global estimé de ce marché s'élève à € 350.000,00 hors TVA ou € 412.625,00 (6% ou 21% selon les postes) ;

Considérant que deux offres ont été reçues en date du 20 avril 2021 pour le lot 1 et une offre pour le lot 2 ;

Considérant que suite aux difficultés rencontrées lors de l'estimation initiale du marché liées aux problèmes d'exécution des marchés similaires lors des années précédentes, il convient de réajuster l'estimation du marché ;

Considérant la complexification des prestations attendues et nouvelles tâches demandées, telles que les diagnostics des installations supérieures à 100 kW et gestion et contrôles des régulations avec campagnes de mesures ;

Considérant que pour pouvoir attribuer le lot 1 du marché, il y a lieu de revoir la décision du Conseil Communal du 16 mars 2021 quant au montant de l'estimation et de le porter à :

- un montant total de € 364.074,00 hors TVA ou € 422.700,00, TVA comprise pour le lot 1 (à la hausse) ;
- un montant total de € 53.922,00 hors TVA ou € 57.200,00 TVA comprise pour le lot 2 (à la baisse) ;
- un montant global estimé de € 417.996,00 hors TVA ou € 479.900,00 (6% ou 21% selon les postes) pour les lots 1 et 2 ;

Considérant que vu la diversité et la complexité des prestations prévues avec l'entreprise mais également ses sous-traitants (nettoyage des gaines...), la planification de celles-ci prend un certain temps; compte tenu que certaines prestations sont urgentes (remplacement de filtres et nettoyages des gaines), certains filtres doivent être remplacés plusieurs fois par an et certains ne l'ont plus été depuis longtemps (voir litige en cours avec Arlex); compte tenu que la plupart des installations ne font l'objet d'aucune prestation (entretiens, nettoyages des gaines, remplacements de filtres, régulations, contrôles périodiques PEB) depuis bientôt au moins un an (voir litige en cours avec l'entreprise Arlex), parfois bien plus pour certains sites; compte tenu que le manque d'entretien des installations a un impact non négligeable tant au niveau du confort des usagers des différents sites, l'hygiène de ceux-ci (filtres, nettoyage des gaines de ventilation) mais aussi au niveau des performances énergétiques des installations (réglage des brûleurs, des taux de combustion, réglages des régulations...) ; il est urgent de pouvoir travailler au plus tôt avec l'entreprise afin de mettre en place les prestations prévues dès que possible ;

Considérant que les crédits manquants pour la prise en charge des dépenses pour l'année 2021 seront demandés lors des prochaines modifications budgétaires ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses seront inscrits aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2021, 2022, 2023 ;

DECIDE:

Art 1 : De revoir la décision du Conseil Communal du 16 mars 2021 quant au montant de l'estimation du marché et de le porter à :

- un montant total de € 364.074,00 hors TVA ou € 422.700,00, TVA comprise pour le lot 1 (à la hausse) ;
- un montant total de € 53.922,00 hors TVA ou € 57.200,00, TVA comprise pour le lot 2 (à la baisse) ;
- un montant global estimé de € 417.996,00 hors TVA ou € 479.900,00 (6% ou 21% selon les postes) pour les lots 1 et 2 ;

Art 2 : De financer cette dépense par les crédits qui sont/seront inscrits aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2021, 2022, 2023 ;

Art 3: De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Overheidsopdrachten - 2021-S-003 - Onderhoud en depannage van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltaïsche installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de herstelling en vervanging van wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming (2021-2023) – Herziening van de raming. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 maart 2021 met betrekking tot de goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de raming van opdracht “2021-S-003 - Onderhoud en depannage van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltaïsche installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de herstelling en vervanging van wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming (2021-2023)”;

Overwegende de oorspronkelijke raming van deze opdracht:

-Perceel 1 (verschillende gemeentegebouwen) wordt geraamd op € 96.666,67 excl. btw per jaar, hetzij een totaalbedrag van € 290.000,00 excl. btw of € 340.025,00, incl. btw (6% of 21% volgens de posten) voor de 2 jaar en 7 maanden van de opdracht;

-Perceel 2 (woongebouwen) wordt geraamd op € 20.000,00 excl. btw per jaar, hetzij een totaalbedrag van € 60.000,00 excl. btw of € 72.600,00, 21% btw inbegrepen voor de 2 jaar en 7 maanden;

-De globale raming van deze opdracht bedraagt € 350.000,00 excl. btw of € 412.625,00 (6% of 21% volgens de posten);

Overwegende dat er twee offertes werden ontvangen op 20 april 2021 voor perceel 1 en één offerte voor perceel 2;

Overwegende dat, naar aanleiding van de moeilijkheden bij de oorspronkelijke raming van de opdracht in verband met uitvoeringsproblemen van gelijkaardige opdrachten tijdens de voorgaande jaren, de raming van de opdracht moet worden aangepast;

Overwegende de toenemende complexiteit van de verwachte prestaties en nieuwe taken, zoals de diagnose van de installaties van meer dan 100 kW en beheer en controles van de regelgeving met meetcampagnes;

Overwegende dat, om perceel 1 van de opdracht te kunnen gunnen, de beslissing van de Gemeenteraad van 16 maart 2021 aangaande het bedrag van de raming moet worden herzien, en het moet worden gebracht op:

- een totaalbedrag van € 364.074,00 excl. btw of € 422.700,00, incl. btw voor perceel 1 (naar boven);
- een totaalbedrag van € 53.922,00 excl. btw of € 57.200,00 incl. btw voor perceel 2 (naar beneden);
- een globale raming van € 417.996,00 excl. btw of € 479.900,00 (6% of 21% volgens de posten) voor de percelen 1 en 2;

Overwegende de diversiteit en de complexiteit van de met de firma, maar ook van de met haar onderaannemers beoogde prestaties (schoonmaak van de kokers, ...), waarvan de planning enige tijd vergt; aangezien bepaalde prestaties dringend zijn (vervanging van filters en schoonmaak van de kokers), bepaalde filters verschillende keren per jaar moeten worden vervangen en sommige al lang niet meer vervangen zijn (zie lopend geschil met Arlex); aangezien de meeste installaties al minstens een jaar niet meer het voorwerp uitmaken van prestaties (onderhoudsbeurten, schoonmaak van de kokers, vervanging van filters, bediening, periodieke EPB-controles, ...) (zie lopend geschil met de firma Arlex) en soms nog veel langer voor bepaalde sites; aangezien het gebrek aan onderhoud van de installaties een aanzienlijke impact heeft voor zowel het comfort van de gebruikers van de verschillende sites, de hygiëne ervan (filters, schoonmaak van de ventilatiekokers), maar ook voor de energieprestaties van de installaties (afstelling van de branders, de brandsnelheid, afstelling van de bediening); er moet dringend zo snel mogelijk met de firma kunnen worden samengewerkt om zodra dit mogelijk is in de beoogde prestaties te voorzien;

Overwegende dat de ontbrekende kredieten voor de uitgaven voor het jaar 2021 zullen worden gevraagd bij de volgende begrotingswijzigingen;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven zullen worden ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2021, 2022, 2023;

BESLIST:

Art 1: De beslissing van de Gemeenteraad van 16 maart 2021 aangaande het bedrag van de raming van de opdracht te herzien en het te brengen op:

- een totaalbedrag van € 364.074,00 excl. btw of € 422.700,00, incl. btw voor perceel 1 (naar boven);
- een totaalbedrag van € 53.922,00 excl. btw of € 57.200,00 incl. btw voor perceel 2 (naar beneden);
- een globale raming van € 417.996,00 excl. btw of € 479.900,00 (6% of 21% volgens de posten) voor de percelen 1 en 2;

Art 2: Deze uitgave te financieren met de kredieten die zijn/zullen worden ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2021, 2022, 2023;

Art 3: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

30 **Motion contre la fermeture des services bancaires sur le territoire communal (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal)- report du 20/04/2021**

Depuis plusieurs années, la digitalisation des services bancaires fait couler beaucoup d'encre : si celle-ci apporte de nombreux avantages tant pour les banques que pour certains utilisateurs, elle apporte aussi son lot de contraintes et de désagréments pour d'autres clients.

La pandémie et ses restrictions ont entraîné l'accélération de cette digitalisation : en effet, on préconise l'utilisation des paiements électroniques, sans contact si possible, les banques sont fermées ou seulement accessibles sur rendez-vous durant des plages horaires de plus en plus restreintes, les opérations en ligne sont vivement recommandées.

De facto, la digitalisation a également accentué la disparition du cash et une utilisation très amoindrie, on observe cette diminution depuis 2014 avec une tendance plus forte en 2020 due à la crise sanitaire.

Cependant, selon une étude de la BCE, en 2019, la part du cash représente encore 58% du nombre total de paiements effectués en Belgique ; entre 2016 et 2019, la part du cash n'a baissé que de 5%.

Cela s'explique certes par les modes de consommation beaucoup plus électroniques pour certains produits et donc avec des paiements en ligne, par une utilisation renforcée des cartes de banques pour des raisons sanitaires évidentes et également par l'arrêt complet des secteurs culturels, sportifs et associatifs dans lesquels on utilise principalement du cash.

Il est à espérer que ces secteurs puissent rapidement reprendre vie, entraînant à nouveau l'utilisation du cash et donc on peut imaginer que les chiffres de 2020 relatifs à l'utilisation d'argent liquide soient en quelque sorte fictifs et seront bien différents lors d'un futur retour à une vie normale.

Nous voici face à un service bancaire très discriminant : il y a ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, il y a ceux qui ont les moyens et d'autres non, la fracture numérique est sans conteste une véritable forme d'exclusion de la société d'un public plus fragile. Selon une étude de la Fondation Roi Baudouin parue en août 2020, 40 % de la population belge a de faibles connaissances numériques, un chiffre qui monte à 75 % chez les personnes à faible revenu, avec un niveau de diplôme peu élevé, et chez les personnes plus âgées,

Les raisons de cette exclusion sont multiples : de moins en moins d'alternatives, des alternatives de plus en plus coûteuses et restreintes, la perte d'autonomie d'un grand nombre de personnes entraînant parfois un problème de sécurité, un manque de connaissances de l'utilisation des outils numériques... Alors que la mutation de nos services bancaires s'accélère, force est de constater que l'ensemble de la population n'est pas prêt à ces changements brutaux.

Batopin et Jofico sont deux projets menés par des associations de grandes banques visant à créer des réseaux communs de distributeurs de billets. C'est évidemment crucial d'un point de vue disponibilité d'argent liquide, mais ces initiatives restent très floues à l'heure actuelle : on nous annonce l'apparition des premiers distributeurs pour 2022, mais les banques continuent de supprimer leurs services et leurs agences avant même que les solutions de remplacement soient opérationnelles.

Le Conseil communal de Forest :

Considérant,

- a. L'accélération de la digitalisation des services bancaires ;
- b. L'augmentation des suppressions de distributeurs de billets et d'automates dans la commune de Forest, avec encore 2 agences avec distributeurs qui vont fermer d'ici début juillet ;
- c. Que la localisation des distributeurs a un impact sur la vitalité économique de nos quartiers et sur les commerces de proximité ;
- d. L'importante partie de la population qui est en décrochage face à la digitalisation ;

- e. Le nombre important de fermetures d'agences bancaires et l'accessibilité aux guichets de plus en plus restreinte ;
- f. Les projets Batopin et Jofico en cours ;
- g. L'insécurité et la perte d'autonomie d'une grande fraction de la population ;
- h. L'importance du maintien des services de proximité de qualité compte tenu notamment des enjeux climatiques ;
- i. Le devoir d'assurer à chacun de vivre dans la dignité et dans le respect de ses fragilités ;

La nécessité d'établir un cadre visant à maintenir l'accès physique des services bancaires de base à proximité des domiciles de la population ainsi qu'à renforcer le rôle subsidiaire de BPost en la matière

Demande au Collège des Bourgmestres et Echevins :

1. De s'adresser au Gouvernement fédéral pour lui demander de négocier avec les banques :
 - afin de maintenir, jusqu'à la mise en place des projets Batopin et Jofico, une accessibilité minimum et suffisante aux distributeurs de billets et aux automates permettant les opérations bancaires, et instaurer par conséquent d'ici là un moratoire évitant la suppression de distributeurs isolés de billets et maintenant ainsi à tout le moins un distributeur/automate sur les sites existants ;
 - pour permettre, dans le cadre des projets Batopin et Jofico, que, d'une part, une partie des nouvelles machines soient à la fois des distributeurs de billets et qu'elles permettent d'effectuer des opérations bancaires (virement, extraits,...) et d'autre part qu'un nombre suffisant d'appareils en fonction des besoins réels des citoyens soit garanti ;
2. De demander également au Gouvernement fédéral de poursuivre le débat démocratique déjà initié et portant sur l'avenir des services bancaires avec les différentes entités, les associations d'utilisateurs et les banques.
3. D'envoyer une copie de cette motion à Febelfin et aux banques partenaires du projet Batopin et Jofico.
4. De transmettre à la Conférence des Bourgmestres le contenu de cette motion et de revenir auprès du Conseil communal pour l'informer des suites données à ce dossier par la Conférence.
5. De transmettre la présente décision au Gouvernement bruxellois et de l'inviter à entreprendre toutes démarches pour préserver un service bancaire de proximité et accessible à toutes et tous.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Motie tegen de sluiting van de banken op het grondgebied van de gemeente (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid)- uitstel van 20/04/2021

Sinds enkele jaren is de digitalisering van bankdiensten voer voor discussie: hoewel dit zowel voor banken als voor bepaalde gebruikers veel voordelen met zich meebrengt, brengt het ook heel wat beperkingen en ongemakken voor andere klanten teweeg.

De pandemie en de daaruit volgende maatregelen versnellen de digitalisering: het gebruik van elektronische betalingen wordt immers aanbevolen, zo mogelijk contactloos, banken zijn gesloten of enkel toegankelijk op afspraak, volgens steeds beperktere uurroosters, online verrichtingen worden sterk

aanbevolen.

De digitalisering accentueert ook de verdwijning van cash geld en een sterk verminderd gebruik ervan; we stellen deze daling vast sinds 2014 en nog sterker in 2020 als gevolg van de coronacrisis.

Volgens een studie van de ECB vertegenwoordigt het aandeel van contant geld in 2019 echter nog steeds 58% van het totale aantal betalingen in België; tussen 2016 en 2019 is het aandeel van contant geld slechts met 5% gedaald.

Dit kan zeker worden verklaard door het meer elektronische consumptiepatroon voor bepaalde producten en dus met online betalingen, door een toenemend gebruik van bankkaarten om voor de hand liggende gezondheidsredenen en ook de volledige stopzetting van de culturele, sport- en verenigingssectoren, waarin hoofdzakelijk cash geld wordt gebruikt.

Het is te hopen dat deze sectoren snel weer tot leven komen, waardoor het gebruik van contant geld weer zal toenemen, en we kunnen ons dan ook voorstellen dat de cijfers voor 2020 met betrekking tot het gebruik van contant geld enigszins fictief zullen zijn en er heel anders zullen uitzien wanneer het leven weer normaal wordt.

We krijgen te maken met een zeer discriminerende bankdienst: er zijn er die kunnen en er zijn er die niet kunnen, er zijn er die de middelen hebben en er zijn er die ze niet hebben; de digitale kloof is ontegensprekelijk een reële vorm van uitsluiting uit de samenleving voor een kwetsbaar publiek. Volgens een studie van de Koning Boudewijnstichting, gepubliceerd in augustus 2020, heeft 40% van de Belgische bevolking slechte digitale vaardigheden, een cijfer dat oploopt tot 75% bij mensen met een laag inkomen, met een lage opleiding en bij ouderen.

Er zijn tal van redenen voor die uitsluiting: steeds minder alternatieven, steeds duurdere en beperktere alternatieven, het verlies van autonomie van een groot aantal mensen, wat soms leidt tot veiligheidsproblemen, een gebrek aan kennis over het gebruik van digitale instrumenten ... Terwijl de transformatie van onze bankdiensten versnelt, zien we dat niet iedereen klaar is voor deze brutale veranderingen.

Batopin en Jofico zijn twee projecten van verenigingen van grote banken, om gemeenschappelijke netwerken van geldautomaten tot stand te brengen. Dat is uiteraard van cruciaal belang vanuit het oogpunt van de beschikbaarheid van contant geld, maar deze initiatieven blijven momenteel erg vaag: er wordt gezegd dat de eerste geldautomaten in 2022 zullen verschijnen, maar de banken blijven hun diensten en agentschappen afbouwen nog voor de alternatieven operationeel zijn.

De Gemeenteraad van Vorst:

Overwegende

- a. De versnelling van de digitalisering van bankdiensten;
- b. De toename van het aantal geldautomaten en automaten voor bankverrichtingen dat in Vorst wordt gesloten, waarbij begin juli nog eens twee agentschappen met geldautomaat zullen sluiten;
- c. Dat de lokalisering van de bankautomaten een impact heeft op de economische leefbaarheid van onze wijken en buurthandels;
- d. Het grote deel van de bevolking dat geen aansluiting vindt bij de digitalisering;
- e. Het grote aantal sluitingen van bankkantoren en de steeds beperktere toegang tot loketten;
- f. De projecten Batopin en Jofico in uitvoering;
- g. De onzekerheid en het verlies van autonomie van een groot deel van de bevolking;
- h. Het belang van de instandhouding van degelijke lokale dienstverlening, met name rekening houdend met de klimaatuitdagingen;
- i. De plicht om ervoor te zorgen dat iedereen een waardig leven kan leiden, met inachtneming van ieders zwakheden;

De noodzaak om een kader op te zetten om de fysieke toegang tot basisbankdiensten dicht bij de woonplaats van de bevolking te handhaven en om de subsidiaire rol van bPost in dit verband te versterken;

Vraagt het College van Burgemeester en Schepenen:

1. De federale regering te verzoeken met de banken te onderhandelen:
 - • om, in afwachting van de uitvoering van de projecten Batopin en Jofico, een minimale en voldoende toegankelijkheid te handhaven van geldautomaten en automaten voor bankverrichtingen, en bijgevolg tot die tijd een moratorium in te stellen om de afschaffing van aparte geldautomaten te voorkomen en zo op zijn minst een geldautomaat/automaat voor bankverrichtingen op de bestaande sites te behouden;
 - • om er, in het kader van de projecten Batopin en Jofico, voor te zorgen dat enerzijds een deel van de nieuwe automaten zowel gelddistributeurs zijn als bankverrichtingen mogelijk maken (overschrijvingen, uittreksels, ...) en anderzijds dat een toereikend aantal automaten wordt gegarandeerd in overeenstemming met de reële behoeften van de burgers;
2. De federale regering ook te verzoeken het reeds aangevatte democratische debat over de toekomst van de bankdiensten met de verschillende overheden, gebruikersverenigingen en banken voort te zetten.
3. Een kopie van deze motie te zenden naar Febelfin en de partnerbanken van het project Batopin en Jofico.
4. De inhoud van deze motie over te maken aan de Conferentie van Burgemeesters en terug te koppelen naar de Gemeenteraad om deze in kennis te stellen van het gevolg dat de Conferentie aan dit dossier heeft gegeven;
5. Deze beslissing over te maken aan de Brusselse regering en die te verzoeken alles in het werk te stellen om voor iedereen toegankelijke lokale bankdiensten in stand te houden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Mme Koplowitz.

Nous sommes contents que le sujet ait été mis sur le tapis. Nous constatons depuis une dizaine d'années que la digitalisation des banques se fait au détriment des usagers et des travailleurs également. Madame la Bourgmestre pourrait-elle donner plus d'informations sur le coût que cela représente pour les communes?

Intervention de Mr Loewenstein.

Comme rappelé le mois dernier, il est bien évidemment important de veiller à ce que personne ne soit laissé sur le bord de la route, que l'on tienne compte de la fracture numérique qui touche certaines personnes âgées mais pas que des personnes âgées, que l'on maintienne un service de proximité et que les services bancaires puissent continuer à être assurés pour l'ensemble des usagers, que ce soit de manière physique en agence, via des automates et distributeurs en suffisance ou via son ordinateur, sa tablette ou son smartphone.

On aborde ici 2 questions différentes qui peuvent être liées mais pas forcément :

- **la présence de distributeurs de billets et donc l'accessibilité au cash**
- **la réduction du nombre d'agences bancaires et des automates et donc des possibilités pour certains publics qui n'utilisent pas les applications bancaires de pouvoirs effectuer leurs opérations bancaires en toute facilité.**

Il est important aussi de rappeler que les projets BATOPIN et JOFICO prévoient le redéploiement, pas la suppression, de distributeurs de billets en dehors des agences bancaires elles-mêmes. Ils pourraient notamment se situer dans des commerces ou des bâtiments publics par exemples. Les distributeurs de cash et donc le cash ne sont donc pas amenés à disparaître à cause de ce projet. Les questions qui se posent aujourd'hui sont « quid dans l'intervalle ? » ; « quid de l'accès aux automates permettant notamment d'effectuer des virements autrement que via les applis mobiles ou au guichet ? » ; « est-ce que la dynamique à venir va tenir compte des demandes des associations des consommateurs ? ».

La question qui se pose pour des entreprises privées comme les banques est la marge de manœuvre des pouvoirs publics. On peut demander plein de choses au fédéral mais encore faut-il qu'il ait le pouvoir d'agir.

Je voudrais donc saluer l'ouverture de mon collègue Laurent Hacken par rapport au texte initialement proposé qui nous posait quelques soucis en termes de mise en œuvre au regard des législations en place.

Vu le dispositif amendé et demandant donc que le fédéral négocie avec les banques pour atteindre les objectifs souhaités, en résumé, un accès minimum et suffisant aux différents services bancaires, et une consultation des différents acteurs concernés, consultation en cours dans le cadre d'auditions à la Chambre, notre groupe votera favorablement cette motion.

Intervention de Mr Pierre-De Permentier.

On entend en effet la détresse de certaines personnes qui ne savent plus retirer de liquide pour faire leurs achats à Forest. C'est une question sociétale de fracture numérique. C'est pour nous très important de pouvoir soutenir une alternative au niveau communal. Nous comptons sur la Bourgmestre pour faire le relais au niveau de la conférence des bourgmestres et souhaiterions avoir un retour sur ce qui pour nous est réellement une priorité, à la fois pour les Forestois mais aussi pour le commerce forestois que nous avons à cœur de redorer.

Intervention de Mme Plovie.

Remerciements pour Laurent Hacken et le travail collectif qui a été effectué pour aboutir à un texte de qualité. Il faut éviter une société à deux vitesses, au quotidien de nombreux citoyens vivent des problèmes à causes de l'inégalité numérique. Cette motion vise aussi à soutenir les commerces de proximité, c'est important de consommer localement.

Je voudrais souligner deux points :

1. les débats et auditions en cours au Fédéral où il sera important d'y associer les usagers.
2. suivre les réflexions de la conférence des bourgmestres. Je demande à la Bourgmestre de bien nous tenir au courant de ces réflexions pour reprendre le débat ici.

J'en profite pour souligner l'importance au niveau démocratique de la dématérialisation de l'argent.

Intervention de Mme El Hamidine.

Je vous remercie pour cette motion qui attire l'attention sur le soutien au commerce, sur les plus vulnérables, sur le creusement des inégalités. Au niveau de la conférence des bourgmestres, je suis intervenue au même titre que d'autres. Le débat est ouvert au niveau de la conférence. Je reviendrai vers vous à chaque avancée des discussions.

Tussenkomst van mevrouw Koplówicz

Wij zijn blij dat het onderwerp op de agenda staat. De afgelopen tien jaar hebben we gezien dat de

digitalisering van banken ten koste gaat van zowel gebruikers als werknemers. Kan de burgemeester meer informatie geven over de kosten die dit voor de gemeenten met zich meebrengt?

Tussenkomst van de heer Loewenstein

Zoals we vorige maand in herinnering werden gebracht, is het uiteraard belangrijk ervoor te zorgen dat niemand aan de kant blijft staan, dat we rekening houden met de digitale kloof die sommige ouderen, maar niet alleen ouderen treft, dat we de lokale dienstverlening in stand houden en dat bankdiensten kunnen blijven worden verleend aan alle gebruikers, of zij zich nu fysiek in een kantoor bevinden, via voldoende automaten of via hun pc, tablet of smartphone.

We hebben hier te maken met twee verschillende kwesties die met elkaar verband kunnen houden, maar dat niet noodzakelijk zijn:

- **de aanwezigheid van geldautomaten en dus de toegankelijkheid van contant geld**
- **de vermindering van het aantal bankfilialen en geldautomaten, en derhalve de mogelijkheid voor sommige mensen die geen gebruik maken van bankapplicaties om hun bankverrichtingen vlot uit te voeren.**

Ook mag niet uit het oog worden verloren dat de BATOPIN- en JOFICO-projecten voorzien in de herschikking - niet de afschaffing - van geldautomaten buiten de bankkantoren zelf. Zij kunnen zich bijvoorbeeld in winkels of openbare gebouwen bevinden. Geldautomaten - en dus contant geld - zullen niet verdwijnen als gevolg van dit project.

De vragen die vandaag rijzen zijn “wat in de tussentijd?; “Hoe zit het met de toegang tot geldautomaten waarmee overschrijvingen kunnen worden gedaan anders dan via mobiele apps of aan het loket?”; “Zal er in de toekomst rekening worden gehouden met de eisen van de consumentenverenigingen?”.

De vraag die zowel voor privébedrijven als banken rijst, is de manoeuvreerruimte van de overheid. Wij kunnen veel van de federale overheid vragen, maar zij moet wel de macht hebben om iets te ondernemen.

Ik ben dan ook verheugd over de openheid van mijn collega Laurent Hacken ten aanzien van de oorspronkelijk voorgestelde tekst, die enige zorgen baarde wat betreft de uitvoering ten opzichte van de bestaande wetgeving.

Gezien de gewijzigde tekst en het verzoek aan de federale regering om met de banken te onderhandelen om de gewenste doelstellingen te bereiken, kortom een minimale en voldoende toegang tot de verschillende bankdiensten, en de raadpleging van de verschillende belanghebbenden (een raadpleging die aan de gang is in het kader van hoorzittingen in de Kamer), zal onze fractie deze motie goedkeuren.

Tussenkomst van de heer Pierre-De Permentier

Wij horen inderdaad dat mensen geen geld meer kunnen afhalen om in Vorst hun boodschappen te doen. Dit is een maatschappelijk probleem van digitale kloof. Het is voor ons van groot belang om op gemeentelijk niveau een alternatief te kunnen steunen. Wij rekenen erop dat de burgemeester het op de Conferentie van Burgemeesters zal aanklaarten en zouden graag feedback krijgen over wat wij als een echte prioriteit beschouwen, zowel voor de Vorstenaren als voor de lokale handel, die wij graag willen bevorderen.

Tussenkomst van mevrouw Plovie

Dank aan Laurent Hacken en het vele werk dat is verricht om een degelijke tekst te produceren. We

moeten een maatschappij met twee snelheden vermijden, aangezien veel burgers dagelijks problemen ondervinden als gevolg van digitale ongelijkheid. Deze motie is ook bedoeld om de lokale handel te steunen, want dat is belangrijk.

Ik wil twee punten benadrukken:

1. de lopende debatten en hoorzittingen op federaal niveau waarbij de gebruikers betrokken moeten worden.
2. de debatten van de Conferentie van Burgemeesters volgen. Ik zou de waarnemende burgemeester willen vragen ons op de hoogte te houden van deze denkoefeningen, zodat het debat hier kan worden voortgezet.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om het belang te onderstrepen van de dematerialisatie van het geld op democratisch niveau.

Tussenkomst van mevrouw El Hamidine

Ik dank u voor deze motie, die de aandacht vestigt op de steun aan de handel, de meest kwetsbaren en groeiende ongelijkheden. Ik heb het mee besproken op het niveau van de Conferentie van Burgemeesters. Het debat loopt in de Conferentie. Ik koppel naar u terug naarmate de besprekingen vorderen.

7 annexes / 7 bijlagen

31 **Motion de soutien au peuple palestinien visant à mettre en place des sanctions contre l'Etat d'Israël tant que celui-ci ne respecte pas le droit international (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

Vu la résolution 242 du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 qui condamne l'acquisition de territoire par la guerre, qui demande le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés et qui affirme l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région ;

Vu la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU du 23 décembre 2016 qui :

- réaffirme que la création par Israël de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, n'a aucun fondement en droit et constitue une violation flagrante du droit international et est un obstacle majeur à la réalisation de la solution des deux États et à l'instauration d'une paix globale, juste et durable ;
- exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et respecte pleinement toutes les obligations juridiques qui lui incombent à cet égard ;
- qui souligne qu'aucune modification aux frontières du 4 juin 1967 ne sera reconnue, y compris en ce qui concerne Jérusalem, autres que celles convenues par les parties par la voie de négociations ;
- condamne toutes les mesures visant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut du Territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, notamment la construction et l'expansion de colonies de peuplement, le transfert de colons israéliens, la confiscation de terres, la destruction de maisons et le déplacement de civils palestiniens, en violation du droit international humanitaire et des résolutions pertinentes ;

- Considérant que des dizaines de résolutions de l'ONU continuent d'être violées par l'Etat d'Israël depuis de nombreuses années ;
- Considérant que les Accords d'Oslo de 1993, qui devaient mener à une autonomie progressive des Territoires occupés, ne sont pas respectés par Israël ;
- Considérant que ce sont plus de 750 000 Palestiniens qui se sont retrouvés chassés de chez eux au moment de la création de l'Etat d'Israël et que ceux-ci ou les descendants de ceux-ci ne bénéficient toujours pas du droit au retour, se retrouvant dans de nombreux cas apatrides ;
- Considérant qu'aujourd'hui, quelque 650 000 colons sont installés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, illégalement ;
- Considérant que les Palestiniens vivant sous occupation israélienne ou à l'intérieur des frontières légales israéliennes sont de véritables "citoyens de seconde zone" car ils ne bénéficient pas des mêmes droits que les colons et les israéliens juifs ;
- Considérant qu'en 2018, Israël s'est doté d'une "loi fondamentale" se définissant comme le "foyer du peuple juif" ;
- Considérant que John Dugard - professeur de droit international sudafricain, membre de la Commission de la vérité et de la réconciliation à la fin du régime d'Apartheid en Afrique du Sud et rapporteur spécial pour les droits de l'homme en Cisjordanie et dans la bande de Gaza - a déclaré en 2007 que de nombreuses lois et pratiques israéliennes violent la Convention de 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et en 2015, qu'Israël pourrait être jugé devant la Cour International de Justice pour crime d'apartheid ;
- Considérant qu'il convient en effet de désigner Israël comme un Etat d'Apartheid, conformément à ce que demande le directeur de l'ONG israélienne B'Tselem qui déclarait récemment ceci : "La promotion systématique de la suprématie d'un groupe de gens par rapport à un autre est profondément immoral et doit cesser. Nous appelons cela de l'apartheid." ;
- Considérant le plan directeur pour Jérusalem du Gouvernement israélien dont l'objectif est de réduire au maximum le nombre de Palestiniens habitant dans la ville ;
- Considérant l'appel du rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé à faire annuler l'ordre d'expulsion d'Israël contre 16 familles palestiniennes dans le quartier de Cheikh Jarrah à Jérusalem-Est ;
- Considérant que l'Etat israélien réprime violemment les manifestations pacifiques, qu'il s'agisse des marches du retour en 2018 et 2019 où des snipers israéliens ont fait des dizaines de victimes, ou des derniers événements à Jérusalem où la police israélienne est entrée dans la mosquée Al-Aqsa ;
- Considérant que dans la bande de Gaza, deux millions de Palestiniens vivent, entassés, enfermés et sous embargo depuis 2006 ;
- Considérant les bombardements contre la bande de Gaza en 2008, 2012 et 2014 faisant plus de 3 000 victimes palestiniennes et détruisant les infrastructures de base provoquant une catastrophe humanitaire ;
- Considérant que ces faits ont amené la Cour pénale internationale (CPI) en mars 2021 à ouvrir une enquête sur des crimes de guerre présumés dans les Territoires palestiniens ;
- Considérant que les opérations de l'armée israélienne détruisent également des infrastructures et des projets soutenus et financés par d'autres Etats, dont la Belgique ;
- Considérant l'appel de centaines d'organisations de la société civile, palestinienne, israéliennes et dans le reste du monde à soutenir la campagne pacifique BDS (Boycott, désinvestissement, sanction) ;
- Considérant que d'autres villes, comme Barcelone, ont proclamé la légitimité du mouvement BDS et on décidé d'appliquer des clauses de marchés publics permettant d'exclure les entreprises qui

tirent profit de cette politique de colonisation et de violation du droit international ;

- Considérant que l'Etat belge n'a toujours pas reconnu l'Etat de Palestine, n'applique aucune sanction contre Israël et poursuit sa politique de partenariat commercial et culturel avec cet Etat ;
- Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a organisé ces dernières années diverses missions économiques officielles en Israël, qu'elle n'a pas décidé officiellement de ne plus en organiser et qu'elle maintient sa représentation commerciale à Tel-Aviv ;
- Considérant que la colonisation, l'occupation militaire illégale et l'apartheid sont des lignes rouges du droit international qu'Israël continue de franchir depuis des décennies, sans ralentissement ;
- Considérant que toutes les voies diplomatiques ont été utilisées, sans succès, pour faire entrer l'Etat d'Israël dans la légalité, et qu'il convient alors de prendre des sanctions contre cet Etat tant qu'il ne respectera pas le droit international ;

Le conseil communal de Forest décide :

- d'affirmer son soutien au peuple palestinien qui subit l'apartheid, la colonisation et l'occupation militaire de la part de l'Etat d'Israël ;
- d'affirmer son soutien à la campagne BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) ;
- de demander au Collège d'exclure de ses marchés publics toute entreprise qui entretiendrait des liens ou jouerait un rôle avec l'occupation de la Palestine ;

de demander au gouvernement bruxellois :

- qu'il s'engage publiquement et immédiatement à mettre fin à toute mission économique future en Israël et à fermer sa représentation commerciale à Tel-Aviv, tant qu'Israël ne respectera pas le droit international ;

de demander au gouvernement fédéral :

- de mettre en place immédiatement des sanctions économiques à l'encontre de l'Etat d'Israël, et de programmer l'arrêt progressif et effectif du reste des échanges commerciaux avec Israël, tant que celui-ci ne respectera pas le droit international ;
- de reconnaître l'Etat de Palestine ;
- de transmettre la présente motion aux parlements et gouvernement fédéraux et de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'ambassade d'Israël et à la représentation de Palestine à Bruxelles.

Le point est rejeté.

35 votants : 3 votes positifs, 32 votes négatifs.

Non : Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Marc-Jean Ghysseels, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Séverine De Laveleye, Fatima Abbach, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils.

Motie ter ondersteuning van het Palestijnse volk met het oog op de invoering van sancties tegen de

staat Israël zolang deze het internationaal recht niet naleeft (op vraag van mevrouw Koplowitz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Het punt wordt verworpen.

35 stemmers : 3 positieve stemmen, 32 negatieve stemmen.

Nee : Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Séverine De Laveleye, Fatima Abbach, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils.

2 annexes / 2 bijlagen

32 Motion demandant un cessez-le-feu immédiat entre belligérants ainsi que l'arrêt des expulsions et de l'annexion des territoires palestiniens dans le chef de l'Etat d'Israël (à la demande de Madame El Yousfi, conseillère communale) (Complémentaire)

L'actualité des derniers jours en Palestine et Israël est particulièrement inquiétante. Le plan d'expulsion forcée de plusieurs familles du quartier palestinien de Sheikh Jarrah de Jérusalem-Est est l'évènement déclencheur d'une escalade devenue incontrôlable. Depuis quelques semaines, plusieurs familles de ce quartier de Jérusalem-Est attendaient une décision de justice prévue le 10 mai devant confirmer ou non leur expulsion en faveur de colons israéliens. Rappelons que Jérusalem-Est est connue en droit international comme faisant partie des territoires palestiniens occupés.

Comme chaque année, des défilés de colons nationalistes ont été organisés dans les quartiers palestiniens ces dernières semaines dans le cadre des festivités liées à la conquête de la partie orientale de la ville et son annexion par Israël en 1967. Ces cortèges ont suscité des protestations de résidents palestiniens de Jérusalem qui se sont vues fortement réprimées par la police israélienne qui a été jusqu'à faire évacuer la mosquée d'Al Aqsa, troisième lieu saint de l'Islam, faisant plusieurs centaines de blessés du côté palestinien.

En réponse à la politique d'annexion et d'expulsions ainsi qu'aux violences perpétrées par le gouvernement israélien, les groupes armés islamistes à Gaza (principalement le Hamas et le Djihad islamique) se sont emparés de ce contexte pour recourir eux-mêmes à la violence. Les centaines de roquettes envoyées de manière massive et indiscriminée sur la population civile israélienne ont tué 9 personnes dont un enfant, fait 560 blessés et forcé une partie de la population israélienne (dans un large périmètre atteignant Tel-Aviv) à se protéger dans des abris.

En parallèle, l'armée de l'air israélienne bombarde de façon disproportionnée des zones densément peuplées. Ces bombardements ont coûté la vie à 139 personnes, dont 39 enfants dans la bande de Gaza et ont blessé plus de 900 personnes (chiffres de vendredi 14 mai).

Plus largement, les évènements de Sheikh Jarrah sont le dernier chapitre d'une stratégie de substitution démographique pour permettre à l'État israélien de s'accaparer l'ensemble de la ville de Jérusalem et font écho à la stratégie générale en cours depuis plusieurs décennies de colonisation de l'État Israélien dans les territoires palestiniens.

Cette politique se construit sur la base de domination raciale et de fragmentation du peuple palestinien en de multiples catégories auxquelles sont imposés des régimes juridiques, administratifs, politiques discriminatoires, et est analysée par de plus en plus d'observateurs comme caractéristique d'une politique d'apartheid.

Human Rights Watch dénonce d'ailleurs ces faits de manière non équivoque : « *Les autorités israéliennes*

commettent un crime, assimilable en droit international à un crime contre l'humanité ». L'ONG américaine rejoint ainsi des organisations israéliennes comme B'tselem, Yesh Din et d'autres ONG internationales dans cette qualification claire.

Des voix s'élèvent partout dans le monde, y compris en Israël et Palestine, pour exhorter Israël à respecter le droit international et faire cesser les violences.

Motion :

- A. *Considérant la détérioration dramatique de la situation à Jérusalem-Est, comme partout en Palestine occupée.*

- B. Considérant que depuis la Nakba, la catastrophe en arabe, ce sont plus de 750 000 Palestiniens qui se sont retrouvés chassés de chez eux au moment de la création de l'Etat d'Israël et que ce processus continue, notamment à travers les expulsions forcées dans les territoires occupés.

- C. Considérant qu'en 1967, suite à la guerre des Six Jours, Jérusalem-Est est envahie, occupée et annexée illégalement par Israël, en violation du droit international .

- D. Vu la loi israélienne sur les questions juridiques et administratives, qui permet aux Israéliens – mais pas aux propriétaires palestiniens – de faire valoir leurs droits sur des propriétés qui leur appartiendraient dans la partie orientale de la ville.

- E. Faisant référence au jugement du 8 octobre 2020 du tribunal de première instance de Jérusalem qui impose un ordre d'expulsion à la famille de Al-Kurd et trois autres familles (les familles Skafi, Al-Qasim et Al-Ja'ouni) totalisant 7 foyers d'environ 30 personnes, dont 10 enfants, ordonné en appliquant illégalement le droit interne israélien à Jérusalem-Est, qui constitue pourtant un territoire occupé.

- F. Considérant le communiqué de la représentation de l'UE à Jérusalem (décembre 2020) sur la décision de la justice israélienne de procéder à l'éviction de huit familles palestiniennes dans les quartiers de Sheikh Jarrah et de Silwan.[\[1\]](#)

- G. Considérant l'appel à l'annulation de l'ordre d'expulsion d'Israël contre 16 familles palestiniennes du rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 (janv 2021), Michael Lynk[\[2\]](#).

- H. Considérant le plan directeur pour Jérusalem du Gouvernement israélien dont l'objectif est de réduire au maximum le nombre de Palestiniens habitant dans la ville.

- I. Faisant référence au nouveau projet de loi sur le Grand Jérusalem qui est en discussion à la Knesset et qui menace d'exclure d'autres quartiers palestiniens des limites de la municipalité : les

quartiers de Kufri'Aqab, du camp de réfugié de Shu'fat et d'Anata et d'intégrer les colonies israéliennes de Ma'ale Adumim, Gush Etzion, Efrat, Beitar Illit et Giv'at Ze'ev.

- J. Considérant l'accélération de la colonisation au cœur des anciennes limites municipales de la ville.
- K. Considérant les rapports d'Human Rights Watch[3], Yesh Din[4], B'tselem[5], Al Haq et le Cairo Institute for Human Rights Studies[6] qui qualifient le traitement des Palestiniens par Israël de crime d'apartheid.
- L. Se référant à la 4ème Convention de Genève de 1949 et la responsabilité de la communauté internationale de veiller à ce qu'Israël respecte pleinement ses obligations en vertu du droit international, y compris à Jérusalem-Est.
- M. Considérant les demandes formulées dans la proposition de résolution adoptée en séance plénière de la Chambre le 25 juin 2020 (DOC 55 1292/008) condamnant la politique d'annexion d'Israël sur les territoires occupés en Palestine[7].
- N. Considérant les accords de Gouvernement Vivaldi qui soulignent que : « *Le Gouvernement fera de nouveaux pas dans le sens d'une politique de différenciation bilatérale et multilatérale à l'égard des colonies israéliennes. Il travaillera au niveau multilatéral et de l'UE ou, le cas échéant, avec un groupe significatif d'États partageant les mêmes vues, sur une liste de contre-mesures efficaces et proportionnées en cas d'annexion du territoire palestinien par Israël et sur une possible reconnaissance à temps de l'État palestinien.* ».

Le Conseil communal du 18 mai 2021 demande que :

- Le Gouvernement fédéral et les gouvernements des entités fédérées appellent à un cessez-le-feu immédiat de la part de toutes les parties.
- *La Belgique et l'Union européenne aillent désormais au-delà des postures et des condamnations de principe qui se sont montrées totalement inopérantes.*
- La Belgique mette rapidement en œuvre les accords de gouvernement en établissant une liste de sanctions, y compris économiques, efficaces contre la politique d'annexion en cours des territoires palestiniens et en approfondissant les mesures de différenciation pour exclure les colonies israéliennes des relations bilatérales entre Israël, la Belgique et l'Union européenne.
- La Palestine soit, enfin, reconnue *comme un État à part entière avec Jérusalem-Est comme capitale, par la Belgique.*
- *Que la Belgique soutienne la mise en place d'une enquête internationale pour investiguer sur l'existence d'un système d'apartheid mis en œuvre par les autorités israéliennes conformément à la demande de Humain Rights Watch et de nombreuses organisations israéliennes et palestiniennes.*

Le Conseil communal de 18 mai 2021 demande enfin que cette motion soit envoyée à Monsieur le

Premier Ministre, Madame la Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres-Présidents des entités fédérées, à l'ensemble des présidences de partis représentés au sein des différents parlements belges.

-
- [1] https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/90415/local-eu-statement-imminent-risk- eviction-palestinian-families-east-jerusalem_en
- [2] <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26648&LangID=E>
- [3] <https://www.hrw.org/fr/news/2021/04/27/des-politiques-israeliennes-abusives-constituent-des-crimes-dapartheid-et-de>
- [4] <https://www.yesh-din.org/en/the-occupation-of-the-west-bank-and-the-crime-of-apartheid-legal-opinion/>
- [5] https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202101_this_is_apartheid_fr.pdf
- [6] <https://cihrs.org/factsheet-israels-apartheid-regime-over-the-palestinian-people/?lang=en>
- [7] <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/1292/55K1292008.pdf>

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 22 votes positifs, 9 votes négatifs, 4 abstentions.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Abstentions : Mariam El Hamidine, Stéphanie Koplowitz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Motie die oproept tot een onmiddellijk staakt-het-vuren tussen oorlogvoerende partijen evenals de stopzetting van uitzettingen en de annexatie van Palestijnse gebieden vanwege de staat Israël (op vraag van mevrouw El Yousfi, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Het nieuws van de laatste dagen in Palestina en Israël is bijzonder verontrustend. Het plan om een aantal gezinnen met geweld uit de Palestijnse wijk Sheikh Jarrah in Oost-Jeruzalem te zetten, is de aanleiding voor een uit de hand gelopen escalatie. Verschillende gezinnen uit deze wijk in Oost-Jeruzalem wachten al enkele weken op een rechterlijke beslissing, gepland op 10 mei, die hun uitzetting ten gunste van de Israëlische kolonisten al dan niet moet bevestigen. We herinneren eraan dat Oost-Jeruzalem volgens het internationaal recht bekend staat als een deel van de bezette Palestijnse gebieden.

Zoals elk jaar zijn er de afgelopen weken in Palestijnse wijken nationalistische optochten van kolonisten gehouden, als onderdeel van de festiviteiten in verband met de verovering van het oostelijke deel van de stad en de annexatie daarvan door Israël in 1967. Deze optochten leidden tot protesten van Palestijnse inwoners van Jeruzalem, die krachtig werden onderdrukt door de Israëlische politie, en die zelfs zo ver ging dat de Al-Aqsa-moskee, de op twee na heiligste plaats in de islam, werd ontruimd, waarbij enkele honderden Palestijnen gewond raakten.

Als reactie op het beleid van annexatie en uitzettingen en op het geweld gepleegd door de Israëlische regering hebben de gewapende islamitische groeperingen in Gaza (vooral Hamas en de Islamitische jihad) deze context aangegrepen om zelf geweld te gebruiken. Honderden raketten die massaal en zonder onderscheid op de Israëlische burgerbevolking werden afgevuurd, doodden 9 mensen waaronder een kind, verwonden 560 mensen en dwongen een deel van de Israëlische bevolking (in een wijde omtrek tot in Tel Aviv) zich in schuilkelders te beschermen.

Tegelijkertijd bombardeert de Israëlische luchtmacht op disproportionele wijze dichtbevolkte gebieden. Deze bombardementen hebben in de Gazastrook het leven gekost aan 139 mensen, waaronder 39 kinderen, en meer dan 900 mensen verwond (cijfers van vrijdag 14 mei).

Meer in het algemeen zijn de gebeurtenissen in Sheikh Jarrah het laatste hoofdstuk van een strategie van demografische vervanging die de Israëlische staat in staat moet stellen de hele stad Jeruzalem in te palmen, en weerspiegelen zij de algemene kolonisatiestrategie van de Israëlische staat in de Palestijnse gebieden, die al verschillende decennia aan de gang is.

Dit beleid is gebaseerd op raciale overheersing en fragmentatie van het Palestijnse volk in meerdere

categorieën waaraan discriminerende wettelijke, bestuurlijke en politieke regimes worden opgelegd, en wordt door steeds meer waarnemers gezien als kenmerkend voor een apartheidbeleid.

Human Right Watch stelt deze feiten op ondubbelzinnige wijze aan de kaak: *De Israëlische autoriteiten begaan een misdaad, die volgens het internationaal recht een misdaad tegen de menselijkheid is*. De Amerikaanse ngo sluit zich in deze duidelijke kwalificatie dus aan bij Israëlische organisaties zoals B'tselem, Yesh Din en andere internationale ngo's.

Overall ter wereld gaan er stemmen op, ook in Israël en Palestina, om Israël aan te sporen het internationaal recht na te leven en een einde te maken aan het geweld.

Motie:

- A. *Overwegende de dramatische verslechtering van de situatie in Oost-Jeruzalem, zoals overal in bezet Palestina.*

- B. Overwegende dat sinds de Nakba, de catastrofe in het Arabisch, meer dan 750.000 Palestijnen ten tijde van de oprichting van de staat Israël uit hun huizen zijn verdreven, en dat dit proces voortduurt, met name door gedwongen uitzettingen in de bezette gebieden.

- C. Overwegende dat Oost-Jeruzalem in 1967, na de Zesdaagse Oorlog, aangevallen, bezet en illegaal door Israël geannexeerd is, hetgeen in strijd is met het internationaal recht.

- D. Gelet op de Israëlische wet inzake juridische en administratieve aangelegenheden, die Israëli's - maar geen Palestijnse eigenaars - in staat stelt hun rechten te doen gelden op eigendommen die hun in het oostelijke gedeelte van de stad zouden toebehoren.

- E. Verwijzend naar het vonnis van 8 oktober 2020 van de rechtbank van eerste aanleg van Jeruzalem waarbij een uitzettingsbevel werd opgelegd aan de familie Al-Kurd en drie andere families (de families Skafi, Al-Qasim en Al-Ja'ouni) van in totaal 7 gezinnen, ongeveer 30 personen, waaronder 10 kinderen, bevolen door de onwettige toepassing van de Israëlische nationale wetgeving in Oost-Jeruzalem, dat nochtans bezet gebied is.

- F. Overwegende het communiqué van de EU-vertegenwoordiging in Jeruzalem (december 2020) over het besluit van de Israëlische rechterlijke macht om acht Palestijnse gezinnen in de wijken Sheikh Jarrah en Silwan uit te zetten.[\[1\]](#)

- G. Overwegende de oproep van Michael Lynk, speciaal rapporteur van de Verenigde Naties voor de situatie van de mensenrechten in de sinds 1967 bezette Palestijnse gebieden, om het Israëlische uitzettingsbevel tegen 16 Palestijnse gezinnen in te trekken (januari 2021)[\[2\]](#).

- H. Overwegende het richtplan van de Israëlische regering voor Jeruzalem, met als doel het aantal Palestijnen dat in de stad woont tot een minimum te beperken.

- I. Verwijzend naar het nieuwe wetsontwerp over Groot-Jeruzalem dat momenteel in de Knesset wordt besproken en dat andere Palestijnse wijken van de gemeentegrenzen dreigt uit te sluiten - de wijken Kufr'Aqab, het vluchtelingenkamp van Shu'fat en Anata - en de Israëliische nederzettingen Ma'ale Adumim, Gush Etzion, Efrat, Beitar Illit en Giv'at Ze'ev dreigt te integreren.
- J. Gezien de versnelling van de kolonisatie in het hart van de voormalige gemeentegrenzen van de stad.
- K. Overwegende de rapporten van Human Rights Watch[3], Yesh Din[4] , B'tselem[5], Al Haq en het Cairo Institute for Human Rights Studies[6] die de behandeling van de Palestijnen door Israël kwalificeren als misdaad van apartheid.
- L. Verwijzend naar de Vierde Conventie van Genève van 1949 en de verantwoordelijkheid van de internationale gemeenschap om ervoor te zorgen dat Israël zijn verplichtingen krachtens het internationaal recht volledig nakomt, ook in Oost-Jeruzalem.
- M. Overwegende de verzoeken geformuleerd in het voorstel van resolutie aangenomen tijdens de plenaire vergadering van de Kamer van 25 juni 2020 (DOC 55 1292/008), waarin het annexatiebeleid van Israël ten aanzien van de bezette gebieden in Palestina wordt veroordeeld[7].
- N. Overwegende de Vivaldi-regeerakkoorden die het volgende benadrukken: *“De regering zet verdere stappen inzake een bilateraal en multilateraal differentiatiebeleid ten opzichte van de Israëliische nederzettingen. De regering zal op multilateraal en EU-vlak, of desgevallend met een significante groep gelijkgezinde staten, werken aan een lijst van effectieve en proportionele tegenmaatregelen in geval van een Israëliische annexatie van Palestijns gebied en aan de mogelijke en tijdige erkenning van de Palestijnse staat. “*

De Gemeenteraad van 18 mei 2021 vraagt dat :

- De federale regering en de regeringen van de deelentiteiten oproepen tot een onmiddellijk staakt-het-vuren van alle partijen.
- *België en de Europese Unie nu verder gaan dan principiële houdingen en veroordelingen die totaal ondoeltreffend zijn gebleken.*
- België de regeringsakkoorden snel uitvoert door een lijst op te stellen van doeltreffende sancties, ook economische, tegen het huidige annexatiebeleid van de Palestijnse gebieden en door de differentiatie maatregelen te verdiepen om de Israëliische nederzettingen uit te sluiten van de bilaterale betrekkingen tussen Israël, België en de Europese Unie.
- Palestina eindelijk door België erkend wordt *als een volwaardige staat met Oost-Jeruzalem als hoofdstad.*

- *België de instelling van een internationaal onderzoek naar het bestaan van een door de Israëliëse autoriteiten geïmplementeerd apartheidssysteem steunt, in overeenstemming met het verzoek van Human Rights Watch en talrijke Israëliëse en Palestijnse organisaties.*

Tot slot vraagt de Gemeenteraad van 18 mei 2021 dat deze motie wordt verstuurd naar mijnheer de eerste minister, mevrouw de minister van Buitenlandse zaken, de ministers-presidenten van de deelstaten en naar alle voorzitters van de partijen die in de verschillende Belgische parlementen vertegenwoordigd zijn.

-
- [1] https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/90415/local-eu-statement-imminent-risk-eviction-palestinian-families-east-jerusalem_en
- [2] <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26648&LangID=E>
- [3] <https://www.hrw.org/fr/news/2021/04/27/des-politiques-israeliennes-abusives-constituent-des-crimes-dapartheid-et-de>
- [4] <https://www.yesh-din.org/en/the-occupation-of-the-west-bank-and-the-crime-of-apartheid-legal-opinion/>
- [5] https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202101_this_is_apartheid_fr.pdf
- [6] <https://cihrs.org/factsheet-israels-apartheid-regime-over-the-palestinian-people/?lang=en>
- [7] <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/1292/55K1292008.pdf>

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 22 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Onthoudingen : Mariam El Hamidine, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Intervention de Mr Cédric Pierre, suite aux motions du PTB et du PS concernant la Palestine.

Madame la Présidente, chers collègues,

Aujourd'hui nous sommes appelés par le PTB à débattre d'un conflit international qui dure depuis plusieurs décennies. A l'instar de nombreux Belges, je suis ému par ce qui se passe actuellement au Proche-Orient et j'éprouve de la compassion pour les victimes civiles qu'elles soient palestiniennes ou israéliennes. Aujourd'hui, je déplore toutefois qu'un parti populiste fasse feu de tout bois et tente d'importer le conflit à Forest. Je suis profondément heurté que l'on débattenne d'un conflit étranger qui n'a aucun lien avec l'intérêt communal. Cette motion aurait dû être déclarée comme irrecevable. Je suis d'ailleurs intéressé de connaître le lien que le PTB aurait trouvé entre la crise israélo-palestinienne et notre commune. Cette démarche est d'autant plus minable qu'en tant que mandataires communaux, la plupart d'entre nous ne dispose pas du minimum de connaissances requis pour débattre d'un sujet aussi complexe. Sans même rentrer dans le contexte historique de ce conflit, je suis convaincu que la majorité des membres du conseil sont incapables de situer Israël et la Palestine sur une carte.

Aujourd'hui, le PTB exhorte le Conseil communal de Forest, fort de représenter quelques 60.000 habitants, de prendre position sur un conflit sur lequel il n'a aucune emprise. Je déplore que dans la même veine, le PTB n'ait pas jugé utile de proposer une motion sur la situation en Syrie, sur l'annexion de la Crimée, sur la crise ukraino-russe, ou encore plus récemment sur la situation en Birmanie ou celle des Ouzbeks, de peur peut-être de froisser les régimes pour lesquels ils ont des sympathies plus ou moins assumées. En réalité, ce soir, nous ne débattons pas de ce qui se passe au Proche-Orient. Nous assistons à un petit jeu politique malsain entre 3 partis de gauche qui jouent le

jeu d'un populisme abject. En effet, seulement quelques heures après le dépôt de la motion, c'est le PTB, appuyé par Ecolo, qui a découvert une compétence communale en matière de politique étrangère. Plutôt que de refuser cette motion, d'admettre notre incompétence à se prononcer sur cette question, et de laisser travailler nos parlementaires dans leurs assemblées respectives dans lesquelles les trois partis, le PTB, le PS et Ecolo sont nombreux, vous faites le jeu du populisme en important en notre sein un conflit international. Derrière vos motions, se cache en réalité une simple ambition électoraliste : récupérer les voix du PTB, du PS et d'Ecolo. Par de tels agissements politiquement irresponsables, vous attisez la haine de l'autre et vous abreuvez les sots qui ont soif d'antisémitisme ou d'islamophobie. Je m'inquiète sincèrement de cette dérive populiste du PS et d'Ecolo. Vous savez pertinemment bien que cette motion n'a aucune valeur juridique, et aucun poids politique, pourtant vous vous empressez de la relayer sur vos réseaux respectifs, pour joindre la parole aux actes. Sauf, que c'est du pipeau.

Les récents sondages n'expliquent pas tout. Les conseillers communaux de la majorité sont silencieux depuis le début de la législature : à peine 5 interpellations de vos groupes respectifs sur près de 3 ans de législature. En ce qui concerne les sujets qui intéressent les Forestois, vous êtes bien moins créatifs. Montrez-vous digne de la confiance que les Forestois vous ont accordée, plutôt que de jouer aux « apprentis Ministre des Affaires étrangères ». Alors que de nombreux Forestois s'interrogent sur vos projets pour la Commune, sur la faiblesse de vos bilans, vous fuyez vos responsabilités communales, vous vous gargarisez auprès des électeurs. Je ne m'explique toujours pas que deux conseillers communaux dépositaires de ces motions soient députés et arrivent à confondre les missions des assemblées dans lesquelles ils siègent. Mme Koplovicz, Mme El Yousfi, allez donc palabrer au Parlement bruxellois mais, de grâce, ne prenez pas en otage les membres du conseil communal, simples citoyens engagés pour leur commune et ses habitants qui comptent les deux communautés et cessez donc d'instrumentaliser ce conflit à des fins politiciennes.

Je vous remercie,

Intervention de Mr Loewenstein.

Si une position doit être prise sur le sujet, c'est dans un Parlement, et en particulier au niveau fédéral. A défaut, ça ouvre la porte à des motions sur tous les évènements tragiques au travers le monde.

Or, on ne vous entend pas sur les Ouïgours, sur les 6.000 Arméniens qui ont péri il y a quelques mois dans la région du Haut-Karabagh, pour ne citer que ces 2 exemples et sans oublier bien sûr les nombreux autres drames qui font beaucoup trop de victimes au travers le monde.

Mais par contre, dès qu'il s'agit de condamner Israël, la gauche et l'extrême-gauche est aux abois et fait la course aux positions les plus radicales, et ce qui est d'autant plus préoccupant, c'est la malhonnêteté avec laquelle vous traitez le sujet puisque vous ne condamnez en rien le Hamas et le Jihad islamique qui sont des organisations terroristes, qui, depuis une semaine, ont tiré plus de 3.200 roquettes à l'aveuglette sur les villes israéliennes, et donc sur des civils, et qui, malheureusement, instrumentalisent et prennent en otage leur propre population.

Or, cela fait pleinement partie du problème et vous ne cessez de vous voiler la face.

Agir de la sorte, venir avec une telle motion au niveau communal, jouer la carte du communautarisme, c'est jouer avec le feu de la même manière que la coprésidente Ecolo l'a fait la semaine dernière en postant sur Instagram une photo d'un palestinien muni d'un lance-pierre, photo accompagnée d'une chanson qui incite à la violence contre les enfants de Sion, contre les juifs. Même si elle prétend regretter que cela ait pu choquer, nous ne sommes pas naïfs. C'est inacceptable et irresponsable de la part d'une présidente ou coprésidente de parti, qui est sensée montrer l'exemple.

Ce qui est par contre d'intérêt communal, c'est la cohésion sociale, c'est la cohabitation harmonieuse des différentes populations, des différentes communautés sur son territoire et une telle motion n'y participe pas du tout.

Elle ne vise qu'à importer le conflit israélo-palestinien dans nos rues, à cliver, créer des ressentiments, entretenir la haine, ce dont nous n'avons aucunement besoin.

Si la majorité tenait à cette cohésion sociale, tenait vraiment au vivre ensemble, elle ferait mieux de ne pas, elle aussi, jouer avec le feu et de retirer ces 2 points de l'ordre du jour car pas d'intérêt communal.

Intervention de Mme Goldberg

Vu que le conseil communal peut présenter des motions qui se préoccupent de conflits internationaux et de transgressions de droits humains, je propose que nous votions, lors de chaque conseil, une motion relative à ce genre de problématiques dont l'intérêt communal ne pourra plus être questionné si nous votons les motions présentées aujourd'hui.

Alors, comme je me soucie moi aussi du sort des victimes de régimes qui terrorisent, discriminent, asservissent, un prochain conseil pourrait demander :

- que le royaume de Jordanie démantèle les camps de réfugiés dans lesquels il maintient les Palestiniens depuis les années 1950 pour des raisons purement politiques, (et idem pour le Liban),
- que le conseil communal de Forest demande une condamnation officielle par la Belgique de la Syrie pour le massacre à Yarmouk, où l'enclave palestinienne a subi le plus impitoyable des sièges de l'armée syrienne et qui maintient encore à ce jour des camps dans lesquels les Palestiniens n'ont aucun droit,
- que le conseil communal appelle à la rupture des relations économiques, culturelles, scientifiques avec la Turquie qui nie le génocide des Arméniens,
- que le conseil communal appelle à sanctionner la Chine pour son occupation du Tibet, illégale aux yeux du droit international, et l'acculturation des Tibétains, depuis 1950, ou encore appeler à un accord urgent au Yémen entre rebelles Houthis, soutenus par l'Iran, et le gouvernement, soutenu par l'Arabie saoudite, parce que 16 millions de Yéménites (sur 29 millions) vont mourir de faim dans l'indifférence des nations à cause d'une guerre qui dure depuis 6 ans,

Le conseil communal pourrait aussi demander, à qui de droit, de sanctionner avec vigueur les pays qui lapident les femmes, qui les fouettent quand elles sortent les cheveux au vent, qui les vitriolent, qui les marient de force, qui pratiquent l'excision, et aussi tous ceux qui tuent des homosexuels, comme c'est d'usage à Gaza par exemple,...

Ce ne sont là que quelques suggestions que je sou mets au présent Conseil parce que dans ce registre, qui serait reconnu ce soir comme étant d'intérêt communal, on peut tenir tout le reste de la mandature...

Intervention de Mr Van Vlasselaer.

Sans vouloir plus entrer dans le fond du texte, nos pensées vont aussi au près des 2 millions d'arabes israéliens qui sont aussi sous le feu des roquettes et que le dôme de fer protège sans discrimination, sans apartheid.

Intervention de Mr Hacken.

Je vais faire mon parti centriste. Je regrette qu'on mette ce genre de discussion au sein d'un Conseil communal qui n'a pas de compétence diplomatique, pas de compétence en matière des Affaires étrangères. C'est de la compétence du fédéral, des régions, des communautés. C'est à ce niveau-là, que ça a du sens. Je regrette qu'on doive consacrer du temps pour un point certes important et qui me touche personnellement. Mais je ne pense pas qu'en tant que conseillers communaux, nous sommes légitimes pour débattre de cette question. Ce n'est pas le job, le mandat, de parler d'enjeux internationaux. J'espère que dans le futur, ce genre de texte ne sera plus déposé. Je déplore que ce texte ait été déposé, l'un mercredi soir, l'autre quelques heures plus tard pour faire un genre de course à je ne sais pas quoi. Notre motion communale, notre pression ne changera rien. Un Etat petit comme la Belgique, on peut encore en discuter. Je déplore que le point soit sur la table et qu'on doive se positionner. Je regrettais aussi qu'il n'y ait rien sur les victimes, sur une demande de cessez-le-feu immédiat. Le maximum à faire est de rester humain et de d'abord dire « stop » à la violence des deux côtés. C'est pourquoi j'ai amendé le texte du PS car c'est la première chose à souligner.

Intervention de Mme Plovie.

Mr Pierre vous dites que Ecolo instrumentalise le conflit à des fins politiciennes. Il y a deux motions sur la table : une du PTB et une du PS.

Les positions d'Ecolo sont connues en la matière et sont portées dans les lieux que nous estimons adéquats notamment au fédéral. Et je rappelle quand même ici qu'il n'y a pas d'équidistance et que tout crime de guerre doit être condamné quelle que soit la partie.

On pouvait se douter que le débat de ce soir dans ce conseil communal ne permettrait pas de mener un débat serein sur un sujet tellement important et complexe. J'entends que pour certains un débat symbolique est important.

Nous soutenons la motion du PS qui va dans la lignée des écologistes avec toutefois une abstention pour le groupe justifiée par le fait que ce débat n'est pas mené dans le lieu adéquat et n'aura pas permis d'aborder sereinement cette question.

Réplique de Mme Koplowicz.

Je suis choquée par la virulence de vos attaques contre nous. A aucun moment dans cette motion, je ne vous ai attaqué. J'ai entendu « minable », « instrumentalisation »,... Oui, on est à Forest, on est des élus communaux, avec le PTB on est hyperactifs et sur le terrain et ici. On a déjà menés plein de débats communaux. Nous sommes des gens qui vivons dans une commune, dans un pays, dans le monde. Donc, c'est important de nous positionner par rapport à ça. Oui, nous sommes du côté des opprimés, on va les défendre et ce sera toujours comme ça. Vous êtes en train de tout mélanger et vous parlez des pays du monde entier. Ici, on parle d'un pays qui bafoue depuis plus de 60 ans des résolutions de l'ONU ! N'importe quel autre pays qui aurait fait ça, il se serait pris des sanctions économiques ou bien pire dans la figure. A un certain moment, il faut pouvoir se positionner comme politiques par rapport à des choses qui nous dépassent. Aujourd'hui, on a un Etat oppresseur qui a colonisé, qui est d'une violence extrême envers un autre peuple. On parle bien d'un Etat, d'un gouvernement. Je trouve que vous avez été terriblement violents contre nous alors qu'on vient mettre ici un sujet politique d'actualité, qui revient inlassablement et auquel il faut mettre un terme. Au niveau des communes, on pourrait aussi limiter des marchés publics aux entreprises qui ont des intérêts économiques dans les colonies. On s'abstiendra sur la motion du PS qu'on salue quand même.

Réplique de Mme El Yousfi.

Il y a deux choses dans ce débat :

- l'opportunité d'avoir ce type de motion au niveau communal.
- les positionnements politiques.

Mr De Permentier, vos propos parlant d'instrumentalisation, je vous propose de relayer cela à votre président de parti. Chacun est dans ses positions, chacun a envie d'émettre ses avis. Je vous propose d'avoir ce débat au sein de vos partis, avec vos propres élus et plus particulièrement votre Président de parti, Mr Bouchez, dont nous savons qu'il est révélateur de sa neutralité dans ce type de question et qu'il importe assez bien ce type de conflit ici. Si je vous suis, si je fais référence à l'apartheid en Afrique du Sud, si des tas d'entités à différents niveaux -même d'une manière symbolique- ne s'étaient pas soulevés, cela m'étonnerait qu'un certain Mandela serait sorti de prison et que l'Afrique du Sud serait un peu mieux que là où elle en était. Je pense qu'en tant qu'élus à notre niveau – même si c'est de l'ordre du symbolique- un positionnement est important à partir du moment où les droits fondamentaux sont bafoués. Par rapport à Défi, je rappelle juste que ce qui se passe dans cette région-là, est bien là depuis bien avant l'arrivée du Hamas : la colonisation, la violation des droits de l'homme,... Il faudrait que chacun parle quand même avec son parti car je vois qu'à Koekelberg, la même motion a été votée par le PS, par Ecolo, par le SPA, par le CDH, par Défi (abstention du MR). Je veux bien qu'on ait une vision critique chez nous, mais il faudra expliquer pourquoi ces partis ont voté là-bas. Je rappelle qu'au niveau des compétences communales, on a quand même un volet « coopération et développement ». Il y a des communes qui ont des jumelages. Par exemple à Ixelles, avec un village en Palestine. Il y a donc des actions à ce niveau-là et ne disons pas qu'au niveau communal, il n'y a rien. Bien sûr, ces politiques communales se font en lien avec les Parlements où l'on siège tous, où le travail peut se faire. Il a des débats qui se font à différents niveaux et l'on attend de ce qui va ressortir à ce niveau-là.

Réponse de Mr Pierre-De Permentier.

Je regrette qu'avec Mme El Yousfi, on tombe toujours sur des accusations à demi-mot sur des fréquentations. Je tiens à rappeler qu'au niveau du PS, vous êtes le seul parti qui a compté en vos rang un négationniste, Mr Emir Kir, qui a nié jusqu'au bout le génocide arménien. Alors avant de faire des leçons sur les fréquentations des uns et des autres, vous avez fait le ménage. Chez nous, il n'y a rien à relever. Merci d'insinuer autres chose que des mensonges et des mythomanies. Ensuite, en ce qui concerne le PTB, je vous mets au défi de prouver des prétendues relations commerciales entre la Commune de Forest et Israël. A ce moment-là, on pourra débattre. Dans l'attente de tout ça, je ne me prête pas au jeu des institutions internationales. Forest est une commune. J'ai été élu par les Forestois et maintenant, faisons notre job.

Mme El Yousfi précise qu'elle ne s'abaissera pas à répondre à la première critique qui prête plus à rire qu'autre chose. Par contre, elle trouve qu'il y a quelque chose qui est intolérable et scandaleux, c'est d'utiliser le terme « antisémite » et d'attaquer les autres avec ce terme-là. Elle rappelle que dans les organisations et les manifs, il y a aussi des personnes de confession juive. Il ne s'agit pas ici de parler de religion mais des droits fondamentaux et des droits humains. Elle ne peut pas accepter qu'on utilise ce terme pour faire taire des critiques à l'égard d'un gouvernement.

Réponse de Mr Loewenstein.

Le problème ne date pas du Hamas. Il existe depuis 1948, depuis que l'Etat d'Israël a été créé. Vous ne pouvez pas le nier. D'ailleurs vous avez commémoré la Nakba. La Nakba qui est la catastrophe (création de l'Etat d'Israël). On ne regarde constamment que d'un seul côté. Si le PS a cité le Hamas, je retire ce que j'ai dit mais le PTB ne l'a clairement pas cité et je ne pense pas que ce soit un oubli.

Si vous ne soutenez pas leur action, alors cela doit figurer dans votre texte.

NDLR : une confusion s'en suit reposant sur le fait que tout le monde n'est pas en possession du même texte (versus mail >< versus BOS). Mme la Présidente précise qu'un texte a été envoyé le mercredi soir et qu'il a été amendé dans le courant du weekend et mis à jour dans le BOS sur la partie impliquant le Hamas.

Vote sur le texte du PTB :

contre : groupe MR, DEFI, CDH, PS*Vooruit, Ecolo/Groen/ Mr Al Masoude.

Vote sur le texte du PS :

Amendement présenté par Mme Koplowicz :

Le seul amendement est de : « demander au gouvernement fédéral de mettre immédiatement en place des sanctions économiques à l'encontre de l'Etat d'Israël et de programmer l'arrêt progressif et effectif des échanges économiques avec Israël tant que celui-ci ne respectera le droit international ».

Amendement présenté par Mr Hacken.

Deux amendements :

- 1) le premier sur le titre : une motion demandant le cessez-le-feu immédiat entre belligérants, ainsi que l'arrêt des annexions et expulsions dans le chef de l'Etat d'Israël... ».
- 2) « le gouvernement fédéral et les entités fédérées un arrêt immédiat de toutes les parties ».

Vote sur l'amendement du PTB

Contre : groupe MR, DEFI, CDH, PS*Vooruit, Ecolo/Groen/ Mr Al Masoude.

Vote sur l'amendement du CDH.

Contre : MR, Défi.

Pour : CDH, PS*Vooruit, Ecolo/Groen, Mr Al Masoude.

Abstention : PTB.

Vote sur la motion du PS, telle qu'amendée par le CDH.

Contre : MR, Défi.

Pour : CDH, PS*Vooruit, Mr Al Masoude.

Abstention : PTB/Ecolo/Groen justifiée par Mme El Hamidine.

Pour Mme El Hamidine, au nom du groupe, ce débat ne permet pas d'aborder sereinement la problématique et ce n'est pas le lieu car cela n'a rien à apporter à la région, ni à la cause palestinienne. Il n'est pas utile d'alimenter des tensions entre des communautés, des groupes d'âges ou des identités multiples. Il faut plutôt croire entre le désir de paix et de sécurité entre les femmes et les hommes.

Amendement du PTB:

- La Belgique mette rapidement en œuvre les accords de gouvernement en établissant une liste de sanctions, y compris économiques, efficaces contre la politique d'annexion des territoires palestiniens et en approfondissant les mesures de différenciation pour exclure les colonies

israéliennes des relations bilatérales entre Israël, la Belgique et l'Union Européenne.

-> *remplacer par*

- de demander au gouvernement fédéral :
 - de mettre en place immédiatement des sanctions économiques à l'encontre de l'Etat d'Israël, en commençant par interdire l'importation et la commercialisation des produits issus des colonies sur le territoire belge ;

35 votants : 3 votes positifs (PTB), 32 votes négatifs (ECOLO, PS*Vooruit, MR, DeFI et cdH).

Tussenkomst van de heer Cédric Pierre naar aanleiding van de moties van PTB*PVDA en PS*Vooruit over Palestina

Mevrouw de Voorzitster, Waarde collega's,

Vandaag worden we door de PTB*PVDA opgeroepen om te debatteren over een internationaal conflict dat al tientallen jaren aansleept. Zoals vele Belgen ben ik ontroerd door wat er in het Midden-Oosten gebeurt en voel ik medeleven met de burgerslachtoffers, of ze nu Palestijns of Israëliësch zijn. Vandaag betreur ik het echter dat een populistische partij probeert het conflict naar Vorst te importeren. Ik ben geschokt dat we debatteren over een buitenlands conflict dat niets te maken heeft met de gemeentebelangen. Deze motie had onontvankelijk verklaard moeten worden. Ik ben ook benieuwd welk verband de PTB*PVDA vindt tussen het Israëliësch-Palestijnse conflict en onze gemeente. Het initiatief is des te ongepast omdat de meeste gemeentemandarissen onder ons niet over de nodige kennis beschikken om over een dergelijk complex onderwerp te debatteren. Zonder zelfs maar in te gaan op de historische context van dit conflict, denk ik dat de meerderheid van de raadsleden niet in staat is Israël en Palestina op een kaart te lokaliseren.

Vandaag dringt de PTB*PVDA er bij deze gemeenteraad, die ongeveer 60.000 inwoners vertegenwoordigt, op aan een standpunt in te nemen over een conflict waarop hij geen invloed heeft. Ik betreur het dat de PTB*PVDA het in dezelfde geest niet nuttig heeft geacht een motie in te dienen over de situatie in Syrië, over de annexatie van de Krim, over de Oekraïens-Russische crisis, of recenter nog over de situatie in Birma of die van de Oeigoeren, wellicht uit vrees de regimes waarvoor zij min of meer sympathie hebben, te beledigen. In werkelijkheid zullen we vanavond niet debatteren over wat er in het Midden-Oosten gebeurt. We zijn getuige van een sluw politiek spelletje tussen drie linkse partijen die het spel van abject populisme spelen. Slechts enkele uren na de indiening van de motie was het immers de PTB*PVDA die, gesteund door Ecolo*Groen, een gemeentelijke bevoegdheid op het vlak van buitenlands beleid ontdekte. In plaats van deze motie af te wijzen, toe te geven dat wij ons niet over deze kwestie kunnen uitspreken en onze parlementsleden hun werk te laten doen in hun respectieve assemblees, waarin de drie partijen (PVDA, Vooruit en Groen) talrijk zijn, speelt u het populisme in de kaart door een internationaal conflict te 'importeren'. Achter uw moties gaat een electorale ambitie schuil: het terugwinnen van de stemmen van de PVDA, Vooruit en Groen. Met dergelijke politiek onverantwoorde acties wakkert u de haat tegen de ander aan en voedt u de dwazen die dorsten naar antisemitisme of islamofobie. Ik maak me oprecht zorgen over deze populistische drift van Vooruit en Groen. U weet heel goed dat deze motie geen juridische waarde of politiek gewicht heeft, maar toch haast u zich om ze op uw respectieve netwerken te zetten, om woorden en daden te koppelen. Behalve dat het allemaal onzin is. De recente peilingen verklaren niet alles. De meerderheid zwijgt sinds het begin van de bestuursperiode: nauwelijks 5 interpellaties van uw respectieve fracties in bijna 3 jaar. Wat betreft de onderwerpen die de Vorstenaren interesseren, bent u minder creatief. Laat zien dat u het

vertrouwen waard bent dat de Vorstenaar in u heeft gesteld, in plaats van de rol te spelen van "leerling-minister van Buitenlandse Zaken". Terwijl vele Vorstenaren vragen hebben bij uw plannen voor de gemeente, de zwakte van uw bilan, ontloopt u uw gemeentelijke verantwoordelijkheden. Ik begrijp niet waarom twee raadsleden die deze moties hebben ingediend, parlementslid zijn en de missies van de assemblees waarin zij zitting hebben, door elkaar halen. Mevrouw Koplovicz, mevrouw El Yousfi, gaat u maar praten in het Brussels Parlement, maar gijzel alstublieft niet de gemeenteraad, gewone burgers die gehecht zijn aan hun gemeente en haar inwoners, van beide gemeenschappen, en stop dit conflict voor politieke doeleinden te gebruiken. Bedankt.

Tussenkost van de heer Loewenstein

Als er een standpunt over dit onderwerp moet worden ingenomen, moet dat in een parlement gebeuren, met name op federaal niveau. Anders staat de deur open voor moties over alle tragische gebeurtenissen in de wereld.

We horen u niet spreken over de Oeigoeren of de 6.000 Armeniërs die enkele maanden geleden zijn omgekomen in Nagorno-Karabach, om maar twee voorbeelden te noemen en nog maar te zwijgen van de vele andere tragedies die veel te veel slachtoffers eisen in de hele wereld.

Maar aan de andere kant, zodra het aankomt op het veroordelen van Israël, neigen links en extreem links naar de meest radicale standpunten en - wat des te verontrustender is - is de oneerlijkheid waarmee u het onderwerp behandelt, aangezien u op geen enkele manier Hamas en de Islamitische Jihad veroordeelt - terroristische organisaties, die de afgelopen week meer dan 3.200 raketten hebben afgevuurd op Israëlische steden en dus op burgers, en die hun eigen bevolking helaas instrumentaliseren en als gijzelaar gebruiken.

Dit is een wezenlijk deel van het probleem en u blijft zich verschuilen.

Zo te handelen, met zo'n motie op gemeentelijk niveau te komen, de kaart van het communitarisme te spelen, is spelen met vuur op dezelfde manier als de medevoorzitster van Ecolo vorige week deed door op Instagram een foto te plaatsen van een Palestijn met een katapult, met een lied dat oproept tot geweld tegen de kinderen van Zion, tegen de Joden.

Ook al beweert ze spijt te hebben dat dit schokkend kon zijn, wij zijn niet naïef. Het is onaanvaardbaar en onverantwoordelijk voor een partijvoorzitter of -medevoorzitter, die geacht wordt het goede voorbeeld te geven.

Wat echter van gemeentelijk belang is, is de sociale cohesie, het harmonieus samenleven van de verschillende bevolkingsgroepen, de verschillende gemeenschappen op haar grondgebied, en een dergelijke motie draagt daar in het geheel niet toe bij.

Het is alleen maar bedoeld om het Israëlisch-Palestijnse conflict in onze straten te importeren, om verdeeldheid, wrok en haat te zaaien, wat we helemaal niet nodig hebben.

Als de meerderheid werkelijk om sociale cohesie geeft, zou zij er beter aan doen niet met vuur te spelen en deze twee punten van de agenda te schrappen omdat zij niet van gemeentelijk belang zijn.

Tussenkost van mevrouw Goldberg

Aangezien de gemeenteraad moties kan voorleggen over internationale conflicten en schendingen van de mensenrechten, stel ik voor dat wij elke vergadering stemmen over een motie die betrekking heeft op dit soort kwesties, aangezien het gemeentelijk belang niet langer ter discussie staat als wij stemmen over de moties die vandaag voorliggen.

Aangezien ook ik begaan ben met het lot van de slachtoffers van regimes die terroriseren en discrimineren, zou een toekomstige raad dus kunnen vragen:

- dat het koninkrijk Jordanië de vluchtelingenkampen ontmantelt waarin het sinds de jaren 1950 Palestijnen vasthoudt om louter politieke redenen (hetzelfde voor Libanon),
- dat de gemeenteraad van Vorst vraagt om een officiële veroordeling door België van Syrië voor het bloedbad in Yarmouk, waar de Palestijnse enclave zwaar te lijden heeft gehad onder de genadeloze belegering door het Syrische leger, dat kampen in stand houdt waar Palestijnen geen rechten hebben,
- dat de gemeenteraad oproept tot het verbreken van de economische, culturele en wetenschappelijke betrekkingen met Turkije, dat de genocide op de Armeniërs ontkent,
- dat de gemeenteraad oproept tot sancties tegen China wegens zijn bezetting van Tibet, die in de ogen van het internationaal recht illegaal is, en de acculturatie van de Tibetanen sinds 1950, of dat hij oproept tot een spoedakkoord in Jemen tussen de Houthi-rebellen, gesteund door Iran, en de regering, gesteund door Saudi-Arabië, omdat 16 miljoen Jemenieten (van de 29 miljoen) zullen verhongeren in de onverschilligheid van naties wegens een oorlog die al 6 jaar duurt,

De gemeenteraad kan ook vragen sancties uit te vaardigen tegen landen die vrouwen stenigen of zweepslagen geven als ze met los haar naar buiten gaan, die ze overgieten met zuur, onder dwang huwen, besnijden, evenals de landen die homoseksuelen doden, zoals in Gaza ...

Dit zijn maar een paar suggesties die ik aan de raad voorleg, want in dit register, dat vanavond erkend zou worden als van gemeentelijk belang, kunnen we nog de rest van de bestuursperiode voort ...

Tussenkomsst van de heer Van Vlasselaer

Zonder inhoudelijk op de tekst in te gaan, gaan onze gedachten ook uit naar de 2 miljoen Israëliische Arabieren die ook onder raketvuur liggen.

Tussenkomsst van de heer Hacken

Ik spreek vanwege een centumpartij. Ik betreur het dat dit soort discussies wordt gevoerd in een gemeenteraad die geen diplomatieke bevoegdheid heeft, geen bevoegdheid op het vlak van buitenlandse zaken. Dat is de bevoegdheid van de federale regering, de gewesten en de gemeenschappen. Op dat niveau heeft het wel zin. Ik betreur het dat we tijd moeten besteden aan een punt dat wel belangrijk is en mij persoonlijk raakt maar ik denk niet dat wij als gemeenteraadsliden over dergelijke kwestie moeten debatteren. Het is niet de plaats om over internationale kwesties te praten. Ik hoop dat dit soort teksten in de toekomst niet meer zal worden ingediend. Ik betreur het dat deze tekst is ingediend - de ene op woensdagavond, de andere een paar uur later - in een soort wedloop naar ik weet niet wat. Een motie van een gemeente, druk van onzentwege zal niets veranderen. Een klein land als België, dat zou nog kunnen. Ik betreur het dat het op tafel ligt en dat we een standpunt moeten innemen. Ik vond het ook jammer dat er niets werd gezegd over de slachtoffers, of om een staakt-het-vuren werd gevraagd. Het beste wat we kunnen doen is menselijk blijven en eerst 'stop' zeggen tegen geweld aan beide kanten. Daarom heb ik de tekst van de SP geamendeerd, want dat moet worden benadrukt.

Tussenkomsst van mevrouw Plovie

Mijnheer Pierre, u zegt dat Ecolo*Groen het conflict voor politieke doeleinden gebruikt. Er liggen twee moties op tafel: één van de PTB*PVDA en één van de PS*Vooruit.

De standpunten van Ecolo*Groen zijn gekend en worden voorgedragen op de plaatsen die wij

geschikt achten, met name op federaal niveau. En ik zou u eraan willen herinneren dat alle oorlogsmisdaden moeten worden veroordeeld, ongeacht de betrokken partij.

Wij hadden kunnen vermoeden dat het debat van vanavond in de gemeenteraad geen rustig debat over zo'n belangrijk en complex onderwerp zou zijn. Ik begrijp dat voor sommigen een symbolisch debat belangrijk is.

Wij steunen de motie van de PS*Vooruit, die aansluit bij het standpunt van de groenen, maar de fractie zal zich van stemming onthouden omdat dit debat niet op de juiste plaats wordt gevoerd en wij deze kwestie niet rustig hebben kunnen behandelen.

Repliek van mevrouw Koplowicz

Ik ben geschokt door de hevigheid van jullie aanvallen op ons. Op geen enkel moment in deze motie heb ik u aangevallen. Ik hoorde 'ongepast' en 'instrumentaliseren'... Ja, we zijn in Vorst, wij zijn gemeentelijke verkozenen, met de PTB*PVDA zijn we zeer actief, op het terrein en hier. Wij hebben al veel gemeentebdabatten gevoerd. Wij zijn mensen die leven in een gemeente, in een land, in de wereld. Het is dus belangrijk dat we ons positioneren ten opzichte hiervan. Ja, wij staan aan de kant van de onderdrukten, wij zullen hen verdedigen en zo zal het altijd zijn. U haalt alles door elkaar en u heeft het over landen over de hele wereld. We hebben het hier over een land dat al meer dan 60 jaar VN-resoluties aan zijn laars lapt! Elk ander land dat dat gedaan zou hebben, zou economische sancties opgelegd hebben gekregen of erger. Op een bepaald moment moeten wij ons als politici kunnen positioneren ten opzichte van zaken die buiten onze macht liggen. Vandaag hebben we een onderdrukkende staat die gekoloniseerd heeft, die uiterst gewelddadig is tegenover een ander volk. We hebben het over een staat, een regering. Ik vind dat u heel hard bent geweest tegen ons, terwijl wij slechts een hardnekkig politiek probleem aan de orde stellen, waaraan een einde moet komen. Op het niveau van de gemeenten zouden we ook overheidsopdrachten kunnen beperken met bedrijven die economische belangen hebben in de nederzettingen. Wij zullen ons onthouden van stemming over de motie van de SP*Vooruit, die wij overigens toejuichen.

Repliek van mevrouw El Yousfi

Er spelen twee zaken in dit debat:

- de opportuniteit van dit soort moties op gemeentelijk niveau
- de politieke standpunten.

Mijnheer De Permentier, aangezien u het over instrumentalisering had, stel ik voor dat u dit doorgeeft aan uw partijvoorzitter. Iedereen heeft zijn eigen standpunten, iedereen wil zijn mening uiten. Ik stel voor dat u dit debat voert binnen uw partijen, met uw eigen gekozen vertegenwoordigers en in het bijzonder met uw partijvoorzitter, de heer Bouchez, van wie we weten dat hij in dit soort kwesties neutraal is en er heel goed in is dit soort conflicten te 'importeren'. Als ik u volg, als ik verwijs naar de apartheid in Zuid-Afrika, zou het mij verbazen, als een heleboel entiteiten op verschillende niveaus - zelfs op symbolische wijze - niet in opstand waren gekomen, dat een zekere Mandela uit de gevangenis zou zijn gekomen en Zuid-Afrika er een beetje beter aan toe zou zijn dan vroeger. Ik denk dat wij als verkozenen op ons niveau - ook al is het symbolisch - een standpunt moeten innemen vanaf het moment dat de basisrechten worden geschonden. Wat DéFI betreft, zou ik u eraan willen herinneren dat wat in die regio gebeurt al lang voor de komst van Hamas aan de gang is: de kolonisatie, de schending van de mensenrechten, ... Iedereen moet met zijn eigen partij spreken, want ik zie dat in Koekelberg dezelfde motie is goedgekeurd door PS, Ecolo, spA, cdH, Défi (met onthouding van MR). Ik vind het niet erg dat hier een kritisch standpunt

wordt ingenomen, maar leg maar eens uit waarom de partijen daar wel hebben gestemd. Ik herinner u eraan dat wij “samenwerking en ontwikkeling” als gemeentelijke bevoegdheden hebben. Er zijn gemeenten die jumelages hebben. Elsene bv. met een dorp in Palestina. Er zijn dus acties op dat niveau en laten we niet zeggen dat er niets is op gemeentelijk niveau. Natuurlijk is het gemeentebestuur gekoppeld aan de parlementen waar wij allen zetelen en waar het werk kan gebeuren. Er zijn debatten op verschillende niveaus en wij wachten af wat er uit de bus komt.

Antwoord van de heer Pierre-De Permentier

Ik betreur het dat we bij mevrouw El Yousfi steeds halfslachtige beschuldigingen krijgen. Ik wil eraan herinneren dat de socialistische partij de enige partij is die een negationist heeft gehad, de heer Emir Kir, die de Armeense genocide bleef ontkennen. Dus voordat u de les leest over de contacten van sommigen, hebt u uw zaakjes op orde gezet. Bij ons is er niets te vinden. Gelieve iets anders te insinueren dan leugens en mythomanie. Wat de PTB*PVDA betreft, daag ik u uit de vermeende handelsbetrekkingen tussen de gemeente Vorst en Israël te bewijzen. Dan kunnen we debatteren. In afwachting van dat alles, speel ik het spel van de internationale instellingen niet mee. Vorst is een gemeente. Ik ben verkozen door de Vorstenaars en laten we nu ons werk doen.

Mevrouw El Yousfi zegt dat ze zich niet zal verlagen tot het reageren op de eerste kritiek, die veeleer grappig is dan iets anders. Anderzijds vindt zij iets ontoelaatbaar en schandalig, namelijk het gebruik van de term ‘antisemitisch’ en het aanvallen van anderen met deze term. Zij herinnert eraan dat er in de organisaties en de demonstraties ook joden zijn. Dit gaat niet over religie, maar over basis- en mensenrechten. Zij kan niet aanvaarden dat de term wordt gebruikt om kritiek op een regering de kop in te drukken.

Antwoord van de heer Loewenstein

Het probleem dateert niet van Hamas. Het bestaat sinds 1948, sinds de oprichting van de staat Israël. Dat kan u niet ontkennen. Bovendien hebt u de Nakba herdacht. De Nakba is de catastrofe (oprichting van de staat Israël). Er wordt maar naar één kant gekeken. Als de SP Hamas noemt, trek ik mijn woorden in, maar de PTB heeft het duidelijk niet genoemd en ik denk niet dat het een vergetelheid was. Als je hun actie niet steunt, dan moet dat in je tekst staan.

Nvdr: er ontstaat verwarring doordat niet iedereen in het bezit is van dezelfde tekst (mail >< BOS). De Voorzitster preciseert dat woensdagavond een tekst werd verzonden die in het weekend werd gewijzigd en in de BOS bijgewerkt wat het deel over Hamas betreft.

Stemming over het tekst van PTB*PVDA

Tegen: MR, Defi, cdH, PS*Vooruit, Ecolo/Groen / dhr Al Masoude

Stemming over de tekst van PS*Vooruit

Amendement ingediend door mevrouw Koplwicz

Het enige amendement: Aan de federale regering te vragen “onmiddellijk economische sancties tegen de staat Israël in te stellen, en een geleidelijke en effectieve stopzetting van al het andere handelsverkeer met Israël te plannen, zolang het internationale recht niet wordt nageleefd”

Amendement ingediend door de heer Hacken

Twee amendementen:

1) Het eerste over de titel: “een motie waarin wordt opgeroepen tot een onmiddellijk staakt-het-

vuren tussen de oorlogvoerende partijen, alsmede tot stopzetting van de annexaties en uitzettingen in hoofde van de staat Israël” ...

2) “de federale overheid en de deelentiteiten een onmiddellijke stopzetting van alle partijen”

Stemming over het amendement van PTB*PVDA

Tegen: MR, DéFI, cdH, PS*Vooruit, Ecolo/Groen / dhr Al Masoude

Stemming over het amendement van cdH

Tegen: MR, DéFI

Voor: cdH, PS*Vooruit, Ecolo/Groen, dhr Al Masoude

Onthouding: PTB

Stemming over de motie van de PS, zoals geamendeerd door cdH

Tegen: MR, DéFI

Voor: cdH, PS*Vooruit, dhr Al Masoude

Onthouding: PVDA / Ecolo/Groen gerechtvaardigd door mevr. El Hamidine

Voor mevrouw El Hamidine is dit debat, namens de fractie, geen gelegenheid om de kwestie rustig te benaderen en is het ook niet de plaats om dat te doen, omdat het niets bijdraagt aan de regio, noch aan de Palestijnse zaak. Het is niet nuttig om spanningen tussen gemeenschappen, leeftijdsgroepen of identiteiten aan te wakkeren. Wij moeten veeleer geloven in het verlangen naar vrede en veiligheid tussen vrouwen en mannen.

Amendement van PTB*PVDA

- België de regeringsakkoorden snel uitvoert door een lijst op te stellen van doeltreffende sancties, ook economische, tegen het annexatiebeleid van de Palestijnse gebieden en door de differentiatie maatregelen te verdiepen om de Israëliische nederzettingen uit te sluiten van de bilaterale betrekkingen tussen Israël, België en de Europese Unie.

-> *vervangen door*

- De federale regering te verzoeken:
 - onmiddellijk economische sancties tegen de staat Israël in te stellen, te beginnen met een verbod op de invoer en verkoop van producten uit de nederzettingen in België;

35 stemmen: 3 stemmen voor (PTB), 32 stemmen tegen (ECOLO, PS, MR, DeFI en cdH)

4 annexes / 4 bijlagen

33 **Interpellation concernant l’inclusion des travailleurs en situation de handicap au sein de l’administration communale de Forest (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)**

Le 2 février 2017, le Parlement bruxellois a adopté une ordonnance relative à l'obligation d'engager des personnes en situation de handicap dans les administrations des pouvoirs locaux. Cette ordonnance prévoit que les administrations emploient au moins une personne handicapée à mi-temps par tranche de vingt équivalents temps plein (ETP) prévus au cadre du personnel, soit 2,5 % des ETP. Pour être tout à fait précis et complet, ce pourcentage peut être atteint pour moitié en recourant à des contrats de travaux, fournitures et services avec des entreprises de travail adapté (ETA). Une formule permet de calculer les ETP représentés par ce type de contrats afin de disposer d'un pourcentage consolidé des ETP travaillant directement ou indirectement pour la commune.

En mars 2021, Bruxelles Pouvoirs Locaux a sorti un rapport sur l'emploi des personnes handicapées dans les communes bruxelloises. Selon ce rapport, Forest compte 0,54% d'ETP en situation de handicap. A titre de comparaison, seule Ganshoren fait moins bien avec 0,357%. Ixelles ferme ce trio des mauvais élèves avec 0,645%. Si l'on prend des communes de taille similaire à Forest, on notera qu'Etterbeek est à 1,148%, Jette à 1,593% et Woluwé-Saint-Lambert à 2,637%. Saint-Gilles est quant à elle à 1,359%. En tête, il y a Auderghem (2,983%), Uccle (4,035%) et Saint-Josse sur la plus haute marche du podium avec 4,736%.

Dans le chapitre « *Gestion communale, gouvernance et administration* » de votre Déclaration de Politique Générale, l'une de vos priorités est d' « *Assurer le quota de la fonction publique de personnes en situation de handicap dans le personnel communal* ».

Pour le calcul de l'obligation d'emploi, l'effectif à prendre en compte est de 740,4ETP. Le nombre de travailleurs handicapés à employer est de 18,51 ETP. A ce jour, la commune compte 4 travailleurs en situation de handicap à temps plein, dont 4 ETP (2 hommes et 2 femmes). Il manque donc 14,51 ETP pour répondre à l'objectif régional qui est aussi celui de votre Déclaration de Politique Générale.

Mes questions seront les suivantes :

1. Qu'est-ce qui explique ce très faible nombre de personnes en situation de handicap occupées par l'administration communale de Forest ?
2. Qu'est-ce qui explique qu'aucun marché n'a été conclu avec une entreprise de travail adapté en 2020. Qu'en était-il en 2019 ? Qu'en est-il pour les 5 premiers mois de 2021 ?
3. Quelles sont les mesures prises par le Collège pour répondre à l'obligation régionale d'occupation minimale de 2,5% des ETP ?

35 votants : 35 votes positifs.

Interpellatie betreffende de inclusie van werknemers met een handicap binnen het gemeentebestuur van Vorst (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Op 2 februari 2017 keurde het Brusselse Parlement een ordonnantie goed betreffende de verplichting om personen met een handicap aan te werven in de lokale besturen. Deze ordonnantie bepaalt dat de besturen per schijf van 20 voltijdsequivalenten (VTE) minstens 1 persoon met een handicap halftijds in dienst moeten nemen, zijnde 2,5% van de VTE. Dit percentage mag voor de helft bereikt worden door overeenkomsten voor werken, leveringen en diensten te sluiten met maatwerkbedrijven (MWB). Aan de hand van een formule wordt berekend hoeveel VTE dit soort contracten vertegenwoordigt, zodat een geconsolideerd percentage VTE wordt verkregen van de VTE die rechtstreeks of onrechtstreeks voor de gemeente werken.

In maart 2021 publiceerde Brussel Plaatselijke Besturen een rapport over de tewerkstelling van personen met een handicap in de Brusselse gemeenten. Volgens dat rapport heeft in Vorst 0,54% van de VTE een handicap. Ter vergelijking: alleen Ganshoren doet het slechter met 0,357%. Elsene sluit dit trio slechte

leerlingen af met 0,645%. Als we kijken naar gemeenten van een vergelijkbare grootte als Vorst, zien we dat Etterbeek op 1,148% staat, Jette op 1,593% en Sint-Lambrechts-Woluwe op 2,637%. Sint-Gillis staat op 1,359%. Bovenaan de lijst staan Oudergem (2,983%), Ukkel (4,035%) en op de hoogste trede van het podium zien we Sint-Joost met 4,736%.

In het hoofdstuk “Gemeentelijk beheer, governance en bestuur” van uw algemene beleidsverklaring is een van uw prioriteiten “de quota van het openbare ambt inzake personen met een handicap in het gemeentepersoneel garanderen”.

Voor de berekening van de tewerkstellingsverplichting bedraagt het aantal in aanmerking te nemen werknemers 740,4 VTE. Het aantal tewerk te stellen personen met een handicap bedraagt dus 18,51 VTE. Momenteel beschikt de gemeente over 4 voltijdse werknemers met een handicap: 2 mannen en 2 vrouwen. Wij komen dus 14,51 VTE te kort om de gewestelijke doelstelling te halen, die ook de doelstelling is van uw algemene beleidsverklaring.

Mijn vragen:

1. Wat verklaart dit zeer lage aantal personen met een handicap bij het gemeentebestuur van Vorst?
2. Wat verklaart het feit dat er in 2020 geen enkele overeenkomst is gesloten met een maatwerkbedrijf? Hoe was de situatie in 2019? Hoe zit het met de eerste 5 maanden van 2021?
3. Welke maatregelen heeft het College genomen om te voldoen aan de gewestelijke minimumdrempel van 2,5% van de VTE?

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Mme Koplowitz.

Je remercie Monsieur Loewenstein d'avoir soulevé cette question. En effet 0,54 % de travailleurs en situation de handicap, ce n'est vraiment pas grand-chose. On était prêt à signer une charte « Forest amie du handicap » et je vois qu'on en est encore loin. Je pense que faire appel aux entreprises de travail adapté n'est peut-être pas la meilleure solution car on sait qu'avec l'évolution des ETA on a un peu perdu l'aspect émancipation et éducation. Finalement ce sont des entreprises qui rentrent aussi dans une logique de compétition et de compétitivité. En tant que service public, il faut surtout en priorité engager directement des gens au sein de la commune. Le droit à l'inclusion par le travail fait partie de la convention de l'ONU sur les personnes handicapées. La loi contre les discriminations prévoit aussi toute une série d'aménagements raisonnables. Il faut souligner qu'en France lorsque les quotas ne sont pas remplis il y a des sanctions et on constate que les choses vont beaucoup mieux. Mes questions sont les suivantes :

- **Les offres d'emploi diffusées par la commune utilisent-elles les canaux adéquats qui s'adressent aux personnes en situation de handicap ?**
- **Est-ce que les personnes en situation de handicap sont réellement encouragées proactivement à postuler pour l'Administration ?**
- **Quels liens la Commune a-t-elle avec Diversicom qui est une association qui travaille sur l'inclusion des personnes en situation de handicap ?**
- **On parle d'une aide à part, je voudrai savoir où cela en est ?**
- **Est-ce que la possibilité d'aménagement raisonnable est mentionnée dans les offres d'emploi ?**

C'est compliqué pour les personnes de postuler et un travail très proactif doit être fait de notre part.

Réponse de Mme El Hamidine.

Ces chiffres attirent notre attention sur une problématique qui nous tient à cœur. Nous ne pouvons cependant pas les cautionner car ils ne représentent pas la réalité. Ce manque d'adéquation avec notre réalité communale s'explique pour 2 raisons :

- Jusqu'en janvier 2018, il manquait au service du personnel une personne qui avait pour mission la mise en œuvre du plan diversité. La collecte des données n'est pas simple car rien n'oblige un agent à communiquer sa situation de handicap à son employeur et la majorité des personnes porteuses de handicap n'est pas visible. Seules 3 % des personnes porteuses de handicap sont des personnes à mobilité réduite. Depuis janvier, nous avons avancé dans la méthodologie pour collecter ces données.
- Ces chiffres ne tiennent pas compte des derniers recrutements effectués depuis janvier 2021. Après avoir collecté les données en mars nous sommes maintenant au stade de confirmation, de discussion avec les personnes concernées pour voir si elles veulent se manifester. Tenant compte de ces dernières données, Forest serait plutôt à 12 personnes porteuses de handicap.

Concernant les marchés publics conclus avec les entreprises de travail adapté, je pense que nous avons une marge d'amélioration et je suis décidée à saisir cette opportunité.

Il faut tout d'abord déconstruire les préjugés qui pourraient subsister dans certains esprits. Il faut expliquer, communiquer, convaincre... pour accepter de travailler avec une entreprise de travail adapté, que ce soit pour l'entretien des espaces verts, des tâches d'impression, pour toute une série de tâches importantes et nécessaires dans notre commune.

La politique de diversité promue par la commune de Forest est systématiquement mentionnée dans ses offres d'emploi. La phrase dit « *la commune de Forest mène une politique de diversité, de non-discrimination et d'égalité des droits. Nous garantissons l'égalité de traitement et d'accès aux sélections pour tous les candidats. Les compétences sont déterminantes et ce indépendamment de l'âge, de l'origine, du handicap, du genre ou de l'orientation sexuelle. Si vous avez besoin d'un aménagement, quelque soit votre handicap, et ce pour la phase de sélection ou après celle-ci, n'hésitez pas à nous en informer* ».

Un responsable « diversité » a été désigné et un plan de diversité est en cours de développement. Il inclura le recrutement de personnes porteuses de handicap. La collaboration entamée en 2018 avec le service PHARE a permis le recrutement de 2 contrats d'adaptation professionnelle dont l'un a été prolongé en contrat à durée déterminée.

Une note de service destinée aux responsables de services et de départements va être rédigée afin d'encourager l'engagement de personnes porteuses de handicap. Il existe également la possibilité d'établir un marché public pour l'engagement de personnel porteur de handicap pour le nettoyage. A l'instar de ce qui est fait par d'autres communes, nous pensons qu'il serait intéressant d'envisager les mesures suivantes :

- Formation à la diversité pour les chefs de service et les responsables de recrutement.
- Ouverture avec des partenariats d'enseignement spécialisé pour La réalisation de stage dans nos différents services.
- La poursuite de la journée de sensibilisation « Handicap tire-moi » afin de sensibiliser le personnel communal.
- Le lancement de collaborations entre l'administration et le CPAS et d'associations actives

dans le domaine du handicap.

- La création d'une réserve de recrutement pour donner d'autres chances à des candidats qui n'auraient pas été retenus.

D'autres mesures ont également été prises : certains collaborateurs ont participé à la formation « handi-streaming » organisée par Bruxelles pouvoirs locaux. Des collaborateurs présentant un handicap ont été appelés à se manifester, surtout pour prévoir des aménagements raisonnables. La question du handicap a également été prise en compte dans le cadre de l'aménagement de l'hôtel communal. Nous souhaitons également relancer la commission d'accompagnement relative au plan diversité (décision du Collège de décembre 2018). Travailler main dans la main, ensemble, voilà qui favorisera l'inclusion des personnes handicapées.

Réplique de Mr Loewenstein.

Ce que vous avez dit, je l'ai dit dans ma question. On sait qu'il y a des travailleurs qui ne se déclarent pas mais c'est le cas également dans d'autres communes. S'il y a 12 personnes qui sont porteuses de handicap qui travaillent à Forest, c'est un bon début. L'objectif de la Région c'est d'arriver à 18,51 %. Ce serait intéressant de contacter BPL par rapport au rapport de l'année prochaine afin d'avoir une vision juste de la situation. Je vous encourage dans cette politique de diversité car l'inclusion des personnes handicapées c'est fondamental.

Tussenkomst van mevrouw Koplówicz

Ik dank de heer Loewenstein dat hij deze kwestie aankaart. 0,54% van de werknemers met een handicap is inderdaad echt niet veel. We waren van plan om een charter over de aandacht voor handicap in de gemeente te ondertekenen, maar ik zie dat we nog niet ver staan. Ik denk dat het inschakelen van ondernemingen voor aangepast werk misschien niet de beste oplossing is, omdat we weten dat met de evolutie van die ondernemingen het aspect emancipatie en educatie wat verloren gegaan is. Uiteindelijk komen ook deze bedrijven in aanraking met concurrentie en competitiviteit. Als openbare dienst is de prioriteit de directe tewerkstelling van mensen in de gemeente. Het recht op integratie door werk maakt deel uit van het VN-verdrag inzake personen met een handicap. De wet tegen discriminatie voorziet ook in een hele reeks redelijke aanpassingen. In Frankrijk worden er sancties opgelegd als de quota niet worden gehaald en daar is de situatie veel beter. Mijn vragen zijn de volgende:

- Worden voor de door de gemeente verspreide werkaanbiedingen de geschikte kanalen voor mensen met een handicap gebruikt?
- Worden mensen met een handicap proactief aangemoedigd om te solliciteren bij de overheid?
- Welke banden heeft de gemeente met Diversicom, een vereniging die zich inzet voor de integratie van mensen met een handicap?
- Er wordt gesproken over aparte steun: in welk stadium zit dit?
- Wordt de mogelijkheid van redelijke aanpassingen vermeld in de werkaanbiedingen?

Het is ingewikkeld voor sommigen om te solliciteren en wij moeten er proactief aan werken.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

Deze cijfers vestigen onze aandacht op een kwestie die ons nauw aan het hart ligt. Wij kunnen ze

echter niet onderschrijven omdat ze niet overeenstemmen met de werkelijkheid. Dit gebrek aan overeenstemming met onze gemeentelijke realiteit is te verklaren door 2 redenen:

- Tot januari 2018 beschikte de personeelsdienst niet over een persoon die het diversiteitsplan uitvoert. Het verzamelen van gegevens is niet gemakkelijk omdat niets een werknemer verplicht zijn handicap aan zijn werkgever mee te delen en de meerderheid van de handicaps niet zichtbaar is. Slechts 3% van de personen met een handicap zijn mensen met beperkte mobiliteit. Sinds januari hebben wij vooruitgang geboekt met de methodologie voor het verzamelen van deze gegevens.
- In deze cijfers is geen rekening gehouden met de laatste aanwervingen sinds januari 2021. Na het verzamelen van de gegevens in maart zijn wij nu in het stadium van de bevestiging, gesprekken met de betrokkenen om te zien of zij zich willen melden. Rekening houdend met de laatste gegevens, zou Vorst op 12 mensen met een handicap staan.

Wat de overheidsopdrachten met ondernemingen voor aangepast werk betreft, denk ik dat er ruimte is voor verbetering en ik ben vastbesloten deze kans te grijpen.

Eerst moeten we de vooroordelen wegwerken die in sommige hoofden nog kunnen bestaan. Wij moeten uitleg geven, communiceren, overtuigen ... om met een onderneming voor aangepast werk te kunnen werken, of het nu is voor het onderhoud van groene ruimten, drukwerk, voor een hele reeks belangrijke en noodzakelijke klussen in onze gemeente.

Het diversiteitsbeleid van de gemeente Vorst voorstaat, wordt systematisch vermeld in de werkaanbiedingen. Er staat: *“De Gemeente Vorst voert een beleid van diversiteit, van niet-discriminatie en van gelijke rechten. Wij garanderen de gelijke behandeling en toegang voor iedereen. De vaardigheden zijn doorslaggevend, ongeacht leeftijd, origine, handicap, gender of seksuele geaardheid. Indien u een voorziening nodig hebt, ongeacht uw handicap, in de selectiefase voor of in een latere fase, aarzel dan niet ons dat te melden.”*

Er is een verantwoordelijke ‘diversiteit’ aangesteld en er wordt een diversiteitsplan opgesteld. Dat zal ook de aanwerving van mensen met een handicap omvatten. De in 2018 gestarte samenwerking met de dienst PHARE heeft de aanwerving mogelijk gemaakt van 2 contracten voor professionele aanpassing, waarvan er één verlengd is tot een contract van bepaalde duur.

Er zal een nota aan dienst- en departementshoofden worden opgesteld om de aanwerving van gehandicapten aan te moedigen. Ook bestaat de mogelijkheid om een overheidsopdracht voor de aanwerving van personen met een handicap voor de schoonmaak te organiseren.

Naar het voorbeeld van andere gemeenten lijkt het ons interessant de volgende maatregelen te overwegen:

- diversiteitstraining voor diensthoofden en verantwoordelijken rekrutering
- openstelling met partnerschappen met gespecialiseerd onderwijs voor stages in onze verschillende diensten
- voortzetting van de sensibiliseringsdag “Handicap’tire-moi” om het gemeentepersoneel bewuster te maken
- samenwerkingsverbanden tussen gemeentebestuur en OCMW en verenigingen die actief zijn rond handicap
- de samenstelling van een wervingsreserve om andere kansen te geven aan kandidaten die niet zouden zijn geselecteerd.

Er werden ook andere maatregelen genomen: sommige werknemers hebben deelgenomen aan de

“handi-streaming”-vorming die Brussel Plaatselijke Besturen organiseert. Werknemers met een handicap werd gevraagd zich te melden, vooral om redelijke aanpassingen te verrichten. Ook in het kader van de inrichting van het gemeentehuis is er rekening gehouden met handicaps. Ook willen we de begeleidingscommissie voor het diversiteitsplan nieuw leven inblazen (besluit van het College van december 2018). Nauwe samenwerking bevordert de integratie van mensen met een handicap.

Repliek van de heer Loewenstein

Wat u zei, zei ik in mijn vraag. Wij weten dat er werknemers zijn die zich niet aangeven, maar dat is ook in andere gemeenten het geval. Als er 12 mensen met een handicap in Vorst werken, is dat een goed begin. Het doel van het Gewest is 18,51% te bereiken. Het zou interessant zijn om in verband met het verslag van volgend jaar contact op te nemen met BPB om een precies beeld te krijgen van de situatie. Ik moedig u aan in dit diversiteitsbeleid, omdat de integratie van gehandicapten van fundamenteel belang is.

1 annexe / 1 bijlage

34 **Question orale concernant la mise en place du projet panoptique (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)**

Sous la précédente mandature, j'ai eu l'occasion de lancer, en collaboration avec le service de la prévention, le projet panoptique. Ce projet consistait en l'installation de caméras factices et d'un éclairage à détecteur de mouvement à certains points sensibles de la commune, tantôt pour lutter contre les incivilités au niveau des plaines de jeux, tantôt pour éviter le trafic de drogue par exemple au niveau du parc Jupiter.

Pour ce faire, la commune pouvait bénéficier annuellement d'un budget de 10.000€ de la part de la part du Fédéral pour l'acquisition de matériel.

Depuis lors, il semble que le projet ait été abandonné.

1. Pourriez-vous me confirmer que ce projet a bien été abandonné ?
 - a. S'il n'est pas abandonné, pourriez-vous m'informer de l'état d'avancement de ce dossier lancé il y a plus de 3 ans ?
 - b. S'il est abandonné, pourriez-vous m'indiquer les raisons pour lesquelles ce dossier n'a pas été accueilli favorablement par le nouveau Collège et pour lesquelles vous vous asseyez sur un subside annuel de 10.000 pour l'acquisition de matériel de prévention ?
2. Pourriez-vous m'indiquer les actions mises en place par le Collège pour répondre à ces problèmes d'incivilités au niveau des plaines de jeux et des parcs ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Mondelinge vraag betreffende het opzetten van het project 'panopticon' (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Tijdens de vorige bestuursperiode had ik de kans om in samenwerking met de preventiedienst het project 'panopticon' op te starten. Dit project bestond in de plaatsing van dummy-camera's en verlichting met bewegingsdetectoren op bepaalde gevoelige punten in de gemeente, ter bestrijding van ongeregelheden op speelpleinen of ter voorkoming van drugshandel, bv. bij het Jupiterpark.

Daartoe zou de gemeente jaarlijks 10.000 euro federale steun kunnen ontvangen voor de aanschaf van materiaal.

Sindsdien schijnt het project te zijn opgegeven.

1. Kunt u bevestigen dat dit project is stopgezet?
 - a. Als het niet is stopgezet, kunt u mij dan informeren over de vordering van dit dossier, dat meer dan 3 jaar geleden van start ging?
 - b. Als het is opgegeven, kunt u mij dan vertellen waarom dit project niet door het nieuwe College werd voortgezet en waarom u een jaarlijkse subsidie van 10.000 euro laat liggen voor de aankoop van preventiemateriaal?
2. Kunt u me vertellen welke acties het College heeft ondernomen om de problemen van onrust op speelpleinen en in parken aan te pakken?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Réponse de Mr Spaepens.

Je m'excuse pleinement pour le délai de réponse mais personne ne savait de quoi il s'agissait. En effet, aucun membre du Collège, ni membre du comité de direction qui ont été interrogés par la secrétaire communale, n'avait jamais entendu parler de ce projet. Ce point n'est jamais arrivé au stade du Collège et n'a jamais été validé politiquement. Par ailleurs aucun budget n'y a jamais été officiellement affecté. Le fonctionnaire de prévention a changé et le chef de corps également. Enquête faite au niveau du service de la Prévention, il appert que ce projet apparaît dans une fiche technique qui n'a jamais été validée par le Collège. Le subsidie n'a cependant pas été perdu puisqu'il a servi à payer le salaire de certains agents et rien n'a dû être remis au fédéral. Quoiqu'il en soit, on veut évidemment mener des actions pratiques et en contact avec le citoyen. Ce projet qui vise à installer des caméras factices et des éclairages qui se déclenchent au moment de la présence de personnes ne nous semble pas prudent. Si nous ne sommes pas opposés à la présence de caméras, c'est lorsqu'elles sont utiles. D'ailleurs le Collège a soutenu l'installation de caméras dans le cadre de la propreté.

Réplique de Mr Loewenstein.

Il ne fallait pas attendre 7 mois avant de me poser la question si vous ne saviez pas de quel projet il s'agissait. Vous auriez également pu poser la question à la personne en charge de la Prévention il y a 3 ans et qui travaille toujours pour l'administration mais qui ne fait pas partie du comité de direction. J'entends que vous n'êtes pas particulièrement chaud pour mettre en avant cette mesure mais cela vaut peut-être la peine de creuser. L'éclairage qui s'allume avec détecteur de mouvements me paraît utile à certains endroits. Ça peut permettre de faire fuir des dealers à certains points noirs de la commune. Cela peut permettre également de garantir la sécurité et la propreté au niveau des plaines de jeux qui sont parfois souillées par des propriétaires de chiens pas très civiques. C'est

important de démultiplier les dispositifs de prévention. Je vous encourage malgré tout à explorer cette piste.

Antwoord van de heer Spapens

Ik verontschuldig me voor het trage antwoord, maar niemand wist waar het over ging. Geen enkel lid van het College, noch enig lid van het directiecomité aan wie de gemeentesecretaris het vroeg, had van dit project gehoord. Het punt heeft het stadium van het College nooit bereikt en is nooit politiek gevalideerd. Bovendien werd er nooit officieel een budget voor uitgetrokken. De preventieambtenaar veranderde en de korpschef ook. Navraag op het niveau van de Preventiedienst wees uit dat het project voorkwam in een technische fiche die nooit door het College werd gevalideerd. De subsidie ging echter niet verloren, aangezien zij werd gebruikt om het loon van bepaalde ambtenaren te betalen en er hoefde niets aan de federale overheid te worden teruggegeven. In elk geval willen wij praktische acties uitvoeren in contact met de burger. Dit project, dat erop gericht is dummy-camera's en lichten te installeren die in werking treden als er mensen aanwezig zijn, lijkt ons niet verstandig. Als we al niet tegen de aanwezigheid van camera's zijn, dan is het waar ze nuttig zijn. Het College steunt overigens de installatie van camera's in het kader van netheid.

Repliek van de heer Loewenstein.

Er moest geen 7 maanden gewacht worden om mij de vraag te stellen als u niet wist om welk project het ging. U had het ook kunnen vragen aan de persoon die 3 jaar geleden verantwoordelijk was voor Preventie en die nog steeds voor de administratie werkt maar geen deel uitmaakt van het directiecomité. Ik hoor dat u niet erg happig bent om deze maatregel voor te stellen, maar het zou de moeite waard kunnen zijn om er eens naar te kijken. Ik denk dat verlichting via een bewegingssensor nuttig is op sommige plaatsen. Het kan helpen om drugsdealers weg te jagen van bepaalde zwarte plekken in de stad. Het kan ook de veiligheid en de netheid helpen vrijwaren op speelpleinen, die soms vervuild worden door hondenbezitters zonder burgerzin. Het is belangrijk om zo veel mogelijk preventiemaatregelen te nemen. Ik zou u toch willen aanmoedigen om deze mogelijkheid te verkennen.

1 annexe / 1 bijlage

35 **Interpellation relative à la nécessité d'un plan d'été ambitieux pour nos jeunes (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

Madame la bourgmestre, chers membres du collège,

Lors des précédentes vacances, il a fait chaud et, après des mois de confinement, la situation était difficile pour beaucoup de familles habitant en ville. Les jeunes n'avaient pas pu pratiquer leurs hobbies pendant des mois, ils n'étaient pas allés à l'école. Il y avait un grand besoin d'activités pour les jeunes. Et il faisait très chaud. Sans piscine extérieure par exemple. Cette année encore, beaucoup de familles ne pourront pas partir en vacances et nos jeunes seront forcés de passer tout l'été dans leur quartier. Les offres de l'année passée n'étaient pas suffisantes pour répondre au contexte particulier. Nous sommes donc inquiets pour la santé mentale de nos jeunes cette année-ci.

De plus, on empêche nos jeunes bruxellois de sortir de la capitale. Quand la météo prévoit du beau temps, la SNCB déconseille d'aller à la côte. La ville de Gand a notamment déjà décidé qu'un de ses domaines récréatifs sera accessible qu'aux Gantois. Dans le Brabant wallon, la piscine des Bois des Rêves est condamnée et la plage de Renipont va probablement limiter son accès aux habitants des communes voisines.

En d'autres termes, si nous ne prévoyons pas suffisamment d'activités supplémentaires et ambitieuses, notamment tournées autour de l'eau, nos jeunes vont étouffer et nous pourrions déjà prévoir un été tendu et invivable pour nos jeunes.

Mes questions sont les suivantes :

- Que prévoyez-vous d'organiser comme activités supplémentaires, en plus que les petits programmes annuels, pour cet été ? Que prépare-t-on actuellement comme plan d'urgence pour l'« été de la liberté » ?
- Allez-vous fournir des ressources supplémentaires au secteur de la jeunesse à Forest ? Pour permettre - par exemple - de recruter plus de bénévoles, organiser des camps supplémentaires ou d'autres activités.
- Idem pour les clubs sportifs actifs sur notre territoire ?
- Où le secteur de la jeunesse peut-il s'adresser pour obtenir des moyens supplémentaires ? Y a-t-il une manière accessible et facile d'accéder à ces moyens ?

Merci pour vos réponses

Interpellatie betreffende de noodzaak van een ambitieus zomerplan voor onze jongeren (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Burgemeester, beste leden van het College,

Vorige zomer was het warm weer en na een maandenlange lockdown hadden veel gezinnen die in de stad wonen het moeilijk. De jongeren hadden hun hobby's maanden niet kunnen beoefenen en waren niet naar school kunnen gaan. Er was een grote behoefte aan activiteiten voor jongeren. En het was erg heet. Er was bijvoorbeeld geen openluchtwembad. Ook dit jaar zullen veel gezinnen niet op vakantie kunnen gaan en zullen onze jongeren gedwongen zijn de hele zomer in hun buurt door te brengen. Het aanbod van vorig jaar was niet voldoende om aan de specifieke omstandigheden te beantwoorden. Daarom zijn wij bezorgd om de geestelijke gezondheid van onze jeugd dit jaar.

Bovendien wordt het onze Brusselse jeugd onmogelijk gemaakt de hoofdstad te verlaten. Als de weersvoorspellingen goed zijn, raadt de NMBS af om naar de kust te gaan. De stad Gent heeft al beslist dat een van haar recreatiedomeinen alleen voor Gentenaars toegankelijk zal zijn. In Waals-Brabant is het zwembad van Bois des Rêves gesloten en zal het strand van Renipont waarschijnlijk enkel toegankelijk zijn voor de inwoners van naburige gemeenten.

Met andere woorden, als wij niet voor voldoende extra en ambitieuze activiteiten zorgen, vooral rond water, zullen onze jongeren stikken en kunnen we ons verwachten aan een gespannen en ondraaglijke zomer voor onze jongeren.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Wat bent u van plan voor deze zomer als extra activiteiten te organiseren, naast de kleine jaarlijkse programma's? Wat wordt er voorbereid als noodplan voor de "zomer van de vrijheid"?
- Zult u extra middelen ter beschikking stellen van de jeugdsector in Vorst? Bijvoorbeeld om meer vrijwilligers te werven, extra kampen of andere activiteiten te organiseren.
- Hetzelfde voor de sportclubs die in onze gemeente actief zijn?
- Waar kan de jeugdsector terecht voor bijkomende middelen? Is er een toegankelijke en gemakkelijke manier om aanspraak te maken op deze middelen?

Dank voor uw antwoorden

Réponse de Mme El Hamidine.

L'annonce du plan « plein air » remonte à une vingtaine de jours et sa confirmation remonte à il y a 10 jours, le 7 mai. Cette confirmation importante, combinée à la baisse des chiffres COVID, permet enfin aux acteurs de terrain, de la jeunesse, de la culture, de la prévention, etc. de donner une forme plus définitive aux activités programmées et nous nous en réjouissons. Avant de faire le détail des activités programmées, je souhaite démentir votre affirmation de « petite » en parlant de la planification des activités, surtout considérant les efforts de tous les travailleurs et travailleuses déjà l'été dernier. Des activités à destination de la jeunesse forestoise sont menées de manière transversale entre services communaux et associations. J'ai une profonde conscience des grandes contraintes qui sont imposées aux jeunes ces derniers mois, en particulier aux plus précarisés. Nous travaillons sur le terrain pour proposer des loisirs et activités qui font sens à ces jeunes. Concernant plus particulièrement le service Jeunesse et égalité des droits, c'est une politique de soutien et de rayonnement des activités conjointes ainsi que les permanences en matière d'orientation. Je pense notamment au soutien des activités de la cellule environnement et de l'Imprimerie. Cette année comme l'année dernière, un appel à projet « Bruxelles en vacances », de Bruxelles mobilité et de la VGC, va permettre des activités portées par des citoyens et citoyennes de voir le jour. Des retours très positifs des participants ont permis la création de liens entre voisins, une utilisation plus spontanée de l'espace public, l'apprentissage à la conduite du vélo, la sensibilisation à la mobilité active dans le respect de la diversité sociale du quartier et avec la présence de groupes sociaux habituellement absents dans l'espace. Parc-poètik et pop-art font également vivre la diversité de Forest de la mi-juillet à la mi-août. La priorité du service jeunesse est aussi de maintenir et de promouvoir les permanences sociales car nous pensons qu'elles sont vraiment primordiales.

Réponse de Mme El Omari.

Aussi bien l'année dernière que durant toute la période de confinement, l'équipe des éducateurs de rue n'a cessé de se relayer auprès des jeunes en difficulté afin de garder le lien social existant, afin de trouver des solutions dans le cadre de situations familiales difficiles, de fournir le soutien scolaire dans les meilleures conditions sanitaires possibles, soit en visioconférence soit en présentiel. L'ensemble des équipes communales a eu à cœur de traverser cette crise qui a mis à rude épreuve l'ensemble de la population. Je tiens tout d'abord à vous apporter quelques précisions : il est inexact de dire que l'on empêchera nos jeunes de sortir de la capitale. En effet bien que cela ait été le cas pendant le confinement strict, la SNCB ne déconseille plus d'aller à la côte et de nombreuses associations prévoient déjà des sorties à la mer. Toutes les activités autour de l'eau doivent rester

plus prudentes étant donné que l'eau en aérosol pourrait être vecteur de la COVID-19. Pour répondre à vos questions, il y a une réelle concertation entre les services communaux et les associations présentes sur le territoire forestois afin d'étoffer l'offre. Au niveau du service prévention nous prévoyons des activités socio-sportives encadrées par 3 animateurs socio-scolaires du lundi au vendredi de 14 à 18h. Au besoin en fonction de la demande, l'offre peut être renforcée le samedi. Nous continuerons à encadrer les groupes déjà soutenus par nos éducateurs de rue par des activités portant sur les ruches et potagers. Nous mettrons en place des activités multisports au sein des infrastructures communales. Ces activités seront encadrées par les éducateurs de rue. Ils seront également disponibles pour apporter du soutien pour les jeunes en matière de recherche de jobs étudiant, de soutien administratif ou psycho-social. Nous utiliserons aussi le jeu « Forest en route » relatif à l'apprentissage du code de la route pour les enfants de 6 ans à 15 ans. La culture ne sera pas en reste, notamment via le festival Parc-poëtik qui proposera des activités tous les jours des vacances dans les différents quartiers forestois. Je remercie tous les travailleurs et présidents d'association. Nous restons disponibles à toute proposition d'activités qui ne seraient pas encore présentes et en fonction du personnel présent.

Réplique de Mme Koplowicz.

Je vous remercie et aimerais avoir vos réponses par écrit. Je souhaiterais avoir une réponse concernant des moyens supplémentaires. Il y a t'il moyen de chiffrer cela? Je m'étonne de votre analyse sur le fait que l'eau est un vecteur de la COVID-19. Je ne pense pas que ce soit vrai et j'espère que cela n'empêchera pas les gens d'aller à la piscine ou à la mer (*ndlr : Monsieur Spapens précise qu'il s'agit des brumisateurs*).

Antwoord van mevrouw El Hamidine

De aankondiging van het plan “buitenlucht” dateert van een 20-tal dagen geleden en de bevestiging ervan van 10 dagen geleden, op 7 mei. Deze belangrijke bevestiging, in combinatie met de daling van de covid-cijfers, stelt de terreinactoren op het vlak van jeugd, cultuur, preventie, ... eindelijk in staat de geprogrammeerde activiteiten een definitieve vorm te geven en dat verheugt ons. Alvorens in te gaan op de details van de geprogrammeerde activiteiten, zou ik uw bewering willen weerleggen dat de planning van de activiteiten beperkt is, vooral gezien de inspanningen van alle medewerkers reeds vorige zomer. De activiteiten voor de Vorstse jeugd worden transversaal aangepakt tussen gemeentediensten en verenigingen. Ik ben mij bewust van de grote druk die de laatste maanden op de jongeren is uitgeoefend, met name op de meest kwetsbaren. Wij werken op het terrein om zinvolle vrijetijdsactiviteiten aan te bieden voor jongeren. Wat de dienst Jeugd en Gelijke Rechten betreft, gaat het om een beleid van ondersteuning en uitstraling van gezamenlijke activiteiten en ook permanenties voor begeleiding. Ik denk met name aan de steun voor de activiteiten van de cel Leefmilieu en de Drukkerij. Dit jaar zal, net als vorig jaar, een projectoproep “Brussel op vakantie”, van Brussel Mobiliteit en de VGC, het mogelijk maken activiteiten te lanceren vanwege burgers. Zeer positieve feedback van de deelnemers heeft het mogelijk gemaakt banden te smeden tussen bureaus, een spontaner gebruik van de openbare ruimte, leren fietsen, bewustmaking van actieve mobiliteit met respect voor de sociale diversiteit van de wijk en met de aanwezigheid van sociale groepen die er gewoonlijk niet zijn. Parc-poëtik en pop-art brengen van half juli tot half augustus ook de diversiteit van Vorst tot leven. De prioriteit van de jeugddienst is ook de sociale permanenties in stand te houden en te bevorderen, omdat wij vinden dat die echt belangrijk zijn.

Antwoord van mevrouw El Omari

Zowel vorig jaar als tijdens de lockdown zijn de straathoekwerkers blijven werken met jongeren in moeilijkheden, om de sociale band in stand te houden, oplossingen te vinden voor moeilijke gezinssituaties, schoolbegeleiding te bieden in de best mogelijke sanitaire omstandigheden (via videoconferentie of fysiek). Alle gemeenteteams hebben hard gewerkt om door deze crisis te komen, die de hele bevolking op de proef stelde. Ik wil iets verduidelijken: het klopt niet dat wij onze jongeren beletten de hoofdstad te verlaten. Hoewel dit het geval was tijdens de strenge lockdown, raadt de NMBS immers niet langer af om naar de kust te gaan en veel verenigingen plannen reeds uitstapjes naar zee. Bij activiteiten met water moet men voorzichtiger zijn, aangezien water in aërosolvorm Covid-19 kan verspreiden. Om uw vragen te beantwoorden: er is een dialoog tussen de gemeentediensten en de verenigingen die in Vorst actief zijn, om het aanbod uit te breiden. In de preventiedienst zijn wij van plan sociale en sportieve activiteiten aan te bieden onder begeleiding van drie begeleiders, van maandag tot vrijdag van 14 tot 18 uur. Indien nodig kan, afhankelijk van de vraag, het aanbod op zaterdag worden versterkt. Wij zullen de groepen die reeds door onze straathoekwerkers worden omkaderd, blijven steunen met activiteiten in verband met bijenkorven en moestuinen. Wij zullen multi-sportactiviteiten opzetten in de gemeentelijke infrastructuur. Deze activiteiten worden begeleid door de straathoekwerkers. Zij zullen ook beschikbaar zijn om jongeren te helpen bij het vinden van een studentenjob, administratieve ondersteuning of psychosociale hulp. Wij zullen ook het spel "Forest en route" gebruiken om kinderen van 6 tot 15 jaar de verkeersregels te leren. Ook cultuur zal niet ontbreken, met name via het festival Parc-poëtik, dat elke dag van de vakantie activiteiten voorstelt in de verschillende Vorstse wijken. Ik wil alle werknemers en voorzitters van verenigingen bedanken. Wij blijven beschikbaar voor eventuele voorstellen voor activiteiten, afhankelijk van het aanwezige personeel.

Repliek van mevrouw Koplowicz

Bedankt. Ik zou uw antwoorden graag schriftelijk krijgen. Ik zou graag een antwoord krijgen over aanvullende middelen. Is er een manier om er een cijfer op te plakken? Ik ben verbaasd over uw analyse dat water Covid-19 kan verspreiden. Ik denk niet dat dat waar is en ik hoop dat het mensen er niet van zal weerhouden naar het zwembad of de zee te gaan (nvdr: *De heer Spapens verduidelijkt dat het over vernevelaars gaat*).

2 annexes / 2 bijlagen

36 **Question orale relative au rachat du site du Marais Wiels par la Région bruxelloise (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Au mois de décembre, le Groupe MR vous interrogeait sur les projets du Gouvernement bruxellois suite au rachat du site du Marais Wiels.

Au moment du rachat, la presse nous enseignait que l'objectif du Gouvernement est d'y maintenir une grande partie du Marais Wiels et d'y aménager un espace vert ouvert de proximité par Bruxelles

Environnement. En revanche, le projet de la Région est également d'y créer 70 à 80 logements moyens (et/ou sociaux) via Citydev.

Lors de notre précédente interpellation, vous expliquiez que vous faites confiance au Gouvernement bruxellois pour proposer un projet qui réponde aux enjeux discutés en concertation avec les habitant.e.s notamment dans le cadre du Masterplan.

Plusieurs mois ont passé et les riverains sont toujours aussi inquiets face aux projets de la Région pour le Marais. Un sentiment grandissant laisse penser que la Commune était bien plus ferme lorsqu'il s'agissait d'une menace provenant d'un promoteur privé, il ne faudrait pas adopter une attitude passive en présence de projets publics. Depuis de nombreuses années, le Conseil et le Collège dans son ensemble militent pour une préservation du Marais.

1° Dès lors, pourriez-vous nous faire état de vos discussions avec la Région pour préserver la biodiversité qui s'est créée sur le site ?

2° Quelles sont les balises que vous avez obtenues pour assurer la préservation du site ?

3° Ne craignez-vous pas qu'autant de logements viendraient dénaturer le site et menacer la biodiversité qui y règne ? En avez-vous fait part à la Région ? Quelle a été leur réaction ?

Cédric Pierre-De Permentier

Le point est reporté.

35 votants : 35 votes positifs.

Mondelinge vraag betreffende de aankoop van de site van het Wielsmoeras door het Brussels Gewest (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

In december heeft de MR-fractie u gevraagd naar de plannen van de Brusselse regering na de aankoop van de site van het Wielsmoeras.

Op het moment van de aankoop klonk het in de pers dat de Brusselse overheid een groot deel van het moeras zou behouden en er via Leefmilieu Brussel een open groene ruimte ging ontwikkelen. Anderzijds is het Gewest ook van plan om er via Citydev 70 tot 80 middenklas- (en/of sociale) woningen te creëren.

Naar aanleiding van onze vorige interpellatie hebt u uitgelegd dat u erop vertrouwt dat de Brusselse regering een project voorstelt dat beantwoordt aan de uitdagingen die in overleg met de bewoners zijn besproken, met name in het kader van het Masterplan.

Er zijn al enkele maanden verstreken en de omwonenden zijn nog steeds even bezorgd over de plannen van het Gewest voor het moeras. Er is een groeiend gevoel dat de gemeente steviger in haar schoenen stond bij de dreiging vanwege een privéprojectontwikkelaar en dat er geen passieve houding mag worden aangenomen bij projecten van de overheid. De Gemeenteraad en het hele College zetten zich al vele jaren in voor het behoud van het moeras.

1° Kunt u ons iets vertellen over uw besprekingen met het Gewest om de biodiversiteit die op het

terrein is ontstaan, in stand te houden?

2° Welk houvast hebt u gekregen om de vrijwaring van de site te verzekeren?

3° Bent u niet bang dat zoveel woningen de site zouden denatureren en de biodiversiteit er zouden bedreigen? Heeft u het Gewest hiervan op de hoogte gesteld? Wat was hun reactie?

Cédric Pierre-De Permentier

Het punt wordt verdaagd.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

37 **Interpellation concernant l'état des réflexions sur la réaffectation des prisons de Forest, Berkendael et Saint-Gilles (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre ff

Je souhaite vous interroger sur l'avancement des discussions sur la réaffectation des 3 prisons, site à cheval sur notre commune et celle de Saint-Gilles. Le déménagement des prisons est prévu progressivement, prison par prison, à partir de 2022, les discussions avancent en parallèle je suppose sur le futur de ce quartier.

Si la commune n'est pas à la manœuvre principal sur ce projet, je ne doute pas qu'elle est concertée, à tout le moins au niveau des enjeux de réaffectations. Si ce n'est pas le cas, j'espère que vous prendrez rapidement contact avec les instances régionales pour être invité dans le futur !

Je souhaiterais entre autre savoir :

- Les terrains ont-ils été vendu par le fédéral à la Région ?
- Où en sommes-nous sur l'ébauche de répartition des fonctions sur le site ? Est-il déjà prévu à coup sûr certains équipements, je pense en particulier à des crèches et un espace vert ?
- Qu'en est-il aussi de la répartition entre logements publics et privés ?
- Enfin, que pensez-vous de la proposition de la Commission de Surveillance des Prisons qui, dans son rapport annuel sur l'année 2020 que vous avez récemment reçu, suggère d'affecter une partie d'une des trois anciennes prisons à un Musée pédagogique des prisons, à l'image du projet temporaire qui avait été mené à la prison de Tongres et qui avait connu un grand succès ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

35 votants : 35 votes positifs.

Interpellatie betreffende de stand van zaken van de herbestemming van de gevangenis van Vorst,

Berkendael en Sint-Gillis (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de waarnemende burgemeester,

Ik zou u willen vragen hoe het staat met de besprekingen over de herbestemming van de 3 gevangenissen, een site die zowel in onze gemeente als in Sint-Gillis gelegen is. Het is de bedoeling dat de gevangenissen vanaf 2022 geleidelijk verhuizen, gevangenis na gevangenis, en de besprekingen over de toekomst van deze wijk lopen - naar ik aanneem - parallel.

Hoewel de gemeente niet de leiding heeft over dit project, twijfel ik er niet aan dat ze erbij betrokken wordt, althans wat de herbestemming betreft. Als dat niet het geval is, hoop ik dat u snel contact opneemt met de gewestelijke overheid om in de toekomst uitgenodigd te worden!

Ik zou o.a. willen weten:

- Zijn de gronden door de federale regering aan het Gewest verkocht?
- Hoever staan we met het ontwerp van verdeling van de functies op de site? Zijn er al voorzieningen gepland, bv. een crèche en een groene ruimte?
- Hoe zit het met de verdeling tussen openbare en particuliere huisvesting?
- Wat denkt u ten slotte over het voorstel van de Commissie van Toezicht op het Gevangeniswezen, die in haar jaarverslag over het jaar 2020, dat u onlangs hebt ontvangen, voorstelt om een deel van een van de drie voormalige gevangenissen te bestemmen voor een gevangenis museum, naar het voorbeeld van het tijdelijke project in de gevangenis van Tongeren dat een groot succes was?

Bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Mme Koplowicz.

Concernant la question d'avoir 50% de logements à finalité sociale, je voudrais rappeler les revendications de l'association pour le droit à l'habitat qui demande que ce soit 100% de logements publics dont 60% de logements sociaux. Quel est le positionnement de la commune là-dessus, ainsi que sur des infrastructures sportives et deux écoles bilingues ? Il semblerait que le Collège allait rendre un avis en temps utile. Quel est le planning ?

Réponse de Mme El Hamidine.

Ces questions portent sur un enjeu territorial important, qui a été considéré dès la déclaration de politique générale, en souhaitant être associés et associer la participation des riverains quant à la réaffectation des sites. Depuis les projets de départ, une partie de la prison et des façades a été classée, l'évolution démographique et les besoins révélés lors de la pandémie ont modifié quelque peu les recommandations. À ma connaissance, aucune cession de propriété n'a été affectée entre la régie fédérale et la Région bruxelloise. Nous suivons et questionnons la Région sur ses discussions avec la régie fédérale pour soutenir un projet d'envergure avec un large processus de concertation. Nous avons d'ores et déjà pris contact avec la commune de Saint-Gilles afin d'accorder nos violons. Nous

réfléchissons également à l'affectation provisoire du site afin d'éviter qu'il y ait des occupations non souhaitées et source de nuisances. Concernant la question d'un musée carcéral j'y suis sensible mais cela devra s'intégrer dans un projet plus large. Cet enjeu fait bien partie de nos préoccupations et nous reviendrons vers vous dès que nous aurons plus d'éléments. D'ailleurs, une réunion est bientôt prévue entre membres du Collège.

Réplique de Mr Hacken.

J'entends qu'en réalité rien n'a été fixé et qu'il est temps d'avancer au niveau de Forest. Il s'agit d'un quartier qui aura besoin d'espace verts et d'équipements. En ce qui concerne le logement, il s'agit d'un quartier dans lesquels les prix sont complètement fous et je ne pense pas que construire du logement supplémentaire permettra de calmer les choses.

Tussenkomst van mevrouw Koplowitz

Wat de 50% sociale huisvesting betreft, wil ik u herinneren aan de eisen van de Bond voor het Recht op Wonen, die 100% openbare huisvesting eist, waarvan 60% sociale woningen. Wat is het standpunt van de gemeente hierover, evenals over sportinfrastructuur en twee tweetalige scholen? Het College ging te gelegener tijde advies uitbrengen. Wat is de planning?

Antwoord van mevrouw El Hamidine

Deze vragen hebben betrekking op een belangrijke territoriale kwestie, die al sinds de algemene beleidsverklaring aan bod komt, door de omwonenden bij de herbestemming van de sites te willen betrekken. Sinds de oorspronkelijke plannen zijn een deel van de gevangenis en de gevels beschermd, en de demografische evolutie en de behoeften die tijdens de pandemie naar voren kwamen, hebben de aanbevelingen enigszins gewijzigd. Voor zover ik weet, is er geen sprake van een eigendomsoverdracht tussen de federale overheid en het Brussels Gewest. Wij volgen en raadplegen het Gewest over de besprekingen met de federale overheid om een grootschalig project met ruim overleg te steunen. Wij hebben reeds contact opgenomen met de gemeente Sint-Gillis om tot een akkoord te komen. Wij denken ook na over het tijdelijk gebruik van de site om ongewenst gebruik en overlast te voorkomen. De kwestie van een gevangenis museum zal moeten worden verwerkt in een ruimer project. Deze kwestie ligt ons na aan het hart en wij houden u op de hoogte zodra wij meer informatie hebben. Bovendien is er binnenkort een vergadering met het College gepland.

Repliek van de heer Hacken

Ik hoor dat er in werkelijkheid niets beslist is en dat er in Vorst vooruitgang geboekt moet worden. Het is een wijk die groene ruimten en voorzieningen nodig heeft. Wat de huisvesting betreft, is het een wijk met uitzonderlijke prijzen en ik denk niet dat het bouwen van meer woningen dat zal verhelpen.

2 annexes / 2 bijlagen

Mr Charles Spapens

Le nouveau Marché de l'Altitude cent s'est tenu à quatre reprises jusqu'à présent.

Disposez-vous déjà d'un bilan? Et si oui, quels en sont les résultats? D'autres exposants ont-ils manifesté leur intérêt? L'objectif est-il de rendre ce marché permanent?

Isabelle Maduda
Conseillère communale MR

Mondelinge vraag betreffende de markt van Hoogte Honderd (op vraag van Mevrouw Madouda, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Mijnheer Charles Spapens,

De nieuwe markt van Hoogte Honderd werd tot nu toe vier keer gehouden.

Beschikt u al over een balans? En zo ja, wat zijn de resultaten? Hebben andere marktkeuzers interesse getoond? Is het de bedoeling om deze markt een permanent karakter te geven?

Isabelle Maduda
Gemeenteraadslid MR

Réponse de Mr Spapens.

Ce marché est organisé dans le cadre d'un appel à projet et a pour but de redynamiser l'aspect commerçant du quartier. Il y a eu la création de l'association des commerçants qui a permis l'organisation de ce marché. Il faut savoir qu'on a un concessionnaire de marché. Il avait été prévu qu'en 2021, un nouveau marché devait être tenu dans le haut de Forest (avenue du Domaine). Avec l'association des commerçants du quartier, il a été décidé de le mettre à la place de l'altitude 100. Naturellement, il y a des gens satisfaits et des gens insatisfaits. Au niveau du bilan, nous avons eu 2 plaintes pour l'instant et, sur base d'une enquête de satisfaction auprès des gens qui fréquentent le marché, nous avons un taux de satisfaction extrêmement positif. Nous avons une satisfaction des commerçants du quartier et nous aimerions avoir une estimation des Horeca et de habitants du quartier. Nous aimerions que le marché soit pérenne. Le but n'est pas d'en faire un marché énorme mais un marché avec des produits de qualité. Nous veillerons cependant à la tranquillité des habitants et notre intention n'est pas d'en faire par exemple un marché jusqu'à 23 heures avec de la vente d'alcool.

Antwoord van de heer Spapens

Deze markt wordt georganiseerd in het kader van een projectoproep en heeft tot doel het commerciële aspect van de wijk nieuw leven in te blazen. De creatie van de handelaarsvereniging

heeft het mogelijk gemaakt deze markt te organiseren. Er is een marktconcessiehouder. Het was de bedoeling dat er in 2021 een nieuwe markt zou komen in hoog-Vorst (Domeinlaan). Samen met de plaatselijke handelaarsvereniging werd er beslist die op Hoogte 100 te zetten. Natuurlijk zijn er tevreden en ontevreden mensen. Wat de balans betreft, hebben wij tot nu toe 2 klachten gehad en op basis van een tevredenheidsenquête onder de mensen die de markt frequenteren, hebben wij een uiterst positief tevredenheidscijfer. Wij hebben tevreden handelaars in de wijk en zouden graag een schatting hebben van de horeca en de wijkbewoners. Wij zouden de markt willen behouden. Het doel is niet om er een enorme markt van te maken, maar een markt met kwaliteitsproducten. Wij zullen echter waken over de rust van de bewoners en zijn niet van plan om er een markt tot 23 uur van te maken met bv. de verkoop van alcohol.

1 annexe / 1 bijlage

39 **Question orale relative au dossier Villa Dewin (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (*Ajouté en séance*)**

Mr Alain Mugabo

Le Collège forestois a remis un avis défavorable au projet de la Villa Dewin et ce, pour la troisième fois. Toutefois, le Comité de concertation a émis un avis favorable sous conditions. La Région doit désormais trancher.

Quel est votre sentiment par rapport à ce dossier ? Disposez-vous de relais au sein de la Région à ce sujet ?

Isabelle Maduda
Conseillère communale MR

Mondelinge vraag betreffende het dossier Villa Dewin (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (*Toegevoegd tijdens de zitting*)

Mijnheer Alain Mugabo,

Het Vorste College heeft een ongunstig advies uitgebracht over het project van Villa Dewin en dat voor de derde maal. Het Overlegcomité heeft evenwel een gunstig advies onder voorwaarden uitgebracht. Het Gewest moet nu beslissen.

Wat vindt u van dit dossier? Hebt u hierover contacten binnen het Gewest?

Isabelle Maduda
Gemeenteraadslid MR

Réponse de Mr Mugabo.

Il s'agit d'un patrimoine important. Il s'agit d'un avis partagé (avis favorable de la région/avis défavorable de la commune). Du côté de la Région, l'avis est favorable sous condition (2 pages de conditions). Si le demandeur souhaite poursuivre, il va devoir revoir son projet et remettre de nouveaux plans. Après cela, la Région va devoir trancher pour l'octroi du permis. Nous ne savons pas quelle va être la position du demandeur ni de la Région mais nous restons vigilants. J'ai pour ma part envoyé un courrier au ministre d'Etat Pascal Smet, en charge de l'urbanisme, pour lui faire connaître notre position d'avis défavorable. J'attends maintenant une réponse.

Réplique de Mme Maduda.

Je vous remercie pour votre réponse et j'aimerais bien recevoir l'avis de la Région.

Antwoord van de heer Mugabo

Het gaat om belangrijk erfgoed. De meningen zijn verdeeld: gunstig advies van het Gewest; ongunstig advies van de gemeente. Het advies van het Gewest is voorwaardelijk gunstig (2 bladzijden met voorwaarden). Als de aanvrager wil doorgaan, moet hij zijn project herzien en nieuwe plannen indienen. Daarna zal het Gewest beslissen of de vergunning wordt verleend. Wij weten niet wat het standpunt van de aanvrager of van het Gewest zal zijn, maar wij blijven waakzaam. Ik heb een brief gestuurd naar staatssecretaris Pascal Smet, die bevoegd is voor stedenbouw, om hem op de hoogte te brengen van ons ongunstig advies. Ik wacht nu op een antwoord.

Repliek van mevrouw Maduda

Ik dank u voor uw antwoord en zou graag het advies van het Gewest ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

40 **Question orale à propos des conclusions du bureau d'étude à propos de la maille apaisée Union (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Ajouté en séance)**

Madame la Bourgmestre ff,

Même si le chantier Vivaqua a reporté la mise en œuvre de cette maille, il était bien prévu, suite à la consultation citoyenne, que le bureau d'étude remette une proposition de réaménagement des flux de mobilité dans le « quartier Union ».

Je suppose que ce bureau d'étude a respecté les délais prévu et vous a donc remis une proposition pour pouvoir lancer le test dès que possible.

Quelles sont les grands points de cette proposition?

Le Collège a t il déjà approuvé cette proposition, avec peut être des amendements?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

Mondelinge vraag betreffende de conclusies van het studiebureau met betrekking tot de autoluwe maas Union (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Mevrouw de waarnemende burgemeester,

Hoewel de uitvoering van deze maas door de werken van Vivaqua werd uitgesteld, was het wel degelijk de bedoeling dat het studiebureau na de burgerraadpleging een voorstel zou indienen voor een aanpassing van de mobiliteitsstromen in de "Union-wijk".

Ik neem aan dat dit studiebureau de voorziene termijnen heeft nageleefd en u dus een voorstel heeft gedaan om zo snel mogelijk te kunnen starten met de test.

Wat zijn de hoofdpunten van dit voorstel?
Heeft het College dit voorstel al goedgekeurd, met wijzigingen misschien?

Bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

Réponse de Mme Van den Bosch.

Depuis mars 2020, il y a un plan de mobilité communale qu'il faut pouvoir traduire sur le plan local. Depuis le mois de juin 2020, on se réjouit d'avoir trois mailles. Nous avons demandé au bureau d'études de mettre en exécution des actions concrètes. Les deux premières phases ont été présentées à vous-mêmes et aux Forestois et, en juin, différents scénarios seront présentés. Il y aura deux moments prévus pour la présentation. Le but est d'avoir un taux de participation élevé. Il y aura un premier workshop avec divers scénarios et un moment de feedback. L'information pour la participation sera diffusée cette semaine. Concernant la question des pistes cyclables dans le boulevard Guillaume Van Haelen, nous sommes très clairs et unanimes concernant le souhait de sécurisation de cette piste, sur les améliorations qui doivent apportées. Il y aura une discussion entre la Région et la Commune pour voir comment améliorer les choses et avoir des progrès à l'avenir.

Réplique de Mr Hacken.

Ma question portait surtout sur le verrou Massenet. Des propositions ont-elles été faites suite aux concertations citoyennes ?

Antwoord van mevrouw Van den Bosch

Sinds maart 2020 is er een gemeentelijk mobiliteitsplan dat lokaal moet worden vertaald. Sinds juni 2020 zijn we trots 3 mazen te hebben. Wij hebben het studiebureau gevraagd om concrete

maatregelen te nemen. De eerste twee fasen zijn aan u en aan de Vorstenaren voorgesteld en in juni worden verschillende scenario's voorgesteld. Er zullen 2 infomomenten zijn. Er wordt gestreefd naar een hoge participatiegraad. Er zal een eerste workshop zijn met verschillende scenario's en een feedbackmoment. De informatie voor deelname wordt deze week verspreid. Wat de kwestie van de fietspaden op de Van Haelenlaan betreft, zijn wij het zeer duidelijk en unaniem eens over de wens om dit pad veilig te maken, over de verbeteringen die moeten worden aangebracht. Er komt overleg tussen het Gewest en de gemeente om na te gaan hoe een en ander kan worden verbeterd en hoe in de toekomst vooruitgang kan worden geboekt.

Repliek van de heer Hacken

Mijn vraag ging vooral over de afsluiting van Massenet. Zijn er voorstellen gedaan naar aanleiding van de burgerraadpleging?

1 annexe / 1 bijlage

Levée de la séance à 00:40
Opheffing van de zitting om 00:40

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Betty Moens

Séverine De Laveleye